

La création d'une police à Tunis en 1860



Oui je m'abonne

| 12 exemplaires Nom et prénom ou Raison socia | | + un livre offert | Je joins mon règlement au nom de PR Factory Chèque bancaire Virement CBB: TN59 08 008 000671001274071 |
|---|------------|-------------------|---|
| Adresse de livraison | · | | Date et signature |
| Code postal Tel | | | Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building, Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333 www.leaders.com.tn |
| | unini lood | lershooks com tn | |



UNIFY PRO

VOS FORFAITS FIXE ET MOBILE UNIFIÉS



Au travail, à la maison, partout.

L1288 www.tunisietelecom.tn

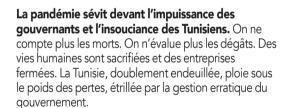
Par Taoufik Habaieb

Se révolter ou se résigner

st-ce écrit dans ton destin, ô peuple de **Tunisie?** A la recrudescence de la pandémie, aggravée par une dérive économique et sociale, s'ajoute un blocage politique. Dans un bras de fer institutionnel complexe, les rouages de l'État sont grippés, et l'administration, déjà au ralenti, est livrée à l'expectative.

Partout, la rue gronde. De vives protestations éclatent nuit et jour, traitées aux gaz lacrymogènes, infestées de pillards. Le peuple a faim. Le peuple a perdu patience, tout espoir.

Carthage, la Kasbah et le Bardo s'installent dans une cohabitation enflammée et toxique. Sans que personne n'y mette les formes, loin de toute courtoisie républicaine, chacun laissant croire qu'il est dans l'exercice plein et entier de ses attributions respectives. Brutale, violente, relayée en direct par les médias, elle est loin de concourir à la stabilisation du pays tant escomptée.



Nous sommes trop pauvres. Trop pauvres pour acquérir des vaccins. Trop pauvres pour nous permettre un confinement général sur une période appropriée. Une mise sous cloche compensée, ne serait-ce que partiellement, sur le budget public. Les salariés en arrêt de travail, les artisans, les éleveurs, les cultivateurs, les pêcheurs, les chefs d'entreprise et les ménages y trouveront un minimum de ressources.

Infantilisé, malmené au quotidien, le Tunisien est ébranlé dans son bien-être mental. La succession rapide et forte des séquences, imprévues et

interminables, le soumet à rude épreuve. Dans son corps traumatisé, dans son âme écorchée à vif. Restrictions, couvre-feu nocturne, interdiction de circulation entre les régions et confinement pour de longues et de courtes périodes entravent ses libertés et sa vie privée, et le réduisent à la soumission face à l'inconnu, au gré des gouvernants.

Se révolter ou se résigner ? Entre les deux, le choix est limité. Mais, dans les deux cas, le Tunisien souffrira le martyre. La flamme de l'insurrection, comme l'effondrement mental de la résignation, laisseront en lui des stigmates profonds.

La solidarité s'estompe. L'effroyable chacun-pour-soi, attisé par la peur et la distanciation, rompt le lien social si nécessaire à l'humain. Sans en tenir compte, et loin de coller à la réalité, les gouvernants sont, pour la plupart, dans l'impuissance, à la recherche, en fait, d'une thérapie à leur névrose, avouée ou cachée. Des cimes précaires aux chutes brutales, leur basculement sera

Ni révolte, ni résignation, le rebond reste possible. Individuel, collectif, il sera salutaire. Faut-il attendre le signal de la part des dirigeants ? Illusoire, chimérique.

Compter sur soi, agir ensemble! Se réinventer dans un monde nouveau qui commence..

T.H.

SOMMARE



















Opinion

8 Comment sortir de l'impasse quand les institutions deviennent toxiques ?
Par Riadh Zghal

En couverture

Dossier: Mal-vie...
Les troubles psychologiques
Par Dr Rym Ghachem
Jeunesse tunisienne: il faut un port à ce bateau à la dérive!
Par Dr Sofiane Zribi
Les Tunisiens à l'épreuve du vieillissement
Par Dr Lotfi Gaha
Inceste, l'acte perfide dénoncé
Par Monia Ben Jémia
Pleure ô mon pays bien aimé!
Par Dr Sofiane Zribi

Chronique

43 Mouvements sociaux : bis repetita?
Par Slaheddine Dchicha

Nation

- 44 L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient après 2020 sous l'analyse de Gilles Kepel
- 52 Enfin, une stratégie nationale pour l'emploi voit le jour Par Pr Abderrazak Zouari
- L'enseignement de l'histoire dans le secondaire, source d'inculture et d'extrémisme

 Par Habib Touhami

Société

- 56 La création d'une police à Tunis en 1860
- Par Mohamed El Aziz Ben Achour
- Religion et politique
 Par Ammar Mahioubi
- 64 Maison Dedine : le meilleur de Sidi Bou Saïd
- Les mémoires poignantes de Mohamed Kilani
- La gauche n'a pas compris les changements profonds en Tunisie Olivier Poivre d'Arvor : l'amoureux d'Alexandrie
- Taïeb Baccouche : face à Bourguiba pour dénouer la crise syndicale des révélations dans un livre de première main
- Mohamed Triki : chef scout et gouverneur de BourguibaMoncef Chenoufi : le savant, l'homme et le manager
- Moncer Rouissi : l' intellectuel, l'homme d'Etat et le patriote...
- Par Rafaâ Ben Achour
- Moncer Rouissi : le ministre atypique
 - Par Dr Ridha Kechrid
- La Tunisie moderne et patriote en deuil!
- Meherzia Labidi : la voix tonitruante d'Ennahdha au Bardo
- 101 Mohamed Hédi Chérif : l'historien Par Abdelhamid Larquèche

Billet

104 Où l'on reparle d'une seconde révolution Par Hédi Béhi

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATIONTaoufik Habaieb

DIRECTEUR DE LA REDACTION

COLLABORATELIR

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia Mohamed Larbi Bouquerra
 Mounira Chapoutot Remadi • Rafik Darragi • Samv Ghorbal • Azzedine Guellouz • Mohamed Ali Halouani • Fatma Hentati • Ferhat Horchani • Havkel Ben Mahfoudh • Mohamed El Aziz Ben Achour

Rafaa Ben Achour

Yadh Ben Achour • Sadok Belaid • Houcine Jaidi • Mohamed Jaoua • Mounir Fendri • Elvès Jouini • Moktar Lamari • Abdelaziz Kacem • Hatem Kotrane• Salsabil Klibi • Ammar Mahioubi Radhi Meddeb

 Habib Mallakh

 Afef Hammami Marrakchi • Anis Marrakchi • Samir Marrakchi Khadiia Moalla Mansour Moalla Slaheddine Sellami • Ahmed Ounaïes • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiène Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni

(Directeur Artistique

Raïd Bouaziz

(Designer)

PHOTOS

Mohamed Hammi - DR

VIDÉO

Adnen Ben Driss

MARKETING & COMMUNICATION

Mohamed Taïeb Habaieb (Système & Organisation)

APPL

Habib Abbassi • Lamia Alayet • Firas Boukataya • Lamia Alayet

- Najeh Kharrez

 Leïla Mnif

 Marwa

 Gabsil

 Khouloud Kefi

 Nour El Kaffel
- Hamdi Mzoughi Chaouki Riahi IMPRESSION

Simpact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences, BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tunisie Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333

- abonnement@leaders.com.tnmarketing@leaders.com.tn
- redaction@leaders.com.tn
- . .

www.leaders.com.tn

PACK





- UN COMPTE + UNE CARTE BH GOLD
- UN ACCÈS BH NET PROFESSIONNEL
- UN ACCOMPAGNEMENT PERSONNALISÉ POUR DES BESOINS SPÉCIFIQUES
- DES OFFRES DIVERSIFIÉES POUR VOS BESOINS EN ASSURANCES, EQUITY ET LEASING

UN PACK SUR MESURE
POUR LES
PROFESSIONS LIBÉRALES



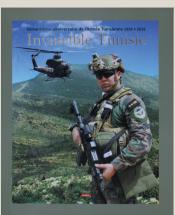
Une brève histoire de la Bourse de Tunis

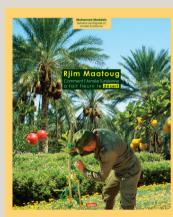
Format 23CM x 27,5CM Prix: 80 DT



Une brève histoire de la Bourse de Tunis

Format 15CM x 21CM Prix: 25 DT





Format 23CM x 27,5CM Prix: 60 DT

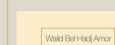


Format 15CM x 21CM Prix: 35 DT



Et pourtant, il va falloir voter

Format 15CM x 21CM Prix: 20 DT

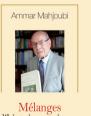




n'est pas promettre, mais choisir

Format 15CM x 21CM
Prix: 25 DT

Histoire



d'histoire ancienne

Format 15CM x 21CM Prix: 35 DT



Format 15CM x 21CM Prix: 35 DT



Format 15CM x 21CM Prix: 35 DT

Pôemes







Chroniques

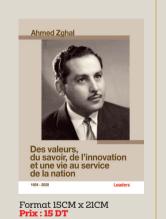
Hédi Béhi













En librairie

Diplomatie La Tunisie en Suède Un accueil royal Format 23CM x 27,5CM Prix: 80 DT

COUPON D'ACHAT

| Livres I | Prix Unitaire | Quantité | Prix Total |
|---|---------------|----------|------------|
| Comment l'armée tunisienne a fait fleurir le désert | 60 DT | | |
| Une brève histoire de la Bourse de Tunis (Edition Gold) | 80 DT | | |
| Une brève histoire de la Bourse de Tunis (Edition Universitai | re) 25 DT | | |
| Covid-19: La Tunisie abasourdie | 30 DT | | |
| Sortie de crise et union nationale: Pourquoi et comment | 35 DT | | |
| Mélanges d'histoire ancienne | 35 DT | | |
| La Tunisie, la Méditerannée et l'Orient au miroir de l'histoire | 35 DT | | |
| Et pourtant, il va falloir voter | 20 DT | | |
| Gouverner n'est pas promettre, mais choisir | 25 DT | | |
| Regards froids sur une révolution inédite | 25 DT | | |
| Le droit au rêve est le devoir de vigilance | 25 DT | | |
| Bourguiba, tel que je l'ai connu | 25 DT | | |

Code postal au nom de PR Factory Règlement par CBB: 08 008 000671001274071 Chèque bancaire Virement

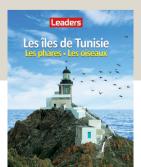
Date et signature

Adresse de livraison

Livraison gratuite en Tunisie

Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building, Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333 www.leaders.com.tn www.leadersbooks.com.tn

Environnement |



Format 23CM x 27,5CM Prix: 25 DT

Meilleurs Væux

Le général Ammar avait-il caché des données militaires au président Marzouki?



systématique exercée par l'État profond, administration, forces de sécurité et institution militaire, estime Adnen Manser, L'ancien directeur de cabinet du président de la République provisoire, Moncef Marzouki (2011-2014), le détaille dans un livre intitulé Les Années de sable (Éditions Sotumédia). Évoquant «un État cadenassé», il livre de nombreux exemples. «Les rapports mensuels, écrit-il, adressés par l'état-major de l'Armée à la Présidence sur la situation au sein de l'institution militaire et les frontières, j'en étais persuadé, étaient rédigés de telle manière qu'ils soient sans intérêt et maintiennent la Présidence dans un état de cécité stratégique et tactique vis-à-vis de l'armée, la réalité et les programmes.»

La rétention de l'information vis-à-

vis de la Troïka, alors au pouvoir

dès fin 2011 était une pratique

Selon Manser, l'institution militaire, hissée au premier plan, au lendemain du 14 janvier 2011, a pris une grande dimension, devenant une institution

autonome en soi, sous le commandement d'un chef qui l'a mise sous sa coupe, loin du regard des politiques. Porté au pouvoir, Ennahdha a maintenu cet état de fait, par souci de stabilisation du commandement, reconduisant le ministre Zbidi et le général Ammar dans leurs fonctions. Indirectement, l'auteur laisse entendre, comme facteur favorable, des considérations régionalistes, le ministre et le chef militaire étant tous deux originaires, comme le chef du gouvernement, Hamadi Jebali, du Sahel...Une explication peu plausible.

Adnene Manser évoque une gestion des promotions, nominations et déploiements opérationnels échappant à tout contrôle. Il souligne une accointance totale avec le gouvernement de Hamadi Jebali, tenant le président Marzouki hors de la boucle d'information et de décision. Multipliant les griefs contre le général Rachid Ammar, il mentionne particulièrement les conditions d'extradition de l'ancien chef du

gouvernement libyen, Baghdadi Mahmoudi, qui n'aurait pu s'accomplir, selon lui, dans sa planification et son exécution, sans une couverture de l'institution militaire.

Outre ce chapitre, le livre de l'ancien directeur de cabinet de Marzouki, historien à la plume facile et à l'argumentation documentée, est intéressant à lire. Le regard croisé de l'universitaire, propulsé au cockpit de la Présidence et nommé porte-parole de Carthage, puis directeur de la campagne électorale de Marzouki en 2014, mérite lecture.



Au karcher

Quand un élu de la nation demande expressément à celui qui deviendra ministre de la Justice de «procéder au karcher», un plafond a sauté. Yadh Elloumi (Qalb Tounès), expert-comptable de formation et fils d'un illustre ancien haut magistrat, ne s'est pas privé de le solliciter publiquement sous la coupole du parlement lors des débats sur le remaniement du gouvernement. Qui vise-t-il en particulier, alors que son chef de parti, Nabil Karoui, est sous mandat de dépôt ? Il n'a pas été plus explicite.

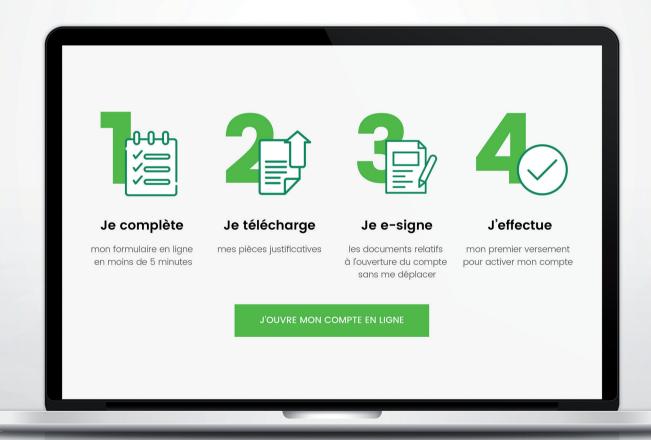






OUVRIR UN COMPTE 100% EN LIGNE EN 4 ÉTAPES

Facile - Rapide - Sécurisé





Qui retarde l'ouverture du bureau de la Francophonie à Tunis?

La loi est votée, le siège est mis à disposition, mais le bureau régional de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) pour l'Afrique du Nord tarde encore à ouvrir ses portes. A qui la faute ? La décision avait été prise en conférence ministérielle le 8 octobre 2018, lors du sommet de la Francophonie à Erevan (Arménie), et le président Béji Caïd Essebsi en était ravi.

Deux nouveaux bureaux régionaux devaient être déployés à Tunis et Beyrouth, portant ainsi à 8 les représentations de l'OIF (en plus des quatre auprès d'organisations régionales et internationales). Le 15 avril 2019, la secrétaire générale de la Francophonie, Louise Mushikiwabo, en visite à Tunis, signait avec l'ancien ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui, un accord y afférent. Le 30 juin 2020, l'Assemblée des représentants du peuple adoptait un projet de loi organique portant approbation de cet accord, et la loi sera rapidement promulguée (Loi organique n° 2020-31 du 14 juillet

Au terme de cet accord, la Tunisie devait fournir un siège pour accueillir le bureau. Prévoyant, Jhinaoui avait pris contact avec son homologue des Finances, Ridha Chalghoum, pour trouver des locaux convenables parmi le parc immobilier des biens confisqués en 2011. Le choix s'est porté sur une superbe villa, juste à l'entrée du quartier huppé d'El Manar, au 8 avenue Abdelaziz-Al Saoud, en face d'un grand centre commercial ultramoderne. Faisant l'angle avec la rue Ali-Zlitini, cette bâtisse spacieuse, entourée d'un jardin, s'élève sur





deux niveaux. Longtemps fermée, elle devait bénéficier de travaux qui ont été diligentés par les services du ministère des Affaires étrangères, aux frais du contribuable, ce qui l'a rendue fin prête pour accueillir ses nouveaux occupants. Sauf que l'affaire traîne en longueur.

L'OIF a finalement nommé le 3 septembre dernier une directrice du bureau. Il s'agit de l'ancienne ministre tchadienne de l'Aviation civile et de la Météorologie, Haoua Acyl, limogée en septembre 2017 suite à une affaire d'immatriculation d'un avion, puis désignée en 2019 directrice générale adjointe de Coton Tchad Société nouvelle. Depuis son affectation à Tunis, elle n'y a pas encore pris ses fonctions, hormis sa présence lors de la visite de la secrétaire générale de l'OIF à Tunis, le 15 décembre dernier. Sur un mode «hâtezvous lentement», et à neuf mois seulement du sommet de la Francophonie devant se tenir à Djerba, les 21 et 22 novembre de cette année, les portes du bureau régional de Tunis sont encore closes. A Paris, on dit que la Tunisie n'a pas remis les clés et à Tunis, on rétorque que personne ne les a réclamées. Quant à la nouvelle directrice, on nous apprend qu'elle «prépare ses papiers». Est-ce cela la Francophonie ?





www.ssangyongtunisie.com







TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine Tél.: (+216) 70 130 070 - 70 130 060 Fax: (+216) 71 425 253

SFAX - Rte de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax Tél.: (+216) 70 130 020 Fax: (+216) 74 281 020

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse Tél.: (+216) 70 130 040 - 70 130 050 Fax: (+216) 73 343 233

GABES - Rte de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès Tél.: (+216) 70 130 090 Fax: (+216) 75 274 151

Gouvernement

Nouveaux ministres



Youssef Zouaghi Ministre de la Justice



Walid Dhahbi Ministre de l'Intérieur



Abdellatif Missaoui Ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières



Chiheb Ben Ahmed Ministre des Affaires locales et de l'Environnement



Hédi Khairi Ministre de la Santé



Ridha Ben Mosbah Ministre de l'Industrie et des PME



Sofien Ben Tounes Ministre de l'Energie et des Mines



Oussama Khriii Ministre de l'Agriculture et des Ressources



Youssef Ben Brahim Ministre de la Culture et de la Mise en valeur du patrimoine



Youssef Fennira Ministre de la Formation professionnelle, de l'Emploi, de l'Economie sociale et de la



Zakaria Belkhoia Ministre de la Jeunesse et des Sports

Fin de mission



Thouraya Jeribi Ministre auprès du chef du gouvernement, chargée des Relations avec les instances constitutionnelles et la société civile



Secrétaire d'Etat chargé des Finances publiques et de l'Investissement

Diplomatie

Nouveaux ambassadeurs accrédités à Tunis

Nuno De Melo Belo Ambassadeur du Portugal

Volodymyr Khomanets Ambassadeur de l'Ukraine

Nouvel ambassadeur de Tunisie



Ghazi Ghraïri

militaires

militaires

Ambassadeur délégué permanent de la Tunisie auprès de l'Unesco, nommé également au même titre auprès de l'Organisation internationale de la Francophonie(OIF)

Ministère de la Défense nationale

Colonel-major Mekki Ayadi Secrétaire général au Centre de recherches

Noureddine Boulajfane Directeur scientifique au Centre de recherches

Ministère des Affaires étrangères



Samia Ilhem Ammar Directrice générale de la diplomatie économique, culturelle et de la planification

تامینات Assurances

عـمّــل عـليــنــ

stratégique

Garanties Accidents de la Vie ، سلامة بدنك،







SOUSSE: GPI, Route de Sousse 4070, M'Saken 20 04 70 47

www.mgmotors.tn contact@mgmotors.tn

NABEUL: Avenue du Grand Maghreb 8000, Nabeul 📞 31 34 20 30 SFAX: Thyna, route de Gabes KM 8,5, Sfax

58 45 33 30



Jalel Snoussi Directeur général pour l'Afrique et les organisations régionales africaines



Naceur Essid Directeur général des Affaires consulaires



Ahmed Ben Sghaier Directeur général du monde arabe et des organisations arabes et islamiques



Khalil Tazarki Directeur général pour l'Europe, l'Union européenne et la Méditerranée

Ministère des Transports et de la Logistique

Olfa Yahyaoui Marco Chargée de mission



Olfa Hamdi P.D.G.

Ministère des Technologies et de la Communication

Fatma Kort Chef de cabinet

Haier Ghenimi Cherni Chargée de mission

Ministère de la Santé

Faycel Ben Salah Directeur général de la santé

Fayez Kheliâ Chargé de mission

Ines Ayadi Chargée de mission

Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Sihem Laarif Oueslati Chargée de mission

Olfa Oueslati Chargée de mission

Ministère de l'Agriculture, des Ressources hydrauliques et de la Pêche

Ahmed Smaoui P.D.G. de l'Office national de l'huile (ONH)

Mohamed Ali Jendoubi

P.D.G. de l'Office des terres domaniales

Béchir Khethiri P.D.G. de l'Office des céréales

Inji Dokki Hanini Directrice générale de l'Agence de promotion des investissements agricoles (Apia)

Banque africaine de développement (BAD)



Leïla Farah Mokaddem Directrice générale pour l'Afrique australe

Décès

Abderrahmane Ben Messaoud Agronome et exploitant agricole. Ancien secrétaire d'État à

l'Agriculture, P.D.G. de la CTN, membre du bureau politique du PSD et député de Gafsa

Moncer Rouissi



80 ans, ancien ninistre et ancien 🛮 ambassadeur, enseignant universitaire, démographe et

docteur en sociologie. Ancien expert auprès du Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) en Syrie et au Maroc.

Mohamed Hédi Cherif 88 ans, historien,



ancien doyen de la faculté des Militant syndicaliste et

démocrate.

Moncef Chennoufi



directeur de l'Institut de presse et des sciences de l'information (Ipsi) ancien président

87 ans, ancien

du Festival de Dougga.

Meherzia Labidi



7 ans, première vice-présidente de l'Assemblée nationale constituante (2011-2014),

députée d'Ennahdha à l'ARP (2014-019, puis depuis mars 2020).

Mabrouk Khachnaoui



48 ans, député de Qalb Tounes, élu dans la circonscription de Kasserine, chef d'entreprise.

Moncef Jarraya



Banquier (Biat), ancien P.D.G. de Stafim Peugeot

Abdessalem Chammam



Ancien joueur de l'Avenir sportif de La Marsa, exprésident de la commission fédérale

d'arbitrage de la FTF.

Mohiédine Bechraoui



Ingénieur diplômé de l'École des arts et métiers (Paris, 1957). Ancien P.D.G. de Tunisair, de la Cimenterie d'Om

Kelil et du Groupe chimique, directeur général de l'Aviation civile, de la Marine marchande et de l'Industrie.

Lotfi Hammi



Frère de notre confrère Mohamed Hammi, chefphoto

Fethi Salman



Commissaire général de police, l'ère classe





On dénombre 136 espèces de champignons en Tunisie dont 67 comestibles et 20 toxiques. On les cultive à Jendouba, Le Kef, Béja, Kasserine, Sidi Bouzid, Ain Draham. Les plus répandues sont la girolle, les cèpes de Bordeaux, l'amanite, le bolet jaune, le lactaire, les chanterelles.

| 6 | Leaders N°116 • Fénvier 2021 **№116** - Farwier 2021 Leaders 17

·Opinion

Comment sortir de l'impasse quand les institutions deviennent toxiques?

Dans un article intitulé « Diversité, cohésion et conflictualité sociales. Que peut le politique et l'acteur social pour éviter l'implosion sociale » publié en juin 2017 par *Leaders*, j'avais relevé l'émergence de solidarités « étriquées » mues par des intérêts corporatistes, ceux de certaines structures sociales traditionnelles ou d'appartenances idéologiques, toutes renfermaient des ingrédients de culpabilisation, voire de rejet de l'autre. J'avais écrit : «... on assiste à une superposition, sans s'annuler, des valeurs traditionnelles, des idéologies politiques, des attitudes régionalistes, une bouillie de variables qui sous-tendent des solidarités multiples tout en nourrissant les conflictualités dormantes qui attendent l'étincelle qui fera éclater la violence.»



• Par Riadh Zghal

n fait, je m'étais trompée en parlant d'étincelle, c'était mal apprécier les capacités de résilience et de patience du peuple tunisien. Et voilà que cette mi-janvier 2021 voit éclater la violence dans diverses régions et particulièrement les localités mal loties, celles qui présentent un indice de

développement régional, tel qu'établi par l'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (Itceq) parmi les plus

Les mouvements de révolte et de violence sont rapportés à plus d'un facteur. En revanche,

force est de reconnaître que ce sont les institutions politiques qui se sont avérées toxiques du fait qu'elles ont rajouté au désarroi une couche après l'autre sur le sol si fertile d'un appauvrissement qui dure depuis dix ans, face à l'enrichissement d'une frange d'anciens militants contre l'ancien régime « indemnisés », de lobbyistes qui pèsent de tout leur poids financier pour empêcher le vote de réformes qui font bouger les lignes, et d'autres professionnels du commerce informel, de l'extorsion, bref de la corruption à tous les niveaux. La colère sociale se nourrit ainsi de plus d'une source en plus de la dégradation des conditions de vie - la déception est à la mesure des espoirs énormes nés du soulèvement de 2011. Parmi ces sources, un parlement qui donne l'exemple de la violence – d'abord verbale puis physique - diffusée sur une chaîne de télévision nationale et reprise en boucle par les nombreux autres médias dont les réseaux sociaux ; des députés loin d'être innocents se posent en inquisiteurs, à chacun ses sorcières bien que le résultat soit le même: soit un remaniement ministériel. soit un gouvernement entier qui tombe parfois quelques mois seulement après son installation; un parlement présidé par une personne en chute vertigineuse dans les sondages ; un président de la République qui parle de complots que «certains» (dont l'identité n'à jamais été dévoilée) «tissent dans des salles obscures»; un syndicat qui ne s'occupe que des employés revendiquant sans cesse des augmentations de salaire souvent à coups de grèves allant jusqu'à prendre l'éducation des enfants en otage; des corps de métiers qui s'installent eux aussi dans des grèves, celle des magistrats a duré plus d'un mois...Pendant ce temps, des chômeurs désemparés, diplômés ou non, bloquent la production là où ça fait mal à l'économie nationale, s'installent en sit-in durables dans les locaux de l'administration publique...Que reste-t-il alors de la cohésion sociale ? Quel liant social reste-t-il quand la confiance en l'Etat et ses institutions s'en va? Les manifestants de cette mi-janvier 2021 appellent à dissoudre le parlement, d'autres politiciens proposent

de remettre le pouvoir à l'armée, la seule institution d'ailleurs, qui, selon plusieurs enquêtes, bénéficie encore de confiance. Serait-ce la fin de l'espoir en la révolution, autrement dit l'échec de la nation à passer du soulèvement au véritable changement du système politique, économique, social, culturel... et à créer de meilleures conditions de vie pour le Tunisien ?

Dans cette société traversée par des solidarités étroites, l'individualisme, les conflictualités idéologiques et d'intérêt, il reste l'Etat qui devrait œuvrer pour assurer une cohésion nationale et veiller sur la préservation d'un socle commun d'intérêts nationaux partagés. Cela n'est pas possible sans une forte connexion de l'Etat avec la société. Aujourd'hui la société ne se reconnaît plus dans les institutions de l'Etat supposé incarner l'autorité légitime qui applique la loi et veille à la sauvegarde de l'intérêt général. Mais tout n'est pas perdu. Il y a encore moyen pour l'Etat de se reconnecter à la société, s'il fait une lecture objective de la réalité loin des miroirs déformants des idéologies et des intérêts particuliers, dans le but de mettre en évidence le commun national qui unit le sommet à la base du tissu social.

Il est question aujourd'hui de cohésion sociale qui concerne l'ensemble des habitants à l'intérieur des frontières du pays. L'enjeu est celui du vivre-ensemble dans un cadre institutionnel où la régulation des comportements s'appuie à la fois sur les valeurs et les normes sociales et sur un ensemble de lois et de procédures établies que certains organes du pouvoir sont tenus d'appliquer sans distinction, et d'autres organes d'en contrôler l'application.

Il est urgent que le gouvernement joue son rôle de liant national. Il se doit d'informer sur la vérité de la situation, sur son plan d'action, sur ce qu'il est possible de réaliser à court, moyen et long terme, et sur ce qu'il n'est pas possible d'entreprendre dans l'immédiat. Il faudra aller au-delà de la démocratie représentative et mobiliser les intelligences collectives, celles des catégories

laissées pour compte et plus particulièrement les jeunes sans emploi et sans horizons. Car il faut admettre que ces sans-emploi ne sont pas dépourvus d'imagination si on les sollicite pour identifier ce qui bloque l'initiative et ce que seront les futurs possibles. Les partis devraient aussi être sollicités pour contribuer à la détermination des urgences, l'établissement de plans d'action locaux et nationaux, l'accompagnement des acteurs dans leur réalisation. Ce sera pour eux l'occasion de montrer qu'ils sont utiles et de réduire la désaffection générale qui les

Il faudra délibérer à plus d'un niveau, de la base au sommet, fixer les priorités de l'action, responsabiliser, générer une cohésion autour d'objectifs nationaux à réaliser, quitte à accepter des sacrifices en vue d'un avenir meilleur. Bref, couper avec l'immobilisme et créer une dynamique mobilisatrice. Car réussir l'implémentation des changements programmés nécessite l'engagement du plus grand nombre.

C'est pourquoi, pour générer une telle dynamique, le gouvernement a besoin davantage de compétences que d'allégeances. Le parlement, pour sa part, devra garder à l'esprit l'appel des manifestants à sa dissolution et, par conséquent, s'exposer moins au regard du public tant qu'il est incapable de lui offrir l'image décente qu'il aimerait voir. On attend du président de la République qu'il dévoile les comploteurs auxquels il ne cesse de faire allusion et qu'il prenne les mesures en son pouvoir aidant à assainir le climat politique. R.Z.

...ll faudra délibérer à plus d'un niveau, de la base au sommet, fixer les priorités de l'action, responsabiliser, générer une cohésion autour d'objectifs nationaux à réaliser, quitte à accepter des sacrifices en vue d'un avenir meilleur...

18 Leaders N°117 · Février 2021 N°117 • Février 2021 Leaders 19

Mal-vie

Stress, anxiété, dépression...

Comment se donner des ressorts

iolence! Souffrance! Comme si le lot quotidien de peines déjà endurées ne suffisait pas! La pandémie et ses suites sont venues accabler le Tunisien de davantage de maux et provoquer en lui encore plus de troubles psychologiques. Le terrain était déjà fragilisé: stress, anxiété, dépression... Les facteurs sont multiples et forts: précarité, chômage, revenu et emploi menacés, accès aux soins difficiles et onéreux, dislocation des liens sociaux, soupapes de défoulement et de décompression obstruées, cafés, restaurants, cinémas, centres de loisirs, de culture, de sport et autres le plus souvent fermés...

Plus encore, l'arrêt des cours, les confinements en mode court et long, l'interdiction des déplacements entre les régions, les restrictions quant à la prière dans les mosquées et aussi les funérailles et autres, ajoutent au cantonnement à domicile une sensation d'étouffement. Les tensions sont exacerbées et la violence faite aux membres de la famille, femme et enfants, s'accroît.

L'instabilité politique, la gestion erratique tant de la pandémie de Covid-19 et de ses séquelles que des affaires de l'Etat, la persistance des menaces terroristes et l'accroissement de la criminalité cultivent l'insécurité. Les mouvements sociaux, en nette augmentation, expriment des revendications fortes. Migration clandestine et suicides, aux indicateurs de plus en plus élevés, traduisent désespoir et ruptures.

Dans la douleu

Dans ces ténèbres qui recouvrent les âmes et les esprits, les gouvernants ne donnent aucune lueur au bout du tunnel. La famille peine elle aussi à apporter sa compassion, son écoute, sa solidarité. La société civile s'enlise de son côté dans la protestation et les syndicats dans la revendication. D'habitude portés surtout par les jeunes, les chômeurs et les nécessiteux, les mouvements sociaux associent désormais des magistrats (longue grève en décembre dernier), médecins, journalistes et autres corporations considérées aisées. Pas moins de 8 759 actions de protestation en 2020, pour la plupart (5 693 actions, soit 65%) anarchiques, ont été relevées par l'Observatoire social tunisien du Ftdes. Le mois de décembre a enregistré un pic de 1 149 actions, soit 37 par jour en moyenne.

La migration aussi est à la hausse. Elle devient collective, en famille, avec femme et enfants. Si 13 466 migrants clandestins et 1 096 opérations ont été interceptés en 2020, 12 883 migrants ont pu atteindre les côtes italiennes. Ces effectifs sont constitués à hauteur de 60% de Subsahariens et 40% de Tunisiens.

Le sentiment d'échec conduisant à mettre fin à sa vie est inquiétant. L'année écoulée a enregistré 235 cas de suicide déclarés : 174 hommes et 61 femmes, la pendaison venant en première position des tristes moyens utilisés.

Rebondi

Et pourtant, il va falloir s'en sortir! S'inventer des ressorts pour résister, se donner courage et rebondir. Comment ne pas sombrer dans la dépression, lâcher les amarres et se laisser emporter par les vagues à la dérive ?

Pour obtenir des éléments d'éclairage, Leaders a interrogé trois médecins psychiatres : les Drs Sofiane Zribi, Rym Ghachem et Lotfi Gaha. Chacun a traité d'une catégorie spécifique : les jeunes, la femme et les personnes âgées. Etat psychologique, enjeux et recommandations nous interpellent.

En couverture En couverture

Les troubles psychologiques en période de Covid-19

Facteurs de risques, effets et comment s'en prémunir



• Par Dr Rym Ghachem

La pandémie de Covid-19 a mis l'humanité entière face à un danger commun, méconnu et qui n'est pas encore maîtrisable. Elle a en effet relancé le débat autour de l'incomplétude et la vulnérabilité de l'être. Comment faire face à l'incertitude et gérer le doute ont constitué un défi majeur. Et comment affronter une infinité de facteurs générateurs de stress ?

un des messages clés de la Lancet Commission on Global Mental Health and Sustainable Development (Columbia University, New Yrok) souligne l'ampleur des troubles à craindre. « De nombreuses personnes qui s'en sortaient bien auparavant sont aujourd'hui moins capables

de faire face à la situation multifactorielle. Celles qui n'avaient connu auparavant que peu d'épisodes d'anxiété et de détresse risquent de voir s'augmenter le nombre et l'intensité de ces épisodes et même de développer un trouble mental. Quant à celles qui avaient déjà un problème de santé mentale, elles risquent de voir leur état s'aggraver et d'être moins opérationnelles. »

La survenue des troubles psychiatriques peut être expliquée par :

- L'inquiétude pour soi et pour ses proches,
- La pléthore d'informations souvent non concordantes,
- L'exposition à des situations traumatisantes,
- Le deuil,
- L'isolement social,
- La violence conjugale.
- L'augmentation des addictions survenues pendant le confinement,
- Les difficultés économiques et le chômage.

Sur le plan psychologique, 20% des personnes ayant été infectées par le Covid-19 auront des troubles psychologiques tels que le stress, la dépression et les troubles anxieux. La pandémie et ses conséguences morbides, relayées de façon permanente par les médias et les réseaux sociaux, ont contribué à leur apparition ou à leur aggravation. Dans la population générale, porteuse ou non de toute pathologie psychiatrique, des facteurs de burn-out parental (BP) peuvent produire leur effet, comme l'a souligné Dr Jawhar Boudabous dans une récente publication relative au Covid-19. Les facteurs prédictifs du BP sont nombreux : chômage, insécurité financière, baisse du support social (famille, amis), réduction du temps pour les loisirs. L'enquête menée a révélé que :

- 91% des adultes ont noté un changement dans leur vie depuis la pandémie
- 28% ont perdu leur emploi et 33% ont

- connu une réduction de revenus
- 53% n'arrivent plus à subvenir aux besoins essentiels de la vie

Aussi, des perturbations sont relevées dans les routines quotidiennes (garderies, écoles, centres de loisirs ...): 35% ont eu des difficultés à trouver une garde pour les enfants.

Sans oublier la perte de 165 mille emplois, selon

Si 38 % des parents ont pu échapper au burn-out, les 60% restants l'ont subi à des degrés variables.

Quelles en sont les conséquences sur le plan psychiatrique en Tunisie?

L'analyse des appels reçus par la cellule d'assistance psychologique (CAP) montre une prédominance d'appels émanant de femmes en détresse psychique, sociale et économique. La femme est bien au centre des effets produits, selon ces appels, ce qui se rapproche des indicateurs relevés en Tunisie et à l'étranger. Plusieurs données nationales et internationales indiquent en effet une nette augmentation des taux de violence faite aux femmes et aux enfants depuis le début de la flambée du Covid-19 et cela s'est aggravé au cours du confinement.

L'augmentation des cas de violence domestique est significative. En Tunisie, cette maltraitance qui habituellement touchait au moins une femme sur deux a été multipliée par 9 à la fin du confinement, selon les données du ministère de la Femme, de la Famille, de l'Enfance et des Seniors. De même, la violence sexuelle est à la hausse du fait du confinement, de la promiscuité et de l'interruption des services sanitaires.

Comment le Covid-19 accroît-il les risques de violence faite aux femmes ?

De nombreux facteurs favorisent l'émergence de la violence :

- L'anxiété liée au stress du coronavirus,
- La promiscuité,
- Le bouleversement des rôles au sein de la famille avec le confinement,

- La consommation de droque et la réactivation d'anciennes querelles personnelles,
- La recrudescence des violences intrafamiliales induit à elle seule des conséquences psychologiques néfastes et aqqrave l'impact de la pandémie

D'autres éléments sont à prendre en considération:

- Les femmes peuvent avoir moins de contact avec leur famille et leurs amis en mesure de leur apporter un soutien et une protection contre la violence dont elles sont victimes;
- La fermeture des écoles aggrave davantage le problème et leur impose un stress supplémentaire;
- La perturbation des moyens de subsistance et de la capacité à gagner sa vie, notamment pour les femmes, entraînera une réduction de l'accès aux besoins et aux services de base, ce qui augmentera le stress pesant sur les familles, et potentiellement aggravera les conflits et la violence.
- À mesure que les ressources se raréfient, les femmes sont exposées à un risque accru de subir des abus liés à leur dépendance économique de leur partenaire;
- Les auteurs d'abus pourraient utiliser les restrictions imposées dans le cadre du Covid-19 pour exercer un pouvoir et un contrôle sur leurs partenaires afin de réduire davantage l'accès aux services ;
- L'accès aux services essentiels de santé sexuelle et reproductive, notamment destinés aux femmes victimes de violence, deviendra probablement plus limité.

Diverses recherches conduites dans de nombreux pays fournissent à cet égard des indicateurs significatifs. C'est ainsi que le rapport Lancet publié en juillet dernier a tiré la sonnette d'alarme concernant les effets psychologiques du confinement. Les études rapportent un impact psychologique négatif du confinement marqué

- Un trouble stress post-traumatique
- Une confusion mentale
- De l'irritabilité.

Les facteurs de stress sont :

- La durée de la guarantaine,
- La peur de l'infection,
- La frustration.
- L'ennui.
- Les informations inadéquates,
- Une perte de ressources financières,
- Et la stigmatisation.

Des niveaux d'anxiété et de dépression plus élevés sont associés à des considérations personnelles:

- 1. le statut d'étudiant,
- 2. le fait d'être de sexe féminin
- 3. souffrir d'une maladie somatique antérieure

Comment s'en prémunir?

Des règles d'hygiène de vie sont à observer comme:

- 1. le respect des horaires de sommeil,
- 2. la pratique d'une activité physique régulière,
- 3. le maintien des liens sociaux.

Plus encore, il convient de :

- Utiliser des ressources numériques pour la pratique de thérapies psychosociales permettant de lutter contre les troubles
- Se protéger et protéger les autres en respectant les mesures d'hygiène et de distanciation sociale. Rechercher des informations uniquement auprès de sources fiables, telles que l'OMS ou les autorités sanitaires nationales
- Maintenir une routine saine qui comprend suffisamment de repos, d'activités physiques et récréatives
- Entretenir les contacts sociaux tout en gardant une distance physique
- Compter sur ses valeurs et ses croyances spirituelles en tant que stratégies d'adaptation positives pour trouver la
- Demander de l'aide en cas de besoin, et appeler la cellule d'assistance psychologique
- Revoir ses priorités dans la vie,
- Promouvoir son désir personnel et ne pas vivre dans le désir du paraître ou de l'autre,









www.bna.tn

Offrez à votre enfant la Carte Jeune YOUTH, une carte bancaire prépayée, rechargeable et octroyée sans compte bancaire.

La Carte Jeune YOUTH permet à votre enfant, dans la limite du montant disponible, de retirer de l'argent auprès des GAB ou de payer ses achats auprès des commerçants ou sur internet en toute simplicité et en toute sécurité.









Ce qu'il ne faut pas faire pour conserver sa santé

1. Abuser des substances

•Le retour vers la nature.

- 2. Manger fréquemment de grandes quantités de produits de restauration rapide
- 3. Consacrer beaucoup de temps à d'activités en ligne (jeux, réseaux sociaux,)
- 4. Suivre longuement les informations
- 5. Se focaliser sur les aspects négatifs de la
- 6. Publier sur les réseaux sociaux des posts relatifs au Covid-19 sans discernement et partager de fausses nouvelles
- 7. Croire aux rumeurs

Un rôle crucial des autorités

Appliquer une approche globale au niveau de la société pour promouvoir, protéger et prendre en charge la santé mentale est une grande priorité nationale malheureusement minorée. Il s'agit de:

- 1. Intégrer la santé mentale et les considérations psychosociales dans les plans de riposte nationaux dans tous les secteurs concernés
- 2. Prendre les devants pour réduire les épreuves qui sont liées à la pandémie et dont on sait qu'elles nuisent à la santé mentale, par exemple la violence domestique, la précarité (mesures de protection financière et sociale).
- 3. Communiquer, via les canaux largement utilisés, en donnant des informations actualisées scientifiques et non contradictoires dans une langue simple et accessible qui soit comprise par toutes et
- 4. Assurer une large disponibilité des services de santé mentale et de soutien psychosocial en situation d'urgence.
- 5. Soutenir le relèvement après le Covid-19 en mettant en place des services de santé mentale pour l'avenir (promotion des services de santé mentale communautaire).
- 6. Montrer l'exemple dans l'application des consignes de sécurité sanitaire.
- 7. Pour les soignants, toute une politique d'encouragement et de soutien est

indispensable en faveur de cette catégorie si précieuse et vitale

Des troubles pouvant être graves et invalidants

L'impact de la crise du Covid-19 et de ses suites est extrêmement négatif sur la santé physique, mentale et le bien-être social. Les troubles psychologiques durant cette pandémie peuvent être graves et invalidants comme :

- État de stress post-traumatique dans la famille Covid
- Anxiété dans toutes ses formes
- Dépression chez les anciens patients
- Décompensation des patients due à une difficulté à se procurer les médicaments

La santé mentale constitue une urgence. La prise en charge doit obligatoirement comporter l'identification des troubles psychiatriques et des violences physiques et psychiques subies durant la période de la pandémie.

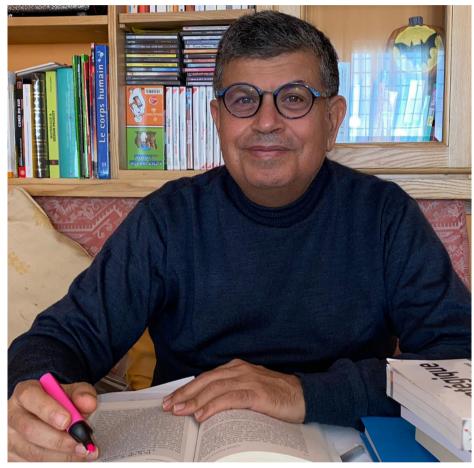
La crise du Covid-19 nous a permis de revoir nos priorités et parfois même de changer de vie. Pour certains patients qui ont été atteints du Covid, elle leur a montré l'importance de la vie et la futilité de l'être humain devant la mort. Elle les a obligés à s'adapter pendant un certain temps à l'incertitude de vivre. Elle leur a donc donné un nouveau goût à cette seconde vie si précieuse où ils vivront leurs propres désirs et plaisirs. La résilience prendra donc le dessus.

En plus de cette pandémie, le Tunisien est en butte à une véritable crise économique. En effet, l'heure est grave, beaucoup de désespoir fuse de tous les côtés ; les pauvres se sont davantage appauvris, les moins pauvres le sont devenus ; et les riches craignent pour leurs richesses devant l'éclosion de nouveaux riches en grand nombre. Au niveau sociétal, cette crise pourrait nous conduire à être solidaires autour d'un but commun : sauver notre pays de la misère anarchique et dogmatique et œuvrer à l'émergence d'une société nouvelle basée sur des priorités du pays, à savoir améliorer les soins et réformer le système éducatif en s'ouvrant à d'autres nouveautés numériques et en innovant sans copier-coller d'autres pays.

R.G.

- En couverture En couverture -

Jeunesse tunisienne Il faut un port à ce bateau à la dérive!



• Par Dr Sofiane Zribi

Les jeunes Tunisiens, pour une bonne part, souffrent d'une forme de dépression. Non pas celle que les psychiatres ont l'habitude de soigner mais une forme plus pernicieuse du mal qui paralyse la décision, immobilise le rêve, remplit l'âme non pas de tristesse mais d'apathie et en même temps fait que la seule jouissance n'est plus de se réaliser pour soi mais pour se montrer au groupe. Pour cette jeunesse, le seul espoir de s'en sortir est de partir. Loin. Là où elle ne rencontre pas les éléments qui organisent son désespoir actuel.

es écoles qui n'éduquent plus et où désormais on n'apprend plus grand-chose, des rues sales et hideuses où la violence du langage côtoie l'incivisme des passants, des administrations inopérantes ou le simple fait de s'y rendre nécessite un courage infini, une absence flagrante

d'espaces où le jeune peut prendre plaisir à y être et à se développer quand il ne s'agit pas, dans les quartiers populaires, du regard omniprésent des mafias de contrebandiers ou des groupes d'extrémistes qui tentent d'imposer leur loi.

La sexualité est aussi un autre problème. La moyenne d'âge du mariage avoisine les 30 ans et la pression sociale est telle que peu de jeunes ont la possibilité d'avoir des rapports sexuels. La seule sublimation possible reste la masturbation, devant le flot d'images ininterrompues que charrient les paraboles, la drogue ou le refuge dans une religiosité frileuse.

Cette prison sans murs

Néanmoins, le départ reste de loin la voie rêvée pour s'échapper de cette prison sans murs qu'est devenu le pays. En attendant, l'un des moyens pour faire baisser la tension reste le café. Il suffit de se promener dans les rues des villes tunisiennes pour être frappé par ce phénomène : les cafés, en nombre impressionnant, parfois baptisés salons de thé dans les lieux huppés, bondés de jeunes et de moins jeunes, qui y passent une bonne partie de la journée et de la nuit à fumer, à discuter, à draguer, à y vivre. La crise du Covid-19, en fermant ces rares espaces de libération, a contribué à faire davantage monter le sentiment de claustration. Très peu de jeunes lisent un livre ou un journal, certains, qui ont les moyens de se les acheter, sont absorbés par leur smartphone ou leur tablette, d'autres jouent aux cartes mais la plupart papotent, discutent, refont le monde dans tous les sens et dans toutes les langues. Autour d'un café, d'une bière ou d'un joint de cannabis. Dans les grandes villes, beaucoup, à les écouter, ont le niveau de la licence ou du master. Très peu pourtant maîtrisent une langue correctement ou savent faire quelque chose de leurs deux mains. Très peu ont une expérience professionnelle, ou elle se résume bien souvent à quelques semaines dans un centre d'appels. Presque tous vivent aux crochets de leurs parents. Ils attendent que le gouvernement fasse quelque

chose pour eux, que les choses bougent, mais ne font qu'attendre.

Le temps des cafés!

Le temps est devenu une autre dimension de leur espace. Ils le laissent couler doucement, lentement. Certains s'oublient un peu en fumant un joint en cachette acheté à la sauvette chez le dealer du coin. Chaque café a sa clientèle, son monde propre. Ici c'est les nantis, là c'est les affairistes, ailleurs c'est des étudiants et des élèves. Les plus pauvres ont aussi leurs espaces. On ne se mélange pas. La présence des femmes est palpable dans les salons de thé et les cafés chics. Mais dès qu'on arrive dans les cités modestes, la clientèle devient exclusivement masculine. Une minorité, en fin de journée, va migrer vers les bars qui servent de l'alcool, mais la grande majorité reste fidèle à la caféine. Dans les cafés des milieux ruraux, les tranches d'âge se mélangent, les conditions sociales aussi. Mais là. point de femmes, uniquement des hommes. On y vend, on achète, on négocie pour certains, mais pour la plupart on discute, on fume, on laisse passer le temps en se lamentant sur la pluie, le travail, l'avenir, l'État et on oublie le masque et l'épidémie de Covid-19.

La fuite et parfois le suicide

Pour l'étranger visitant la Tunisie, il ne peut qu'être surpris par ce pays dont une bonne partie de la population [les 15-29 ans représentent près de 30 % de la population] est figée, immobile. Ces jeunes, souvent diplômés, cultivés, ont été à l'origine de la révolution du 14-Janvier [2011] et sont devenus aujourd'hui spectateurs de leur propre avenir, une feuille d'automne dont se joue le vent et n'existe que pour exister.

Comment quitter cette position dépressive qui mène vers l'immobilisme, la fuite et parfois le suicide ? Comment faire pour que ces jeunes retrouvent de l'ambition, le désir de vivre et de construire dans leur pays ? Comment rompre avec ce cercle vicieux qui prive chaque année la Tunisie de la crème de ses enfants, qui partent servir et enrichir d'autres pays ? Comment, en un mot, changer le vécu social du Tunisien ?

La Tunisie est malade et on ne peut qu'espérer que ceux qui se proposent de la soigner aujourd'hui prennent d'abord la juste mesure du mal qui la ronge.

S.Z.

Les Tunisiens à l'épreuve du vieillissement



Par Dr Lotfi Gaha

Les personnes âgées sont classées en tête des cibles vulnérables à l'infection au Covid-19. La comorbidité sous forme de divers facteurs de risque (diabète, hypertension artérielle, obésité, addictions, difficultés respiratoires, maladies cardiovasculaires, etc.) concerne différentes tranches d'âge, y compris les jeunes, mais affecte particulièrement les séniors. L'analyse du Dr Lotfi Gaha est instructive.

e vieillissement de la population constitue un problème de santé publique universel en ce début de troisième millénaire, compte tenu des besoins spécifiques de prise en charge de cette population vulnérable sur le plan physique, psychique et social. Il constitue un enjeu majeur et représente un facteur de modification des équilibres sociaux dans les pays en voie de développement pour les prochaines années.

L'examen des données démographiques concernant la société tunisienne permet de constater qu'elle a pris le chemin du vieillissement. Selon les données de l'Institut national de la statistique (INS), l'espérance de vie à la naissance en Tunisie, actuellement de 76 ans, s'accroîtra de 3 ans d'ici 2030 et le nombre des sujets âgés continuera à augmenter dans les 25 ans à venir. À partir de 2030, la classe d'âge des plus de 60 ans devrait représenter près de 18% de la population tunisienne.

Le vieillissement est donc d'actualité avec des changements qui s'expliquent par une double transition : démographique avec baisse de la natalité, baisse de la mortalité, augmentation de l'espérance de vie et une transition épidémiologique avec baisse de la pathologie infectieuse et augmentation de la pathologie chronique.



La conséquence majeure du vieillissement progressif de la population est le risque d'installation d'une dépendance, voire d'une perte d'autonomie, déterminée par l'intrication de plusieurs facteurs: bio-psychosociaux et notamment organiques.

La dépendance, définie comme une impossibilité partielle ou totale pour une personne d'effectuer sans aide les activités de la vie, qu'elles soient physiques, psychiques ou sociales, et de s'adapter à son environnement, constitue une source d'inquiétude sur le plan individuel et collectif. Elle est estimée à 10 % par l'INS et nécessite un programme d'aide adapté au contexte local.

Considérant le volet sanitaire et médicosocial, les particularités des troubles du troisième âge, la souffrance des malades et de leurs proches, le poids de la prise en charge, l'absence de traitement curatif et de structures adéquates, l'importance des besoins en soins des personnes malades, le caractère polymorphe et culturellement dépendant de l'aide médicale, psycho-sociale, juridique et financière, une organisation

spécifique et la mise en place d'un dispositif adapté de soins sont nécessaires en faveur des séniors.

Le challenge primordial en Tunisie est :

- d'encourager le« vieillissement réussi» et de lutter contre la perte d'autonomie par l'éviction des maladies, le maintien à la fois d'une fonction cognitive et physique élevée, d'un engagement et d'un intérêt dans la vie.
- d'appuyer la solidarité collective par le biais des prestations médico-sociales
- de promouvoir la solidarité familiale à travers l'aide des proches.

Il est légitime de se demander si la famille tunisienne reste encore le cadre social adéquat de soutien des sujets âgés et le garant de la préservation des valeurs traditionnelles de la solidarité, compte tenu de la tendance vers la nucléarisation, de la plus grande mobilité de ses membres, du morcellement du patrimoine, et de l'émergence de l'individu avec l'émancipation et le travail de la femme.

En conclusion, le vieillissement progressif de la population tunisienne est un enjeu majeur pour l'avenir du système sanitaire et social et représente un défi de société, un problème de santé publique et un challenge pour le monde médical et le pouvoir politique. Les modifications des indicateurs démographiques et les restructurations vécues par la famille tunisienne ces dernières années appellent un réaménagement de l'approche de la personne âgée pour s'adapter aux nouvelles exigences.

Notre société et son système de santé doivent se préparer à faire face aux besoins des personnes âgées par certaines mesures comme :

- la création de structures de soins gériatriques et psycho-gériatriques adaptées aux besoins.
- la promotion des soins à domicile pour les sujets âgés dépendants.
- la formation des aidants et des accompagnants
 - Professeur hospitalo-universitaire
 Chef du service de psychiatrie au CHU de Monastir
 - Chef du service de psychiatrie au CHU de Monastir
 Président de la Stphu (Société tunisienne de psychiatrie hospitalo-universitaire)
 Condition de un service de la service d
- Co-directeur du projet conjoint de recherche intitulé «Evaluation et prise en charge de la dépendance et de la perte d'autonomie chez les sujets âgés » dans le cadre de la coopération tuniso-belge.

En couverture En couverture

Inceste

L'acte perfide dénoncé



MONIA BEN JÉMIA

LES SIESTES
DU GRAND-PÈRE
RÉCIT D'INCESTE

Les siestes du grand-père de Monia Ben Jémia Cérès éditions, janvier 2021, 108 pages, 15 DT

ue de douleurs endurées en silence, enfouies au fond de l'âme, gardées en stigmates qui empoisonnent une vie, détruisent un être humain. L'inceste sévit en Tunisie aussi. Tabou, tabou d'en parler, tabou de ne pas le dénoncer. Monia Ben Jémia

ne s'y résigne pas. Dans un livreréquisitoire, sous le titre de « Les siestes du grand-père » (Editions Cérès), elle décrit, décrie et interpelle.

Juriste, professeure à la faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, Monia Ben Jémia s'est impliquée depuis longtemps dans les luttes féministes en Tunisie et le combat pour les libertés. Son livre se veut, «entre réalité et fiction, un témoignage contre l'oubli et le silence, parce qu'il faut que le crime soit nommé, parce qu'il est illégitime de confisquer la mémoire de l'autre, parce que les grandes blessures tues se referment mal et exigent d'être reconnues et soulagées.»

Interview

L'Etat doit intervenir pour mettre fin à l'impunité et prévenir le crime d'inceste

Pourquoi ce livre et maintenant?

J'ai mis plus de cinq ans à l'écrire. De 2004 à 2015, i'ai écouté des femmes victimes de violence au Centre d'écoute et d'orientation des femmes victimes de violence de l'Association tunisienne des femmes démocrates (Atfd). Plusieurs d'entre elles, venues pour dénoncer des violences conjugales, ont fait état de violences sexuelles et de l'inceste subis durant l'enfance. D'autres n'ont pris la décision de quitter leur conjoint violent que lorsqu'elles ont soupconné des agressions sexuelles qu'il commettait sur leur enfant. C'est ainsi que je me suis rendu compte à quel point l'inceste était fréquent et combien il détruisait l'avenir des enfants qui en sont victimes. Plus tard, en même temps que j'écrivais ce récit, j'ai constaté, en lisant les témoignages sur la page Facebook de «EnaZeda», que près de 90% de ceux-ci étaient des récits d'inceste commis par des pères, frères, grands-pères, oncles, etc. J'ai écrit ce livre pour toutes les victimes d'inceste.

Était-ce facile à écrire, construire et finaliser?

J'ai essayé de regrouper en un seul récit tous ces témoignages d'inceste et de décrire la violence, le silence, la honte, la culpabilité, la peur, la solitude et le désarroi de l'enfant victime. Pour ne pas accabler le lecteur et éviter tout voyeurisme, j'ai tenté autant que possible d'alléger le texte.

C'est un livre sur le silence qui entoure l'inceste. Car c'est bien le silence qui le définit. Un silence qui est une véritable mort psychique des victimes. Dénoncer l'inceste est déjà un très grand pas, mais qui ne suffit pas.

Que recommanderiez-vous?

Tout à fait ! Rompre le silence, prendre la parole n'est pas suffisant, il faut que l'Etat intervienne pour mettre fin à l'impunité et prévenir le crime d'inceste. Certes et pour la première fois, depuis la loi n°58-2017 relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes, l'inceste est nommé. C'est une réforme importante car ce qui n'est pas nommé n'existe pas. Mais l'inceste n'est nommé que dans le viol en tant que circonstance aggravante et pas pour les autres violences sexuelles où il demeure une circonstance aggravante, mais innomée. Or l'inceste ne se fait généralement pas avec des viols, les auteurs d'inceste sont prudents et font bien attention à ne pas laisser de traces. Il faudrait donc que la loi fasse de l'inceste une infraction autonome pour toutes les formes de violence sexuelle.

Une autre réforme est tout aussi nécessaire, c'est l'allongement du délai de prescription qui est actuellement de dix ans à partir de la majorité. C'est trop court, car les victimes ne rompent le silence que bien plus tard, sans compter que souvent, elles font une amnésie traumatique leur faisant perdre le souvenir des violences subies. Et quand elles retrouvent la mémoire ou se décident à parler, il est trop tard, le crime est prescrit. Seules ces mesures permettraient de mettre fin à l'impunité qui entoure le crime d'inceste et contribue à sa fréquence. Il faut aussi prévenir et prévenir massivement, notamment par une éducation sexuelle donnée aux enfants à l'école pour leur apprendre ce qu'est une agression sexuelle et à dénoncer leurs auteurs. La Tunisie a ratifié en 2018 la Convention de Lanzarote sur l'exploitation et les abus sexuels commis sur les enfants et le comité de Lanzarote a préparé des quides pour les éducateurs que l'on pourrait utiliser en Tunisie pour la prévention. Enfin, la société civile devrait être plus active dans ce domaine. Selon le dernier sondage d'Unicef-Tunisie, près de 59% d'enfants subissent des violences, y compris sexuelles, au sein de la famille et 13% dans le milieu éducatif. Parmi eux, une majorité de filles. Il est urgent d'agir, j'espère que ce livre y contribuera.

Bonnes feuilles

Les événements de Regueb, début 2019, ces enfants dont certains avaient été violés dans l'internat privé où ils recevaient une éducation religieuse réveillent en Nédra le souvenir de l'inceste subi dans son enfance.

Elle n'en avait parlé à personne, mais, rongée par une grave maladie, elle décide, après avoir longtemps hésité, de rompre le silence.

Elle ne veut pas mourir avec ce poids et se dit que son récit pourrait être utile à tous les enfants qui subissent des agressions sexuelles, car les enfants de Requeb ne sont pas les seuls.

Et si, régulièrement, on rapporte des cas d'inceste dans la presse, cela reste des faits divers. On en parle quelque temps, puis c'est de nouveau le silence, une épidémie de silence.

Dire l'inceste est difficile, même cinquante ans après l'avoir subi. Nédra en souffre encore de la même manière que lorsqu'elle en fut victime.

Elle redoute aussi les retombées de son récit.

Tout le monde se connaît dans ce pays, grand comme un mouchoir de poche, et les conséquences de dénonciations d'agressions sexuelles sont si redoutables que même les plus courageuses préfèrent garder le silence [...].

La victime est coupable ou elle ment car les agresseurs, souvent, pour ne pas dire toujours, sont des personnes au-dessus de tout soupçon. Les journées sont longues et sa maladie en ce moment lui laisse un peu de répit. Pas de chimiothérapie, pas avant quelques mois lui a dit le médecin.

Nédra commence par ouvrir internet, histoire de se renseigner sur ce qui a été écrit sur l'inceste. Les premiers temps, elle croit halluciner. Tapez inceste sur Google et ce sont des dizaines de sites pornographiques mettant en scène l'inceste qui apparaissent. Pas un seul article, pas un seul ouvrage, sinon ceux qui parlent de l'interdit de l'inceste, de l'histoire universelle de l'interdit. Interdit, oui, c'est tabou et après ? L'inceste existe puisque Nédra l'a vécu, que plusieurs l'ont vécu. Il n'est pas si tabou que cela, le tabou des tabous, à moins qu'en parler ne soit le véritable tabou et non l'acte en lui-même.

Écrire l'inceste, mais par quoi commencer?

L'évocation de son seul souvenir la brise et elle doit se ménager. En attendant, elle fouille encore sur le Net et fait enfin des découvertes.

Elle tombe sur des travaux valables dont ceux de Dorothée Dussy et de Muriel Salmona. La première est anthropologue. Incestée elle-même, elle dirigea un groupe de parole dans une association de victimes d'inceste et se rendit dans des prisons françaises à la rencontre d'incesteurs condamnés, ce dont elle fit un livre, Le berceau des dominations. Elle découvrit aussi les travaux de Muriel Salmona, psychiatre et victimologue qui dirige une association, Mémoire traumatique et victimologie, et a écrit

Le livre noir des violences sexuelles, en plus de nombreuses interventions et articles sur les agressions sexuelles contre les enfants.

Ses lectures lui donnent le courage d'écrire et des clés pour desceller les portes de l'enfer inceste qu'elle avait jusqu'alors tant de mal à déverrouiller. Inceste, ce mot que son ordinateur ignore et qu'elle doit ajouter au dictionnaire pour qu'il cesse de le souligner en rouge. Non, ce n'est pas une erreur, ce n'est pas un mot inventé, mais oui c'est un mot grossier, une infamie qui ne devrait pas exister.

Une famille ordinaire

Nédra avait deux grands-pères, comme tout le monde. Un grand-père paternel, un autre maternel. Les deux appartenaient à la même famille, de lointains cousins. Ils savaient la même profession, faisaient du commerce et avaient eu le même parcours professionnel. Arrivés pauvres de leur Sud natal, ils firent fortune à Tunis.

Ils furent mariés tous deux à de lointaines cousines, ses grands-mères dont elle ne connut que l'une d'elles. La première est morte alors que son père et ses oncles étaient encore de jeunes garçons. Leur père s'est remarié et c'est leur belle-mère qui les a éduqués. Elle eut elle-même plusieurs enfants, les demi-frères et sœurs de son père.

Mais là s'arrête la destinée commune des deux grands-pères. Le grand-père paternel a rapidement perdu la fortune qu'il avait amassée. Il fit faillite et vécut des maigres revenus que lui rapportait une petite échoppe se trouvant près du marché central rue d'Espagne, à proximité. Il vivait avec sa femme et ses enfants dans une maison de location, une vieille maison coloniale entourée d'un immense jardin mal entretenu, mais si beau avec de grandes herbes folles, des citronniers, des orangers, des néfliers et des fleurs qui firent le bonheur de l'adolescence de Nédra.

Son grand-père paternel, Mahmoud, était bon, généreux et humble. Son grand-père maternel, Jamel, était avare, sévère et arrogant.

Baba Mahmoud posait toujours un regard doux sur elle, souriant et aimable et ne manquait pas de lui donner ses étrennes le jour de l'Aïd. Comme son père, il ne parlait pas beaucoup et n'élevait la voix que pour manifester son mécontentement. Ce n'était jamais méchant et toujours ponctué d'images qui faisaient rire toute la famille, une fois qu'il s'était calmé. Il se fâchait chaque fois qu'il trouvait la maison en désordre, qu'on touchait à ses affaires ou qu'on dérangeait ses longues heures de solitude, assis au salon, silencieux, perdu dans ses pensées.

Baba Mahmoud rentrait toujours de son travail, un couffin à la main, longeait la longue allée qui menait à la terrasse où se trouvait la porte principale de la maison, le pas traînant dans sa jebba grise, l'été, ou son burnous marron, l'hiver. Il avait les traits épais, un gros grain de beauté au-dessus de sa bouche aux lèvres charnues.

Jamel, le grand-père maternel, était bel homme et avait beaucoup de prestance. Grand, mince, il était naturellement élégant. Riche, ses jebbas et burnous étaient choisis avec soin dans des tissus nobles, soie, lin ou pure laine. Lui, n'avait pas connu de revers de fortune, mais au contraire accumulait les biens. Après s'être installé dans un grand appartement à Bab Bhar, il s'acheta une maison en bord de mer et les années passant, plusieurs autres qu'il distribua à ses enfants. Il privilégia toujours ses fils qui eurent les plus belles demeures. À ses filles, dont la mère de Nédra, il donna de petites maisons ou appartements pas très éloignés de là où il habitait.

Autant Baba Mahmoud avait de l'humour, était fin et ne blessait jamais personne, autant Jamel en était totalement dénué, était hautain et méprisant, imbu de lui-même. Il ne parlait pas beaucoup non plus, ne haussait pas la voix, mais quand il l'ouvrait c'était pour dire des inepties ou faire des remarques désobligeantes.

Nédra n'aimait pas ce Jamel et elle ne pouvait dire Baba Jamel. Elle avait cessé de l'appeler ainsi à l'adolescence. Quand elle parlait de lui, elle disait à sa famille, Bouk Jamel. Et on lui répondait invariablement, «mais c'est le tien aussi». Non, il ne l'est pas, il ne le fut jamais.

- En couverture En couverture









pays bien aimé!

• Par Dr Sofiane Zribi

Ce titre que j'emprunte avec quelques changements au célèbre roman d'Alan Paton, qui a si bien décrit l'horreur de l'apartheid en Afrique du sud, pourrait choquer plus d'un. Que vient faire l'apartheid dans ce texte que je destine à l'analyse de la situation en Tunisie face à l'épidémie de Covid-19? En apparence rien, et pourtant tout y ressemble.

Une simple promenade dans les rues et les faubourgs de la capitale suffit à montrer que les Tunisiens sont divisés en deux groupes de populations bien distinctes. L'un respecte les mesures barrières, porte le masque dans les lieux publics

et est très soucieux de ne pas répandre davantage le virus ou de se faire infecter.

L'autre est totalement insouciant, ne met le masque que contraint et forcé, ne recule pas devant le fait de se retrouver dans des lieux bondés tels que les marchés ou les transports, accepte d'avance avec fatalisme le risque de la maladie et refuse de changer ne serait-ce que d'un iota ses habitudes telles qu'aller au café, se réunir avec les amis ou rendre visite à plusieurs aux proches.

Un mur sociologique, psychologique et économique sépare ces deux groupes. Deux Tunisies qui s'observent et se regardent en chiens de faïence. Il nous appartient de sonder, d'analyser et de comprendre ces deux positions extrêmes.

Un chef de gouvernement qui découvre la laideur de la politique!

Dans le roman de Paton, Stephen Koumalo, un religieux noir, se déplace à Johannesburg et découvre avec effroi la laideur de l'apartheid. Dans notre histoire à nous, c'est un chef de gouvernement, Hichem Mechichi, fraîchement nommé qui va découvrir coup sur coup la laideur de la politique actuelle avec ses mafias, ses clans, ses gourous, les divisions du peuple qu'il est censé gouverner et surtout son impuissance. Il n'a ni les moyens financiers pour faire face à l'épidémie ni les moyens répressifs pour faire observer ses décisions ni l'autorité morale pour se faire obéir, quoiqu'il mette en avant un ministre de la Santé (qu'il vient de démettre) et une équipe de médecins rodée, mais qui n'a aucun moyen pour imposer les impératifs que la science exige.

Les Tunisiens «disciplinés»

Entendons par là ceux-là mêmes qui ont compris l'exigence du moment et qui se sont conformés aux différentes recommandations. On les reconnaît facilement, car ils portent soigneusement leur

masque, observent la distanciation sociale et font tout leur possible pour ne pas s'exposer inutilement à la contamination, une bouteille de gel hydroalcoolique toujours à portée de main. Pour une grande majorité, ils sont plutôt âgés, cultivés, avec un niveau socioéconomique le plus souvent moyen ou élevé. Ils forment au grand maximum 20 à 30% de la population. Ils habitent les grandes villes. Une partie d'entre eux souffre de maladies favorisant les infections Covid-19 graves : diabète, hypertension artérielle, cardiopathie, problèmes immunologiques, obésité... Ils savent qu'ils n'ont pas droit à l'erreur et redoutent de se retrouver obligés d'avoir recours aux structures de soins étatiques tout en regardant avec une méfiance fondée les structures de soins privées.

Quand on les interroge sur ce qu'ils pensent de ceux qui semblent ne pas prendre au sérieux la pandémie, ils les accusent d'incivisme, d'inculture, d'analphabétisme et d'anarchisme. Leur reproche principal est dirigé contre le gouvernement. Naziha, fonctionnaire de son état, nous dit : «Comment voulez-vous qu'un gouvernement incapable de faire respecter le code de la route puisse faire respecter les mesures barrières? Regardez autour vous, partout il y a foule, partout les gens s'entassent sans aucune protection, regardez les marchés, faites un tour du côté des cités populaires, on dirait que le Covid-19 est une invention d'extraterrestres».

Ces Tunisiens disciplinés, nous n'allons tout de même pas les comparer aux Blancs de l'Afrique du sud, mais le rejet qu'ils éprouvent à l'égard des « sansmasques » est viscéral. Rien n'est exprimé, mais la peur et le besoin d'en être éloigné sont bien là. Bien évidemment, sur cette différence comportementale va se greffer tout un vécu singulier fait du lourd héritage urbain/campagnard, riche/pauvre, cultivé/analphabète, jeune/vieux, discipliné/indiscipliné, obéissant aux lois/réfractaires, etc. mais curieusement pas l'antagonisme de la post-révolution islamiste/laïque, ce qui montre bien que cette faille à propos du Covid-19 ne passe pas par ce thème qui, pour d'autres sujets, reste toujours d'actualité.

Les Tunisiens «indisciplinés»

Ils représentent hélas la grande majorité de la population, plutôt jeunes, issus de milieux modestes, habitant les quartiers populaires, assez souvent



au chômage ou avec un emploi précaire, insuffisamment informés ou cultivés pour comprendre l'utilité des mesures de protection. Quand ils portent le masque, c'est sous le nez ou sous le menton, contraints et forcés pour accéder à un commerce ou une administration. Nabil est un jeune homme de 24 ans que j'ai rencontré sur l'avenue Bourguiba, une cigarette à la main et le masque autour du bras! «Non je ne crois pas à ce virus, c'est le gouvernement qui veut nous faire peur pour qu'on ne réclame pas nos droits : un travail et un salaire! Ce sont les riches qui ont peur, moi je n'ai rien à perdre!» Plus loin, Mustapha, un quinquagénaire, lui aussi sans masque, assis sur un banc, me dit «Que voulez-vous, moi je n'ai peur que de Dieu, pas du Corona. Si je tombe malade, Dieu me viendra en aide. De toutes les manières, nous vivons à neuf dans la maison et les enfants refusent

de porter le masque dehors, s'il y a une contamination, ce n'est pas dans la rue mais dans la maison que le mal frappera. Que Dieu nous vienne en aide!» Ce fatalisme peut paraître choquant, mais si on comprend qu'une bonne majorité des Tunisiens est dépressive et que depuis la révolution, les événements négatifs se succèdent pour bloquer tout horizon d'espoir, on peut comprendre ce désir inconscient de mourir et d'en finir avec une vie sans joie et sans espoir que ternissent davantage le confinement et la fermeture des lieux de rencontre et d'échange.

Pour d'autres, comme Ridha, un jeune de 17 ans, porter le masque est un signe de faiblesse : «Si je mets le masque, mes copains vont me considérer comme un poltron, un peureux, même si la police va m'arrêter, je ne porterai jamais le masque !»



Huawei Northern Africa vient de remporter la certification Top Employer, qui atteste de son engagement à fournir les meilleures solutions possibles pour créer un environnement de travail et de vie privilégié à ses employés. Le programme Top Employers évalue les entreprises en fonction de leurs résultats à l'enquête « HR Best Practices Survey ».

Celle-ci couvre 6 aspects des ressources humaines des entreprises, répartis en 20 thématiques telles que l'environnement de travail, la formation et le développement des compétences ou encore la diversité et l'inclusion.

La stratégie de Huawei Northern Africa « En Afrique pour l'Afrique » pour laquelle l'entreprise a été récompensée repose sur trois piliers: l'éducation, l'environnement et la connectivité.







Vivre Serein

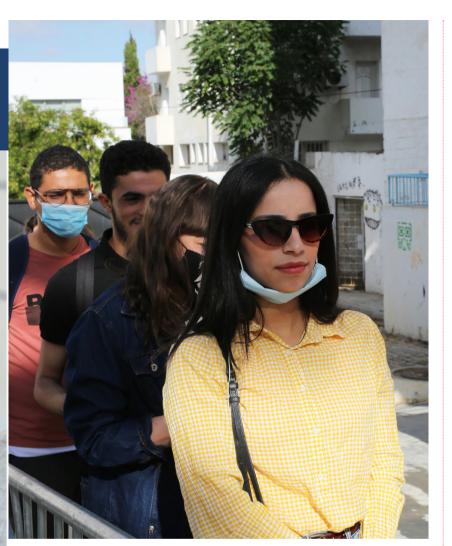
100 000 Dinars

LE MONTANT DES PRIMES D'ASSURANCE VIE **DONNANT DROIT CHAQUE ANNÉE AUX AVANTAGES FISCAUX.**



L'article 39 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques vous permet de déduire jusqu'à 100.000 dinars de primes d'Assurance Vie de votre revenu imposable.

Grâce à ces avantages, les contrats d'assurance vie Hayett vous permettent de bénéficier d'importantes économies d'impôts.



Un véritable apartheid social et économique est en train de s'installer!

Ces Tunisiens indisciplinés sont les Noirs d'Afrique du Sud. Ils sont totalement insensibles aux campagnes de prévention et trouvent dans le défi, en exposant leur vie au danger, une façon de signaler leur ras-le-bol général. Parmi eux, nous retrouvons ces jeunes qui sont sortis la nuit pour manifester et parfois piller. Il ne faut pas s'étonner! En Afrique du sud, l'inégalité raciale devant les lois a poussé alors la plus grande partie du peuple noir dans une implacable misère sociale. La jeunesse indigène étouffait sans travail et sans perspective d'avenir, refoulée dans l'arrièrecour d'une société qui prône à visage découvert la suprématie de la race blanche. La délinquance explosait dans les townships chez une population

coupée de la possibilité de vivre honnêtement de son travail. Én Tunisie, même si tous les citoyens sont de la même race, un gouffre social et culturel sépare les habitants des zones aisées des zones populaires. Il y a ceux qui se déplacent en voiture et ceux qui ne connaissent que les transports publics, ceux qui mangent à leur faim et ceux qui ne connaissent le goût de la viande qu'une fois par an...Un véritable apartheid social et économique est en train de s'installer! Cette ségrégation dans l'habitat, l'école, le travail, la santé, l'accès à la culture est le plus grand danger qui menace la Tunisie d'aujourd'hui et celle de demain. Malheureusement, trop de temps a été perdu pour y remédier et l'État est financièrement à genoux pour pouvoir y faire face aujourd'hui. La Tunisie, sans un réveil salutaire de son élite et sans un dialogue en mots compréhensibles par tous, pourrait se diriger vers une explosion sociale.

Que peut faire le gouvernement?

D'abord changer immédiatement de manière de communiquer. Les communiqués du haut d'un pupitre ou derrière un bureau ne servent à rien. Il faut parler aux jeunes dans un langage de jeunes conçu par les jeunes. Pas besoin de mettre en avant des médecins savants à longueur de journée. Cette parole savante ne touche qu'une couche infime de la population. Il faut amener les caméras dans les hôpitaux, montrer la souffrance et la douleur des malades, faire parler les familles en deuil. Il faut frapper les esprits et les cœurs, puis dire ce qu'il faut faire! Le plus grand risque serait que le rejet du gouvernement se transforme en rejet de la politique sanitaire et des mesures que chacun doit adopter. Comme Stephen Koumalo, Hichem Mechichi se doit de faire son apprentissage et se réinventer. Koumalo a accepté de mettre à l'épreuve son habit de prêtre et son idéal religieux pour accepter sa sœur prostituée et son frère en prison. Mechichi doit faire de même. S'il veut réussir et sauver des vies, il doit descendre de sa tour d'ivoire, souffrir les critiques et les insultes, regarder les faux alliés d'aujourd'hui lui tourner le dos, s'intéresser uniquement au sauvetage de ce pays au prix peutêtre de la solitude et de la mise à l'écart par une classe politique usée et corrompue qui ne voit que ses intérêts.

S.Z.



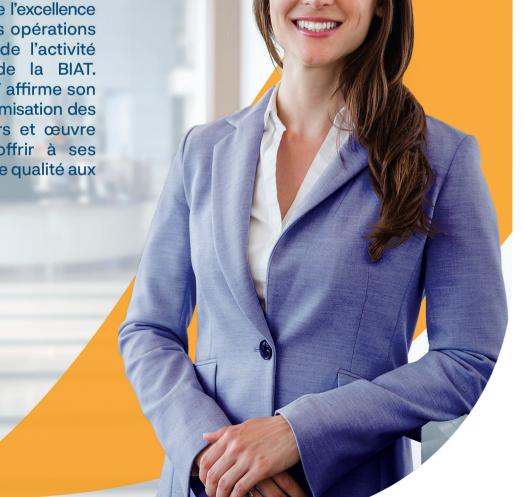




La BIAT est élue « Meilleure banque dépositaire en Tunisie en 2020 » par le magazine Global Finance La BIAT a recu le prix de « meilleure

banque dépositaire en Tunisie » pour l'année 2020 par le magazine Global Finance. Ce prix consacre l'excellence du service et la qualité des opérations et de la relation client de l'activité titres et dépositaires de la BIAT. Banque d'experts, la BIAT affirme son engagement dans la dynamisation des investissements étrangers et œuvre quotidiennement pour offrir à ses investisseurs un service de qualité aux standards internationaux.





___Chronique

Mouvements sociaux Bis repetita?



Par Slaheddine Dchicha

mpatients, certains Tunisiens exigent de leur révolution, au bout d'une décennie, qu'elle accouche d'une société, d'un système, d'un personnel politique et de citoyens parfaits! Ils la pressent de venir à bout de tous les obstacles et de toutes les difficultés économiques, sociales, sanitaires... Et comme ils ont le sentiment que rien n'a

changé, ils répudient la Révolution en la niant et, par désespoir, tombent dans la nostalgie de la dictature. Humain, trop humain! La Révolution confisquée

Mais, n'en déplaise à ceux qui en doutent et à ceux qui la nient, il y a eu en janvier 2011 bel et bien une révolution. Mais une révolution qui a été vite confisquée et dévoyée. Alors qu'elle a été déclenchée par et pour des revendications sociales, des opportunistes et des révolutionnaires de « la vinat-cinquième heure » l'ont déviée vers des buts politiques et en ont fait un instrument de conquête du pouvoir. Et depuis, trois présidents se sont succédé à Carthage et neuf gouvernements à la Kasbah et aucun n'a réussi ou n'a songé à améliorer

ceux qui ont fait tomber la dictature parfois au prix de leur vie. Que l'on en juge : aujourd'hui, 15% des Tunisiens vivent sous le seuil de pauvreté ; le pouvoir d'achat a reculé de -4%; le chômage, qui est de 16%, frappe 35% des jeunes !...Ajoutons la pandémie de coronavirus (177 231 cas dont 5 616 décès): un cocktail explosif!

les conditions de vie des damnés de la terre,

Malgré ce bilan catastrophique, malgré les signes annonciateurs et malgré les avertissements divers et variés, la classe politique persiste dans son aveuglement et continue à faire la sourde oreille, une preuve supplémentaire, s'il en est, de son incompétence et de sa rupture avec le peuple au nom duquel elle ne cesse de prétendre agir et parler. Ainsi un couvre-feu

et un confinement ont été décrétés pendant quatre jours afin d'éloigner ce peuple de l'espace public le jour anniversaire de la Révolution (Voir notre article sur le confinement ici même) et croyant ainsi avoir la paix, le chef du gouvernement s'est tranquillement mis à remanier son équipe! La réponse du berger à la bergère Mais, c'est compter sans l'esprit de révolte des jeunes défavorisés. Ces minots, qui en 2010 avaient 4, 7 ou 10 ans, sont sortis la nuit de l'annonce du remaniement, défiant le couvre-feu et le confinement et bravant la police et les forces de l'ordre. Des centaines de jeunes des quartiers populaires de Tunis, Bizerte, Menzel Bourquiba, Sousse, Nabeul, Siliana, Le Kef ... sont sortis narquer la police, brûler des pneus, forcer des portes, casser des vitres et se servir dans les magasins. Manifestations qui ont dégénéré? Émeutes? Insurrection?

Pour l'instant, silence radio des autorités, mises à part quelques déclarations du ministère de l'Intérieur. Cependant, étant donné la simultanéité des troubles dans plusieurs villes, certains sur les réseaux sociaux évoquent l'hypothèse d'un encadrement et d'un commanditaire pour l'instant inconnus, mais oublient ainsi la spontanéité et l'intelligence collective de 2010.

Cela a déjà été dit, la plupart des observateurs, économistes, sociologues, politistes, experts placent la Tunisie devant cette alternative : une deuxième révolution ou le retour à un régime autoritaire. Cette répétition fait penser à Karl Marx, qui en 1852, dans son livre 18 Brumaire de Louis Bonaparte adressait à Hegel le reproche suivant : «Hegel fait quelque part cette remarque que tous les grands événements et personnages historiques se répètent pour ainsi dire deux fois. Il a oublié d'ajouter : la première fois comme tragédie, la seconde fois comme farce.»

A qui des deux les événements en cours donneront-ils raison?

Nation

L'Afrique du Nord et le Moyen-Orient après 2020

Sous l'analyse de Gilles Kepel

C'est à un check-up périodique du contexte géostratégique de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient que s'exerce Gilles Kepel, avec son attention et sa précision coutumières. Celui de l'année 2020, celle du grand basculement, est très attendu. Le « compte rendu », analytique édifiant, est présenté dans le livre Le prophète et la pandémie. Du Moyen-Orient au jihadisme d'atmosphère, qu'il publie début février chez Gallimard.

ans la suite de Sortir du chaos.
Les crises en Méditerranée et
au Moyen-Orient, paru en 2018,
Kepel passe au crible la
conjonction de la chute des prix
du pétrole, de la pandémie du
Covid-19 et des grands
mouvements populaires et leurs
impacts dans de nombreux pays
de la région, devenue «la plus
explosive de la planète». Le désengagement

des Etats-Unis a «créé un vide que l'Union européenne, dont huit Etats sur vingt-sept sont pourtant riverains de la Méditerranée, s'avère incapable de combler, faute de stratégie commune de défense», relève-t-il d'emblée.

La suite des bouleversements, parfois violents, crée des clivages profonds et dessine de nouvelles zones d'influence. En trois grandes parties, Gilles Kepel revient sur «la fracturation du Golfe», «le Très Proche-Orient» et «de l'Afrique du Nord aux banlieues de l'Europe». En épilogue, il ne peut omettre de s'exprimer sur le «Jihadisme d'atmosphère et séparatisme islamiste».

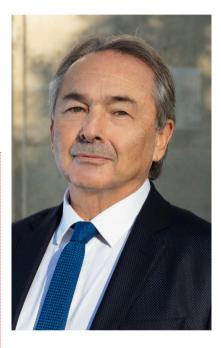
Incontournable Tunisie

La Tunisie, un pays qu'il fréquente régulièrement et suit de près, figure à plus d'un titre dans cet ouvrage. Qu'il s'agisse des enjeux de l'islam politique ou des nouvelles tentations turques de ressusciter le grand Empire ottoman, ou encore de la situation dans les deux pays voisins, la Libye et l'Algérie, il s'agit d'un observatoire instructif. Plus encore, avec le phénomène de la migration clandestine, aboutissant parfois à la projection du terrorisme en Europe, comme vient de l'illustrer l'attentat perpétré le 29 octobre dernier par Brahim Issaoui à la basilique Notre-Dame de Nice, faisant trois morts.

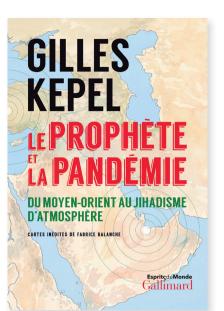
Avec ses outils de sociologue et ses paradigmes de politiste, Gilles Kepel, professeur à l'université Paris Sciences et Lettres, qui dirige la chaire Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure et enseigne à l'Université de la Suisse italienne et à Sciences Po (Paris et Menton), a perfectionné son approche. Servi par une excellente documentation, alimentée au jour le jour, il a pu écrire quasiment en direct ce livre. Son collègue, Fabrice Balanche, maître de conférences à l'université Lyon II, lui prêtera sa collaboration précieuse, en établissant dix-sept cartes illustrées qui permettent de visualiser les transformations sur le terrain.

La course à l'hégémonie

Que se passe-t-il dans la tête de Poutine, Erdogan, Mohamed Ben Zaied, Mohamed Ben Selmane, Tamime Ben Hamad, Bachar



El Assad, Faiez al-Serraj, Khalifa Haftar, Kaïs Saïed, Abdelamaiid Tebboune ou Mohamed VI ? Pourquoi l'Algérie, l'Irak, le Soudan et le Liban sont-ils entrés en effervescence dès 2019, aboutissant au renversement des pouvoirs en place? Que s'est-il passé en 2020 dans les pays de la région, pourquoi et avec quelles significations ? Et à quoi faut-il s'attendre dès ce début de 2021? Gilles Kepel déploie minutieusement un récit dense, documenté, riche en révélations et témoignages de première main, adossé à une analyse très fine. A force de sillonner la région et d'interroger ses principaux acteurs, au pouvoir, dans l'opposition ou la société civile, mais aussi humant l'ère du temps et sondant l'esprit des uns et des autres, il dispose d'un «matériel» inestimable qui l'autorise à développer une vision claire de la situation.



«Fréro-chiites» et «l'Entente d'Abraham»

Sans concession, Kepel montre les ambitions sans limites d'Erdogan et ses motivations, le jeu habile de Poutine qui tire le mieux bénéfice du contexte, la réactivation du Hamas, la complexité de l'épreuve libanaise et l'émergence de nouvelles alliances. Celle qu'il qualifie de «fréro-chiite» et celle de «l'Entente d'Abraham», après la mise en œuvre du plan américain dans la région et l'établissement des relations entre l'Etat d'Israël et quatre pays arabes déjà...

Le livre fournit alors des clés appropriées pour décrypter tant d'aspects, parfois apparents, mais le plus souvent plongés en profondeur dans des zones que rares sont ceux à même d'explorer. Le lecteur originaire de la région, ou s'y intéressant, en apprend beaucoup, mais surtout réalise la poudrière qui fait face à une Europe insouciante, se croyant tout savoir et habile comme Maître Aliboron, alors qu'elle est en plein manque de connaissance dans une totale impéritie.

Où se situe la Tunisie dans ces tirs croisés? Gilles Kepel l'explique dans son livre. Il nous en dit plus dans l'interview exclusive qu'il a accordée à *Leaders*.

Le prophète et la pandémie. Du Moyen-Orient au jihadisme d'atmosphère

de Gilles Kepel Cartes inédites de Fabrice Balanche Gallimard, 336 pages + 16 p. hors texte, février 2021. 20 €

Bonnes feuilles

Tunisie

La Tunisie est louée à l'unisson pour constituer le seul État où le printemps arabe de 2011 a abouti à l'institution d'une véritable démocratie – alors que les cinq autres pays concernés ont basculé dans une guerre civile décennale (la Syrie, le Yémen et la Libye voisine) ou une restauration de l'autoritarisme (l'Égypte et Bahrein). Mais elle est confrontée en 2020 à l'épuisement d'un modèle où l'indéniable progrès des libertés publiques est remis en cause par une organisation socio-économique dysfonctionnelle marquée par un népotisme et une corruption qui en constituent le socle profond, et dont la rémanence est facilitée par ces libertés mêmes. Dès les dernières années du mandat de l'ancien président Béji Caïd Essebsi (décédé le 25 juillet 2019), des voix nombreuses se faisaient entendre pour comparer les performances économiques du régime dictatorial (novembre 1987-14 janvier 2011) de Zine el-Abidine Ben Ali (mort en Arabie saoudite le 19 septembre 2019) aux échecs de l'État démocratique successeur, déplorant un laisser-aller qui enrichit sans limites les élites du pouvoir et de l'argent en appauvrissant continuellement les démunis. Cela a engendré un nouveau « dégagisme » - selon le slogan du printemps 2011 prononcé digaj! dans le dialecte local – dont la classe politique et les partis ont fait les frais, incluant même, fût-ce dans une moindre mesure que ses rivaux, le parti islamiste Ennahdha.

Kaïs Saïed

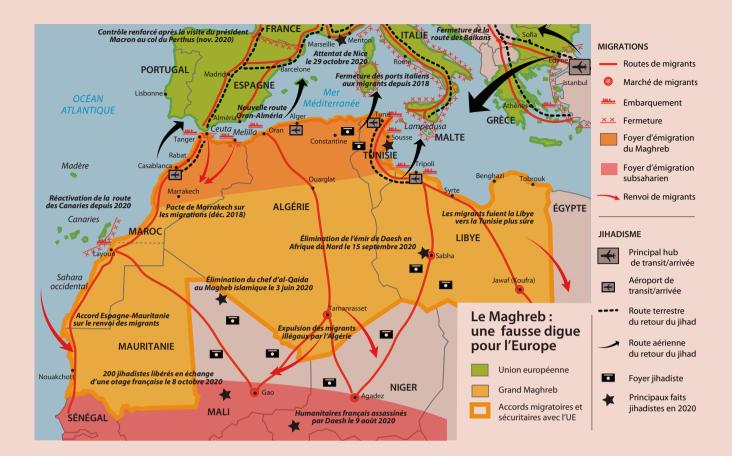


M. Kaïs Saïed, enseignant universitaire en droit constitutionnel, rendu célèbre par ses interventions télévisées où il exprimait dans un arabe classique parfaitement grammatical des positions souverainistes se rattachant au nationalisme arabe comme à certaines thématiques de la révolution iranienne de 1979, et dont le train de vie modeste, le refus de faire campagne donnaient une image de droiture en rupture avec les magouilles de politiciens

usés et prévaricateurs, fut plébiscité – son score dépassant 90 % chez les jeunes électeurs. Il incarne d'emblée pour ceux-ci, notamment les plus modestes dont la plupart ne maîtrisent pas le français de l'élite dirigeante, et auxquels le dialecte quotidien fournit un accès qu'ils croient plus aisé à l'arabe, un modèle d'identification.

Son objectif consiste en une réforme constitutionnelle, qui accroisse les pouvoirs du président, face à la paralysie du Parlement causé par le mode de scrutin proportionnel.

Celui-ci avait été choisi par les juristes de la Haute instance pour la sauvegarde des acquis de la Révolution, à la suite du printemps 2011, à la fois pour éviter un raz-demarée électoral des islamistes d'Ennahdha (à l'instar du parti issu des Frères musulmans en Égypte à la même période qui rafla l'immense majorité des sièges) et pour rompre avec la dictature de Ben Ali dont la résidence était établie au palais présidentiel de Carthage. En installant au Parlement le lieu de la décision politique, on mettrait celle-ci en exécution par un chef du gouvernement siégeant au palais de la Kasbah, au cœur de Tunis.



L'aspiration du président Saïed à un pouvoir exécutif plus fort est accrue par la démission du Premier ministre Elyes Fakhfakh le 15 juillet 2020, moins de six mois après qu'il eut été nommé, sous le coup d'une enquête pour conflits d'intérêts - symbolisant à point nommé les maux structurels du système politique. Il est remplacé le 2 septembre par l'ancien ministre de l'Intérieur Hichem Mechichi, à la tête d'une équipe technocratique composée de juges, universitaires, fonctionnaires et cadres du secteur privé, a priori non corrompus, dont la première mission est de reprendre les discussions avec le Fonds monétaire international, interrompues faute de gouvernement, et sans le prêt duquel la Tunisie ne peut boucler son budget.

Brahim Issaoui, l'auteur de l'attentat de Nice

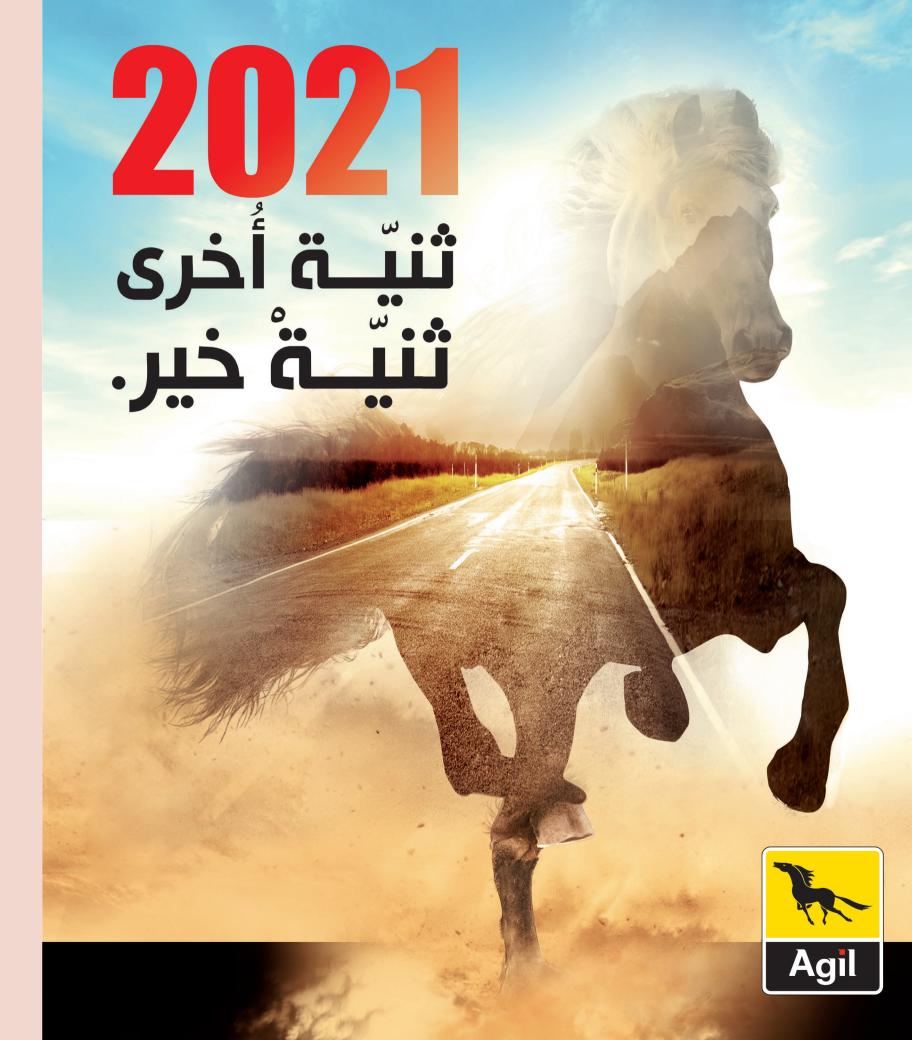
La basilique Notre-Dame se trouve à quelques centaines de mètres de la gare où des caméras de surveillance ont filmé Brahim Issaoui en train de substituer ses vêtements préalablement à son départ vers le lieu des crimes, une pratique commune consistant à se «désilhouetter» avant de commettre un méfait, mais qui s'effectue habituellement hors des regards. Il avait dormi la nuit précédente dans une cage d'escalier sur un morceau de carton, emplacement qu'il avait montré à sa mère, jointe au domicile familial dans la banlieue de Sfax sur la vidéo de son téléphone,

lui disant avoir trouvé un contact à Nice. Peu après, il pénètre dans le lieu de culte, égorge une sexagénaire, puis frappe à la gorge le sacristain et une jeune mère de famille brésilienne – tous décéderont de leurs blessures.

Intercepté par la police municipale, il est blessé par balles en psalmodiant dans un état second «Allah Akbar» et emmené inconscient à l'hôpital. Le certificat fourni par la Croix-Rouge italienne trouvé sur lui indique qu'il a débarqué à Lampedusa le 20 septembre [photographie] – sur un rafiot de harraga tel que décrit plus haut (p. 207). L'embarcation en détresse est secourue par un navire italien, et après sa quatorzaine à bord à cause de la Covid-19, il est transporté par le bateau d'une ONG sur le continent, dans le port de Bari, métropole des Pouilles, avec 800 autres clandestins, où il est placé le 9 octobre dans un centre d'identification.

Il lui est notifié une obligation de guitter le territoire italien, mais libéré du centre par manque de place, sa trace est perdue. Il y a tout lieu de penser qu'il a pris, comme le font la plupart des clandestins tunisiens, le train pour Vintimille et traversé clandestinement la frontière française à Menton [photographie], et de là procédé jusqu'à Nice.

Les éléments de sa biographie disponibles indiquent que ce jeune homme est issu d'une famille pauvre de onze enfants,



DANS UN MONDE QUI CHANGE,

PLUS BESOIN DE VOUS DÉPLACER POUR ACCÉDER À VOTRE COMPTE.



OFFRE BANQUE À DISTANCE

Votre banque est à portée de main, accèdez à vos comptes 7j/7 24h/24 via:

- UBCI MOBILE
- MOBIBANK
- UBCINET
- GAB

Pour plus d'informations, visitez le site: www.ubci.tn

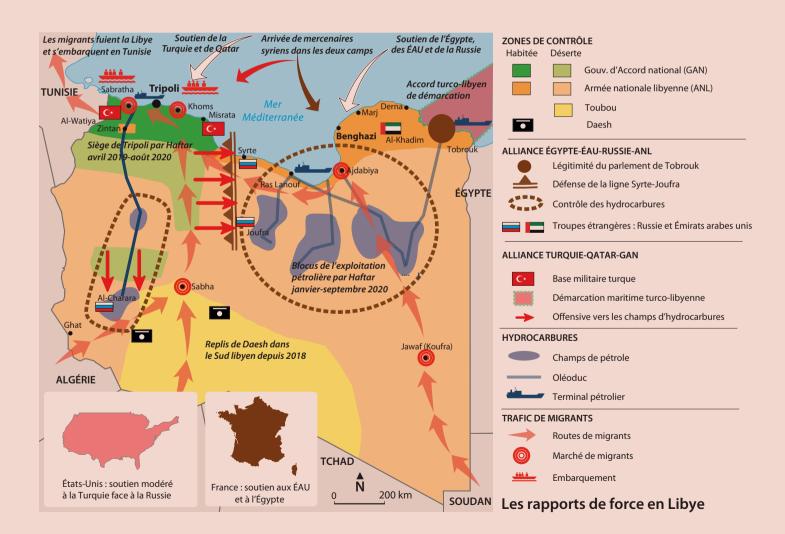


La banque d'un monde qui change originaire d'un village des environs de Kairouan, la métropole islamique de la Tunisie, siège de sa plus prestigieuse et ancienne mosquée. La famille émigre ensuite dans une banlieue déshéritée de Sfax, la capitale économique du littoral sud du pays, où un reportage est effectué par la webradio locale Diwan le lendemain du crime de Nice. Il témoigne à la fois du délabrement du quartier, avec les jeunes en survêtement de contrefaçon siglé de marques de sport qui «tiennent le mur» au milieu de constructions inachevées, tandis que parents, frères, soeurs et amis du tueur s'expriment dans un dialecte très populaire avec un vocabulaire rudimentaire. Il en ressort que Brahim İssaoui travaillait dans le secteur informel, comme tout son entourage, pour gagner médiocrement sa vie, réparant occasionnellement des mobylettes, jusqu'à ce qu'il améliore un peu son revenu grâce à la tromba (du français «trompe» [à essence]) – terme qui désigne la contrebande de carburant provenant de la Libye voisine et proposé à la vente au bord des routes dans tout le sud du pays dans un flaconnage de verre ou de matière plastique.

Libye

La réconciliation libyenne est mise en œuvre au moment où les relations russo-turques se tendent à l'extrême dans le Caucase, alors que M. Erdogan qui appuie l'offensive de l'Azerbaïdian contre l'enclave du Haut-Karabakh et l'Arménie, et y a expédié également des supplétifs syriens islamistes en provenance du canton d'Afrin, interfère dans la suzeraineté que conserve Moscou sur ces anciennes républiques soviétiques, à l'exaspération du maître du

La stabilisation de la Libye et le départ de l'armée turque sont également un enjeu majeur pour l'Union européenne, confrontée à des flux migratoires récurrents en provenance des embarcadères de Tripolitaine. La perspective qu'Ankara en use sur place comme dans la mer Égée ou en Thrace, en se servant de la pression humaine comme moyen de chantage politique, a

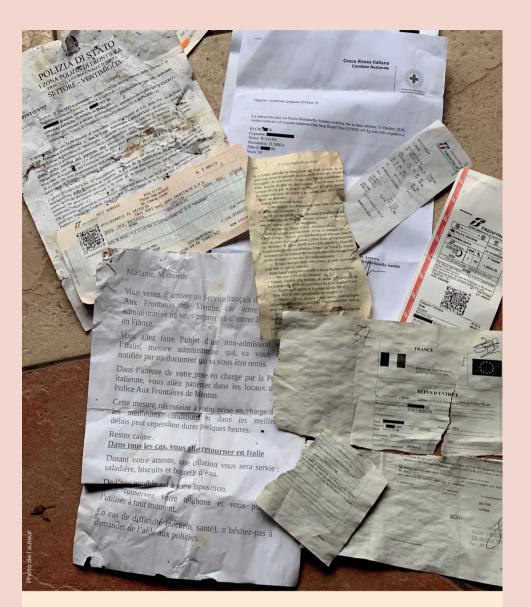


Anissa Ben Hassine

C'était un 14 janvier 2011 à Tunis

Préface par Gilles Kepel





Documents abandonnés sous un tunnel des Alpes-Maritimes par trois ressortissants tunisiens nés en 1982, 1989 et 1994, après leur passage clandestin de la frontière italo-française à la mi-octobre 2020: test négatif à la Covid-19, ordre de quitter le territoire (Syracuse), convocation de la police italienne pour expulsion, refus d'entrée sur le territoire français, refoulement vers l'Italie, billets de train du Mezzogiorno vers Vintimille et page de la romance Un étranger de passage de Barbara McCauley (Éd. Harlequin).

été envisagée par les États les plus directement concernés comme Malte et l'Italie. On a déjà observé comment leurs ministres des Affaires étrangères s'étaient rapprochés de leur homologue turc à cette fin, envisageant des concessions en retour – une démarche que la réunion du Med 7 à Ajaccio le 10 septembre à brièvement rendue caduque en appelant à une stratégie européenne

coordonnée, mais que le sommet de Bruxelles des 27 États membres de l'UE transforme de nouveau en attentisme le 1er octobre. L'Italie et l'Allemagne, explique à la presse le président du Conseil Giuseppe Conte au lendemain de celui-ci, «cherchent à imposer une approche de dialogue constructif [...] seule à pouvoir conduire à une désescalade.

Bon de commande

| e) | | | | |
|---------------------------------|----------|---------|-------|--|
| Moins de 10 exemplaires | | x 25 DT | Total | |
| 10 exemplaires et plus | | x 20 DT | Total | |
| complained of place | | | | |
| Nom et prénom ou Raison sociale | : : | | | |
| Adresse de livraison | <u>.</u> | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| Code postal | | | | |
| | | | | |
| Tel | | | | |
| | | | | |

| Je | joins | mon | règleme | ent au i | nom de | PR F | actory | , |
|----|-------|-----|---------|----------|--------|------|--------|---|

Chèque bancaire

Virement

CBB: TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building, Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333 www.leaders.com.tn

www.leadersbooks.com.tn

- Nation

Enfin, une stratégie nationale pour l'emploi voit le jour



Par Pr Abderrazak Zouari

Lancé en 2017, un dialogue large, participatif et inclusif et un processus tripartite institutionnalisé ont abouti à la formulation d'une Stratégie nationale pour l'emploi (SNE) dont l'objectif ultime est de répondre à la nécessité d'offrir des emplois décents pour tous, des emplois garantissant le respect des principes et droits fondamentaux du travail, les conditions du dialogue social, le bénéfice de services planchers de sécurité sociale et un niveau de revenu minimum jugé socialement acceptable.

a première étape de la préparation de cette stratégie a été de dresser un diagnostic entrepris par une équipe multidisciplinaire sans concessions de la situation du marché du travail tunisien avec ses

dysfonctionnements et ses pistes d'amélioration. Ce diagnostic a été, ensuite, soumis à des consultations avec l'ensemble des acteurs concernés par l'emploi. Cette première étape a permis de dresser un état des lieux de la situation de l'emploi.

Cette stratégie montre que la lutte contre le chômage et les autres déficits d'emplois décents (tels que le sous-emploi, l'emploi informel et vulnérable) ne peuvent être traités à travers la seule conduite de politiques actives d'emploi, et ce, quel que soit leur

degré d'efficacité. La création d'emplois décents doit découler de la mise en œuvre d'une stratégie multidimensionnelle et transversale recouvrant l'ensemble des politiques publiques susceptibles de contribuer à créer des emplois en quantité et qualité suffisantes.

Cette stratégie nationale pour l'emploi constitue une véritable politique d'emploi. Elle indique les orientations et les plans d'action qui doivent être celles des différentes politiques publiques.

Cette stratégie définit quatre grands axes stratégiques :

Axe stratégique 1 : une économie compétitive, inclusive, diversifiée, innovante et créatrice d'emplois décents et valorisants.

Des leviers macro-économiques favorables à l'investissement et

l'emploi décent doivent être adoptés. Ces investissements doivent être orientés vers des activités économiques diversifiées et à forte valeur ajoutée créatrice d'emplois décents. Il s'agit de développer un tissu industriel formé par des entreprises, habilitées à conquérir les marchés internationaux et créatrices d'emplois productifs et décents.

Axe stratégique 2 : un capital humain responsable, employable, valorisé et vecteur de développement et de prospérité

Il s'agit de faire en sorte que le système éducatif soit de qualité et performant et de continuer à être un vecteur d'ascension sociale et économique. Le milieu d'apprentissage professionnel doit favoriser l'apprentissage, la professionnalisation et la productivité.

L'environnement socioculturel devrait aussi jouer un rôle important dans la montée en compétence et la valorisation des capacités des individus.

Axe stratégique 3 : une gouvernance du marché du travail basée sur le nouveau modèle des relations professionnelles définies dans le contrat social tripartite

Toute stratégie d'emploi se base sur un dialogue social participatif et opérationnel entre toutes les parties prenantes, sur un fonctionnement efficace des instruments du marché du travail, un cadre réglementaire adapté aux nouvelles formes d'emploi et aux exigences des mutations du marché du travail et, enfin, une protection sociale plus étendue et plus équitable. Aussi des



mécanismes d'animation et de contrôle du marché du travail devraient être efficaces et efficients.

Axe stratégique 4 : une mise en œuvre participative soutenue, redevable et centrée sur les résultats et les performances

Il est prévu un pilotage cohérent, intégré, participatif et performant de cette stratégie et une exécution centrée sur les résultats, la mise en œuvre d'un cadre institutionnel proactif et, enfin, la mise en œuvre de mécanismes de suivi et d'évaluation pour une meilleure redevabilité.

Ces quatre axes stratégiques sont déclinés en résultats attendus sous forme d'effets et effets intermédiaires touchant tous les aspects agissant sur l'emploi. Une liste de produits a été dressée. Elle montre la transversalité des politiques de création d'emplois décents. Qui concernent toutes les politiques publiques et ne se limitent pas à des politiques actives d'emploi.

Afin que ce document apporte des changements réels et ne soit pas la énième étude non suivie d'actions précises, il faut maintenant passer à l'opérationnalisation et la mise en œuvre de cette stratégie. L'impact de cette stratégie ne peut être évalué que si elle est effectivement implémentée de manière inclusive, c'est-à-dire en intégrant les spécificités régionales et la prise en compte des groupes marginalisés.

A.Z

Nation

L'enseignement de l'histoire dans le secondaire, source d'inculture et d'extrémisme

• Par Habib Touhami

L'Histoire est pour les classiques un « roman national » dont le but est de cimenter les relations citoyennes par des mythes et des hauts faits d'arme glorifiant la conduite de héros nationaux de référence, qu'ils soient réels ou fictifs. Pour les modernes, l'Histoire, mère de toutes les sciences sociales, est le moyen de contribuer à la formation citoyenne des jeunes bien que ne soit concernée en l'espèce qu'une toute petite minorité, les élèves des classes terminales. On conçoit mal en effet que les élèves du primaire et des classes du secondaire puissent recevoir un enseignement qui déborde de l'histoire traditionnelle.

tort ou à raison, l'enseignement de l'histoire dans les écoles et les lycées tunisiens se focalise sur des noms et des dates qu'il faut apprendre par cœur pour les oublier une fois les examens

passés. Mais même dans ce cas, des générations entières continuent à se distinguer par une inculture historique qui confine à l'ignorance.

Il y a trente-six définitions possibles de l'Histoire, disait Fernand

Braudel, autant que les trente-six historiens que l'on peut interroger à ce sujet. Lui-même retient celleci : l'histoire est le dépassement de l'évènement. Cette définition est d'autant plus judicieuse dans notre cas que l'histoire est devenue depuis une dizaine d'années l'affaire exclusive des journalistes et des hommes politiques. Pour ces derniers comme le large public, l'événement explique l'histoire alors que c'est l'inverse qui est plus plausible. C'est la raison pour laquelle notre pays reste encore aujourd'hui dans l'impossibilité d'explorer son histoire, ancienne ou récente,

avec calme, méthode et discernement. Il est vrai que nous traînons derrière nous les méfaits de siècles de conformisme et de traditionalisme, méfaits qui nous empêchent de situer l'histoire nationale dans le temps qui lui sied et de l'inscrire dans l'histoire du monde.

En effet, l'enseignement de l'histoire dans notre pays reste globalement «primaire», événementiel, superficiel et saccadé. Il ne prépare nullement à la citoyenneté, encore moins à la tolérance ou l'universalisme. Certes, l'histoire universelle fait partie des programmes, du moins en principe, mais dans les faits seule compte l'histoire arabomusulmane. Ce qui est dramatique est que cette histoire est dispensée de facon à fermer les esprits au lieu de les ouvrir. Les lycéens tunisiens des classes terminales connaissent peut-être Tabari, Ibn Athir ou Ibn Khatir de nom, mais peu ont lu leurs ouvrages de sorte qu'ils rechignent à désacraliser ce que la tradition a sacralisé. Pourtant, nos vénérés « historiens » ont laissé disséminées ici et là des traces qui ne trompent personne. Tel est le cas de « hibr al umma » qui s'appropria le trésor public de la province (Al Basra) pour l'emporter avec lui jusqu'à son refuge à La Mecque ou encore du débat qui opposa l'un des quatre imams de la Sunna au Calife El Maamoun, un texte rapporté par Tabari et qui en dit long sur le savoir réel de l'imam en question.

En disant cela, j'ai pleinement conscience que je risque d'offusquer quelques-uns et de troubler d'autres. Pourtant, ce que à quoi je fais allusion ici figure noir sur blanc dans les écrits des historiens arabo-musulmans cités. Il suffit à tout un chacun de les lire sans filtre ou a priori pour se convaincre de la nécessité de dépoussiérer des pans entiers de notre histoire arabo-musulmane. Car qu'on le veuille ou non, cette histoire est constitutive de la culture et du mode de pensée de la majorité d'entre nous. Il est impossible en effet de ne pas distinguer derrière le développement de l'intolérance et de l'extrémisme les traces indélébiles de cette inculture et de cette exclusive que diffuse l'enseignement de l'histoire dans nos lycées.









-Histoire

La création d'une police à Tunis en 1860

Dans l'histoire urbaine musulmane, la gestion des villes a toujours fait l'objet d'une attention particulière de la part du pouvoir central. Le souci constant était, bien entendu, d'assurer l'approvisionnement de la population en denrées alimentaires et produits de qualité et d'assurer l'ordre. C'est ainsi qu'apparurent tôt dans l'histoire des villes la fonction du muhtassib, responsable de la police des marchés, de la voie publique et censeur des mœurs, et celle de la «chourta», qui de nos jours encore désigne la police. La charia étant une référence centrale dans l'urbanisme comme dans l'organisation de l'ordre urbain, il convient de signaler ici le rôle actif du cadi. Certes, prioritairement concerné par les affaires liées au statut personnel, ce haut magistrat religieux avait un droit de regard sur la gestion de la ville, le contrôle du commerce des produits alimentaires et des grains, et divers contentieux survenant entre les habitants.



Par Mohamed-El Aziz
 Ben Achour

Tunis au temps des beys husseïnites, les autorités urbaines étaient le cheikh el médina. Représentant du Bey et porte-parole des citadins, il était chargé du maintien de l'ordre dans la médina et ses souks, et exerçait son autorité sur les amîn-s, syndics de métiers et du commerce. Exercant

à peu près les mêmes fonctions mais dans le périmètre des faubourgs, on trouvait les cheikhs de Bab Souika et de Bab El Jazira. A un niveau inférieur, il y avait les mharik-s chefs de quartiers. La surveillance de l'activité économique et le contrôle de la qualité étaient confiés aux marchands et artisans les plus qualifiés. Les amîn-s des vivres (amîn-s al ma'âch), pour leur part, étaient chargés de contrôler le prix du blé et la qualité des denrées. Héritage de la conquête ottomane, des autorités militaires exerçaient également des

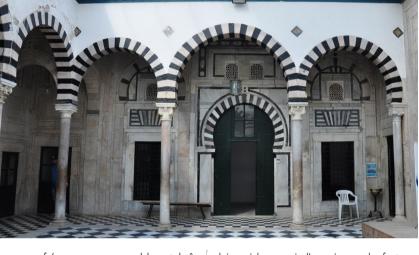
attributions en matière d'administration de la ville. Le Dev ou Daoulatlî, qui fut jadis le maître du pays, finit par être soumis à l'autorité des beys husseïnites. Il garda cependant la fonction de gouverneur de la ville et de magistrat urbain. Assisté d'un torimân (interprète, mais qui était en fait « l'œil du Bey »), le dey exerçait une justice correctionnelle en son prétoire connu sous le nom de Drîbat el dey. Il avait le pouvoir de mettre aux arrêts, de condamner au bagne et de faire donner la bastonnade jusqu'à trois cents coups. L'agha de la Kasbah, gouverneur de la citadelle, avait la garde des clefs de la ville. Cet officier ainsi que le chef des janissaires (agha al askar ou agha al korsî) et l'officier-payeur de la milice (kahia du Dar el Pacha) avaient des attributions judiciaires en matière de contrats, dettes et délits mineurs. Ce rôle inattendu chez des militaires leur assurait cependant de substantiels revenus grâce aux droits qu'ils prélevaient. Vestiges de l'ancienne organisation ottomane, ces dignités disparurent entre 1855 et 1860.

Si durant le jour, le maintien de l'ordre ne posait pas de réels problèmes, la nuit, avec ses tentations interlopes et ses dangers, était, dans l'ancien temps, la peur des honnêtes gens et la préoccupation constante des autorités. Aussi le couvre-feu, annoncé au crépuscule par un coup de canon dit «sâchma». était-il imposé à longueur d'année. On procédait alors à la fermeture des souks, des portes des remparts extérieurs, et celles séparant la médina des faubourgs. Interdiction était faite à tous de sortir et de circuler. Quelques exceptions étaient prévues, comme de pouvoir se rendre à l'oratoire du quartier pour la prière du soir et de l'aube, quérir un médecin ou porter une nouvelle urgente sous la surveillance des veilleurs de nuit. Les rares personnes admises à circuler devaient décliner leur identité et être munies d'une lanterne (fnâr). A ce propos, il est intéressant de souligner avec l'historien Arnaud Exbalin que, comme ici, dans toutes les villes d'Occident, le couvrefeu (courfeu dans l'ancien usage français, d'où l'anglais curfew) était la norme jusqu'au XVIIIe siècle. A Tunis, les princes husseïnites, toujours soucieux de parer à toute tentative de soulèvement des janissaires logés dans la cité, et gardant à l'esprit l'origine militaire de la fonction de dey, privèrent de cette attribution le titulaire de cette charge. Ils confièrent donc la sécurité de la ville durant la nuit au cheikh el médina et aux cheikhs des faubourgs. Leurs agents (lawwâja) effectuaient des rondes nocturnes. Les auteurs de délits étaient déférés le lendemain à la Drîba du dev par le cheikh el médina.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, cette organisation traditionnelle apparut insuffisante à un Etat beylical engagé dans un programme de réformes politiques et institutionnelles. A Tunis même, outre ce programme de modernisation, il fallut trouver une solution à la perturbation de l'ordre urbain ancien consécutif à l'émancipation des étrangers en matière de commerce et de propriété. Pire encore, dans les années 1850-1860, la paupérisation des milieux musulmans d'artisans et de marchands sous les coups de boutoir de la concurrence des produits européens et l'exode de populations misérables, chassées de leurs campagnes au lendemain de la féroce répression de la révolte de 1864, provoquèrent une hausse inouïe de la criminalité. Dans les procès-verbaux de justice, un mot revient



Patio de la demeure connue sous le nom de Driba du dey puis du farîk des zaptiés (actuel local de l'orchestre de la Rachidia), située rue de la Driba dans la médina



avec une fréquence remarquable : «tahvîr râhat al soukkân», l'atteinte à l'ordre public et à la quiétude des habitants. Dans ces conditions, l'Etat qui avait créé en 1858 un Conseil municipal et, en 1860, une cour pénale de droit «séculier», saisit l'occasion de la mort du dey Kchouk Mhammad en septembre 1860 pour supprimer cette dignité et créer une police d'un type nouveau appelée al Dhabtiya (du terme polysémique arabe «dhabt» dont un des sens est «maintien de l'ordre»; en français on adopta la forme «zaptiés», comme en turc). Le Bey désigna à sa tête un général (amîr liouâ puis amîr oumarâ ou farîk) qui installa son administration dans l'ancien local du dey, d'où le nom qu'on lui donna couramment de Farîk al Drîba. Son titre officiel était cependant ra'îs (président)mailis (conseil) el Dhabtiva. A sa création, ce conseil comprenait aussi trois dignitaires (les généraux Mourad et Othman Hachem et Larbi Zarrouk, alors vice-président du conseil municipal), du cheikh el médina et des cheikhs des deux faubourgs de Tunis. Succédant au dey, le chef de la police des zaptiés hérita de ses prérogatives de gouverneur de la ville chargé de la sécurité et du maintien de l'ordre ainsi que le pouvoir

lui aussi, le pouvoir d'emprisonner les fauteurs de troubles et de juger les délits mineurs. A la différence du dey, ce nouveau dignitaire compta parmi ses attributions la sécurité de la ville pendant la nuit.

Comme à Istanbul, où, depuis 1839, existait une force de sécurité appelée précisément «Zaptiyé», l'organisation de la nouvelle police tunisienne fut calquée sur le modèle militaire. Le général avait sous ses ordres un colonel, deux lieutenants-colonels, un commandant, divers officiers subalternes dont deux lieutenants chargés spécialement des affaires engageant des Européens ainsi qu'un secrétaire, un intendant. Un docteur italien, Achille Brignone, était attaché à la police en qualité de médecin. Pour assurer l'ordre, des postes (markaz-s) furent répartis en divers endroits de la ville. Les plus importants étant ceux du quartier général de la police (markaz al Drîba), de Bab al Bahr (dite, plus tard, «Porte de France» qui était l'accès à la médina pour tout ce qui venait du port de La Goulette, mais aussi le quartier où résidaient les consuls et les marchands européens, ce qui nécessitait un contrôle vigilant), d'al Halfaouine, pour

la surveillance du faubourg, et le poste du quartier juif (al Hâra). Un cinquième poste était celui qui organisait les patrouilles nocturnes appelées karaghoul (mot dérivé du terme turc «karakulukçu», force chargée du maintien de l'ordre). Chaque poste était commandé par un binbâchî (commandant). Le nombre des zaptiés (dhabtiya) était d'environ 600 hommes recrutés parmi les soldats de l'armée tunisienne.

Notons qu'à la différence du Conseil municipal avait été créée uniquement à Tunis, la police des zaptiés fut instituée dans d'autres villes. La correspondance administrative conservée aux Archives nationales (AGT, dossier 445), ainsi que le Journal officiel de 1883 nous apprennent, en effet, que Le Bardo et La Goulette et même Zaghouan, Tébourba ou Mateur avaient leurs zaptiés. Relevaient-ils de l'autorité supérieure du général président du majlis al Dhabtiya? Nous ne pouvons l'affirmer mais nous ne pensons pas que l'Etat aurait laissé entre les mains d'un seul homme la sécurité publique dans la capitale et sur l'ensemble du territoire.

Théoriquement, les choses paraissaient rationnelles et susceptibles de renforcer l'ordre de la cité par la création d'une force de police régulière. Mais, comme c'était toujours le cas à l'époque, les institutions nouvelles ne remplaçaient pas les anciennes. Elles se superposaient simplement à elles. Cette coexistence elle-même n'était pas réglementée par le pouvoir central, de sorte que l'action de la nouvelle police était à la fois difficile et entachée d'abus. Organisé comme une troupe et commandé par des militaires, le corps des zaptiés eut tendance à bousculer les institutions urbaines avec lesquelles il était censé collaborer. Les amîn-s, syndics des métiers et contrôleurs économiques, sans doute dédaignés par les officiers supérieurs qui commandaient le corps, eurent à en souffrir. En 1873, le syndic des parfumeurs (amîn el 'attârîn), personnage respectable s'il en fut, fit saisir des encens frelatés et envoya le fraudeur à la prison des zaptiés. Le chef de poste le remit en liberté et fit savoir à l'amin qu'il n'avait pas à se mêler de cette histoire! Comme ce dernier maintenait fermement sa position, le policier décréta que la marchandise frelatée était une «variété tunisienne » et que l'encens pur, vendu au souk El Attârîn, était simplement

■ Médina de Tunis: la rue des zaptiés



■ Plaque de police des zaptiés (in H. Hugon, Les beys, Tunis, 1913)



la « variété de Stamboul». Face à une telle outrecuidance, le notable en référa au Premier ministre. Notable prudent, il précisa dans sa lettre qu'il n'était pas de taille à se mesurer au « général de division, président du Conseil des dhabtiya » et qu'il n'avait pour but que d'informer l'autorité supérieure. En 1870, le cheikh el médina se plaignit au ministère de l'insolence d'un syndic protégé par un officier zaptié. Deux hautes autorités de contrôle de l'approvisionnement de la ville, le président du Conseil municipal et le cadi, pour leur part, se plaignaient des agissements de la nouvelle police, notamment des exactions dont étaient souvent victimes les contrôleurs des denrées (amîn-s al ma'âch) et des gardes municipaux chargés de les escorter. Sans doute étaitce dû à la complicité de certains agents avec les fraudeurs dans une société où la corruption était courante.

L'insuffisance de l'action en matière de maintien de l'ordre et notamment durant la nuit était un autre motif de protestation. Les consuls européens, toujours à l'affût

d'une récrimination à adresser au Bey durant cette période précoloniale, se plaignaient ainsi du manque d'effectifs et de l'incapacité de la police à démanteler les bandes de malfaiteurs, voire leur passivité complice. Paolo Tapia, consul d'Autriche, signalait ainsi au Premier ministre l'existence de cafés louches et qui jouissaient pourtant d'une étrange impunité. Licurgo Maccio, consul d'Italie «se voyait contraint» de signaler la complicité de certains agents avec des prisonniers, en leur facilitant notamment les contacts avec l'extérieur. Plus graves encore étaient les accusations de vols et d'agression commis par les policiers eux-mêmes. Les minutes du tribunal pénal de Tunis (1860-1864) mentionnent, parmi les innombrables délits, des affaires de mœurs et de vol impliquant des zaptiés qui s'étaient acoquinés avec des proxénètes et des

En matière de maintien de l'ordre —raison pour laquelle il fut institué— le corps des Dhabtiya se distingua surtout par la répression ordonnée par le général Hassan Al Magroun contre certains agitateurs en 1864. En cette année-là, alors que l'Etat était en péril et qu'une révolte embrasait le pays, la rumeur courut qu'un débarquement français était imminent. La tension était vive et une émeute antieuropéenne et antisémite pouvait éclater à tout moment. Al Magroun réussit à rétablir l'ordre et à rassurer la population européenne et israélite, mais l'institution policière n'y gagna pas en popularité.

Lorsqu'en 1882, mourut le général Hassan Haydar (nommé en 1872) qui commanda Le général Othman Hachem, premier viceprésident du Conseil des zaptiés et futur Envoyé extraordinaire de Sadok bev aux Etats-Unis)



la police après les généraux Slim (1860-1862, puis de 1865 à 1878) et Hassan el Magroun (1862-1865), la Tunisie était déjà sous protectorat, et on ne se soucia apparemment pas de pourvoir le poste. En 1886, le corps fut dissous et un commissaire de police français fut chargé d'assurer la sécurité publique. En définitive, la création de la police des zaptiés ne fit qu'aggraver le désordre qui affectait le monde urbain. Elle ne fut qu'une velléité de modernisation et l'expression d'une présence accrue du pouvoir central au détriment des autorités urbaines traditionnelles : ce qui eut pour effet d'accélérer leur déclin sans pour autant donner naissance à un nouvel ordre. De tout façon, et compte tenu des difficultés politiques et financières de l'Etat beylical, la réforme était impossible. Ces difficultés étaient aggravées par les stratégies mises en œuvre par les chancelleries européennes. Il s'agissait, en effet, de bloquer toute tentative de redressement en attendant la réalisation du projet de domination coloniale par l'une ou l'autre des puissances alors en compétition à Tunis, la France, l'Italie et l'Angleterre.

(Sur les événements, les personnes et les institutions évoqués ici, voir, de l'auteur: Catégories de la société tunisoise au XIXe siècle, INAA, Tunis, 1989 et La Tunisie, la Méditerranée et l'Orient au miroir de l'histoire, éd. Leaders, Tunis, 2020).

Md. A. B.A.

Tunisie

Fadhel Abdelkéfi Yadh Ben Achour Dr Mustapha Ben Jaafar Ridha Ben Mosbah Sophie Bessis Ouided Bouchamaoui Hédi Bouraoui Yassine Brahim Mohamed Derbel Ahmed Friaa Kamel Jendoubi Elyès Jouini



Abdelaziz Kacem Selma Mabrouk Anis Marrakchi Emna Menif Khadija Taoufik Moalla Fadhel Moussa Mustapha Kamel Nabli Mohamed Nafti Ahmed Ounaïes Riadh Zghal Abderrazak Zouari

Ouvrage collectif

Sous la direction de Taoufik Habaieb



Bon de commande

| | Dix exemplaires et plus | Moins de 10 exemplaires | ******** | x 25 DT Tota | ıl |
|----------|-------------------------------|---------------------------------|----------|--------------|----|
| spéciale | 20 DT (le livre) | 10 exemplaires et plus | •••• | x 20 DT Tota | al |
| | | Nom et prénom ou Raison sociale | e : | | |
| | | Adresse de livraison | : | | |
| | | | | | |
| | | Code postal | | | |
| | | Tel | | | |
| | | | | | |

Je joins mon règlement au nom de PR Factory

Chèque bancaire

Virement

CBB: TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building, Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333 www.leaders.com.tn

-Histoire

Religion et politique

Le poids de la religion dans la société et l'attitude du pouvoir politique à l'égard des instances religieuses ont engendré des problèmes difficiles et récurrents. sous tous les cieux et à toutes les époques. De nos jours, dans les Etats occidentaux, la séparation réalisée entre le religieux et le politique a résulté d'un processus historique aussi lent que difficile; d'une évolution qui a permis, souvent à un prix exorbitant de vies humaines, de distinguer le temporel du spirituel, de garantir la liberté de conscience de l'individu, de délivrer la vie politique du poids du religieux, d'assurer enfin aux autorités religieuses l'indépendance dont elles sont toujours jalouses. En parallèle, l'importance accrue de l'économie a diminué d'autant celle de la religion dans le champ politique : en particulier à l'époque marquée par le marxisme et sa conception de l'Histoire, qui soulignait le rôle primordial des infrastructures économiques dans l'évolution et le devenir des sociétés. Le religieux, néanmoins, n'a point fini, de nos jours, de provoquer dissensions et conflits dans maintes contrées.



Par Ammar Mahjoubi

our la masse des citoyens, en Occident, la religion n'est actuellement qu'un système de croyances et de pratiques qui les unit, bien que beaucoup, parmi eux, se disent agnostiques. Cette communion, cimentée historiquement par la religion, existait déjà à l'époque romaine. La religion n'était pas alors une ique; elle n'orientait ni ne gouvernait

éthique ; elle n'orientait ni ne gouvernait la vie individuelle, n'était qu'un ensemble de rites. Ses divinités officielles, partout présentes, permettaient de communier dans l'adoration de Rome et d'Auguste. Le sacerdoce était une magistrature et nul conflit ne pouvait donc surgir avec le pouvoir politique. Un éminent représentant de la religion romaine, le grand Pontife Mucius Scaevola, affirmait «qu'il y a trois espèces de religions : celle du poète, celle du philosophe et celle de l'homme d'Etat ;

les deux premières sont ou bien futiles ou superflues ; elles sont même nuisibles. La dernière seule doit être acceptée.» Les dieux sont donc faits pour servir l'Etat : c'est bien ainsi que l'entendaient les empereurs depuis Auguste.

Il n'y a pas de dualité, non plus entre la religion et la politique dans les Etats théocratiques ; mais contrairement à la suprématie explicite du politique, sous l'empire romain, s'affirme avec force, dans ces Etats, la prépondérance du religieux. La loi religieuse, coranique ou mosaïque, commande l'organisation sociale. Tout en apportant la révélation, le Coran, la Torah ont livré l'ensemble des lois sociales et politiques prescrites ; et le contrôle de leur stricte observation est assuré par un corps de théologiens et de juristes. Inscrits dans la charia, les commandements du Coran et du Hadith qui sont réunis dans les recueils





des imams Muslim et Bukhari ont été érigés en axiomes par le consensus des ulémas. La vie politique se réfère donc constamment à la religion, qui commande les institutions, les relations sociales et le statut personnel.

A l'époque médiévale, la lourdeur du poids que la religion exerçait sur les sociétés occidentales n'était pas la conséquence de la foi exceptionnelle des hommes du Moyen Age, qui ne s'est pas avérée aussi unanime et aussi conséquente qu'on le croyait ; elle résultait, en fait, de la tutelle asservissante qu'exerçait sur le monde occidental l'Eglise catholique, devenue «la plus puissante des institutions politiques». Sous Charlemagne, l'Eglise avait en effet ambitionné d'édifier, selon une conception forgée sous la double caution de la Bible et de la Cité de Dieu d'Augustin, une chrétienté étendue sur tous les territoires qu'occupaient les peuples chrétiens. Leurs princes auraient été chargés de veiller au maintien et à l'ancrage de la foi, ainsi qu'à la protection de l'Eglise; tout en s'efforçant de réaliser son projet, celui d'élargir le royaume de Dieu en encourageant et en protégeant l'action des missionnaires, au besoin par le recours aux armes, afin de convertir et d'intégrer les infidèles, ou de les exterminer.

La première des idées maîtresses qui dominèrent à cette époque, dans les Etats occidentaux, était donc celle d'une chrétienté rassemblée contre l'infidèle; et la seconde celle d'une autorité temporelle au service de la foi. En fait, la politique comme l'action des princes et des seigneurs ecclésiastiques étaient toutefois guidées par leurs intérêts et leurs ambitions, beaucoup plus que par la pure intention d'accomplir la volonté de Dieu... Sauf peut-être à certains moments, comme celui de la première Croisade, et

à l'exception de certains princes, comme Saint Louis. De toute façon, la religion était à cette époque le ciment de l'unité sociale et politique, l'existence de toute communauté civile se fondant sur l'unité et la foi et sur les institutions marquées profondément par la religion. Mais au XVIe siècle, une série de schismes ébranla cette hégémonie religieuse prépondérante.

Conjuguées avec de profondes transformations sociales et économiques, ces divisions confessionnelles mirent en cause les fondements de l'ordre social, à un rythme nécessairement lent et différent, selon les pays, et non sans une résistance marquée, surtout dans les Etats à majorité catholique. A l'intérieur de nombre de royaumes, les deux idées maîtresses qui offraient un fondement religieux à la communauté politique furent remises en question. Avec un problème central, toujours

— Société ··· Histoire

Société ··· Histoire



objet de débats : comment assurer l'unité étatique en dehors de l'homogénéité confessionnelle et de la communauté de culte entre le prince et ses sujets? On ne cessait alors de répéter, afin d'éviter toute dissidence, la maxime formulée en Allemagne lors de la paix d'Augsbourg en 1555, qui partageait l'Empire germanique entre les deux confessions catholique et luthérienne, selon le principe Cujus regio e jus religio. Maxime qui instituait l'unité confessionnelle entre le prince et ses sujets, plaçait le prince en défenseur de la foi commune, et constituait, à l'intérieur de chaque principauté, un régime d'intolérance religieuse légalement permise. Seule une tolérance limitée avait été acceptée dans les pays qui avaient admis la coexistence de confessions différentes, comme l'Angleterre après la Révolution de 1688; avec cependant une exclusive absolue contre le catholicisme romain, au grand étonnement scandalisé des autres Etats. Intransigeante par contre, l'Espagne se cantonnait à son exigence d'orthodoxie religieuse, à laquelle la France ne renonça qu'après de cruels retours ; ce n'est qu'au



bout de trente années de luttes inexpiables, que le compromis de l'édit de Nantes finit par garantir, en France, l'existence et les revendications essentielles d'une minorité dissidente, en se gardant toutefois de renoncer à la religion réaffirmée de l'Etat, celle du catholicisme romain.

Partout, la politique extérieure aussi était gagnée par la sécularisation, et les conventions internationales se concluaient en dehors de toute référence à un droit chrétien; même si le langage des papes se cramponnait encore au mythe de la croisade susceptible, croyaient-ils, de rétablir l'entente des couronnes catholiques, alors que ce mythe était loin d'être partagé par les Etats, dont les alliances étaient dictées par l'intérêt national, sans aucune attention ni considération pour les différences confessionnelles.

Mais au XVIIe siècle en France, Louis XIV revint spectaculairement aux exigences de l'orthodoxie et de l'unité confessionnelle du monarque et de ces sujets. La consécration légale d'un dualisme religieux, établie par

l'édit de Nantes, parut à la masse catholique si peu conforme aux obligations d'une saine politique que ce fut avec une approbation publique massive que le Roi Très Chrétien révoqua en 1685 l'acte signé à Nantes par Henri IV. Les trente dernières années du grand règne virent, avec la condamnation du Jansénisme, le retour à la persécution des hérétiques ; dans la tentative la plus systématique de l'Ancien Régime pour imposer l'obéissance totale des sujets du Roi Soleil aux exigences de l'Orthodoxie et de l'unité confessionnelle avec le monarque. Jusqu'au seuil du XVIIIe siècle, l'opinion en France continua à adhérer à la recommandation de Michel de l'Hôpital: «Avmer et procurer non seulement la prospérité extérieure des sujets, mais veiller surtout au salut de leurs âmes et à la paix de leur conscience».

S'inscrivant en faux contre cette opinion érigée en maxime d'un autre âge, le despotisme éclairé du roi de Prusse Frédéric Il affichait sa différence, même si sa rhétorique officielle utilisait les «lumières» pour sa propagande. Il prônait ouvertement la



politique de tolérance et l'administration positive d'un prince instruit, formé à l'école des philosophes français et anglais, en relation avec Voltaire et initié à la francmaconnerie. Affirmée dans ses œuvres écrites en français, sa théorie fondait le pouvoir non pas sur le droit divin, mais sur un contrat. Mais ni ces idées venues de Prusse, ni les philosophes de cette époque des « lumières », qui proclamaient que les gouvernements ont pour fin le bonheur temporel de leurs ressortissants, n'ont réussi, jusqu'à la veille de la Révolution française, à écarter entièrement la doctrine traditionnelle. Les codes continuaient à afficher les lois destinées à garantir le respect du dogme et de la discipline religieuse.

Ce n'est qu'avec les révolutions américaine et française que s'acheva l'ère de la société politiquement ordonnée par les impératifs religieux. La désacralisation des institutions et les progrès de l'individualisme libéraient le sujet, devenu citoyen, et le rendaient maître de ses décisions séculières. Non sans peine, ni maintes complications, les autorités politiques finirent par fixer



souverainement la ligne de démarcation entre le temporel et le spirituel, dont l'emprise sur la société ne cessa de se réduire. Les Etats-Unis en 1787 inscrivirent dans leur constitution la distinction nette et la séparation entre la religion et la politique, l'Etat et les Eglises. En 1905, après tout un siècle de luttes passionnées, la France finit à son tour par adopter cette dissociation. La laïcité, érigée en principe, assura aux citoyens leur liberté de conscience, respecta leurs convictions religieuses assignées désormais à la sphère privée.

Ce principe fut aisément accepté par les Eglises issues de la réforme calviniste dont la mission, professaient-elles, consistait exclusivement à faire parvenir, pour leur salut, la bonne Parole à tous les ressortissants. L'interdiction de toute interférence du religieux dans le politique était, en effet, perçue par les Calvinistes comme une garantie d'indépendance, une protection contre les velléités de domination de la majorité catholique. Quant aux églises d'Etat, tant luthérienne qu'anglicane, elles n'adoptèrent que l'esprit et le côté juridique de la laïcité. L'Eglise catholique, en revanche, manifesta longtemps son hostilité, surtout dans les pays où sa primauté avait été, des siècles durant, incontestée. Néanmoins, dans

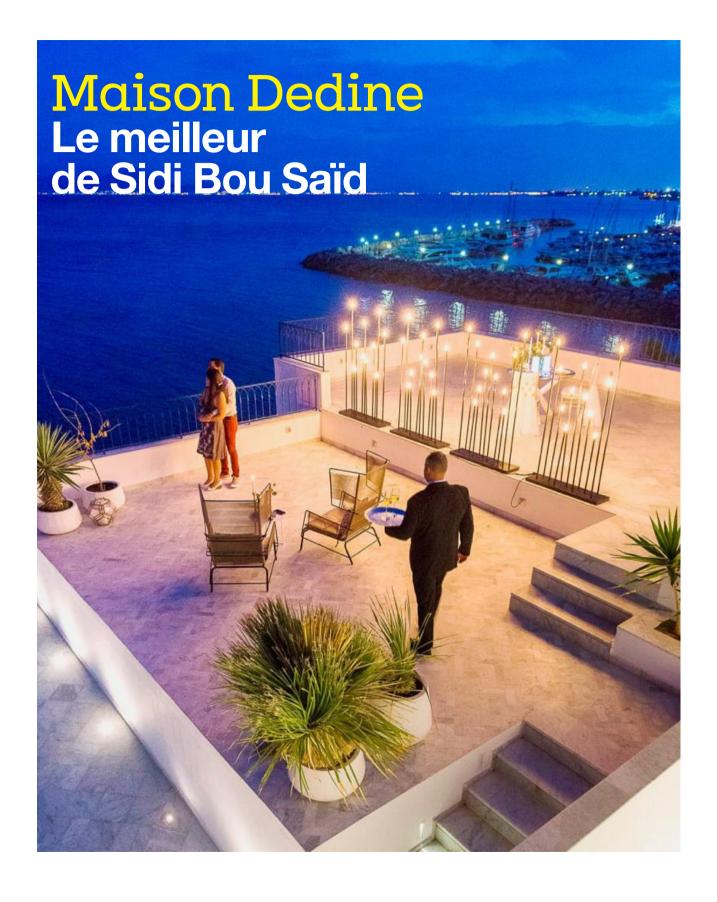
l'ensemble des pays occidentaux, la laïcité tendait à devenir la règle. Toute action politique en faveur ou au détriment d'un culte était dénoncée, et les autorités religieuses ne s'avisaient plus d'intervenir dans le domaine civique.

L'Episcopat français déclarait, le 13 novembre 1945, qu'autant il repoussait une laicité de l'Etat qui imposerait aux citoyens une doctrine matérialiste et athée, autant il acceptait celle qui garantirait la liberté de conscience et la liberté de l'Eglise. Après avoir reconnu «la souveraine autonomie de l'Etat dans son domaine de l'ordre temporel», les évêgues en arrivèrent à affirmer que «si le cléricalisme est l'immixtion du clergé dans le domaine politique de l'Etat, ou cette tendance que pourrait avoir une société spirituelle à se servir des pouvoirs publics pour satisfaire sa volonté de domination, nous déclarons bien haut que nous condamnons le cléricalisme». Certes, il est improbable de parvenir, même en France, à un bannissement total des mobiles religieux, de faire abstraction totale de toute appartenance religieuse. Néanmoins, les formations électorales françaises avaient réussi, dès 1956, à écarter de leurs programmes les anciennes solidarités politico-religieuses.

A.M.

62 Leaders N°117 - Février 2021 N°117 - Février 2021

- Société ··· Tendance Société ··· Tendance





avourer les merveilles de la baie de Tunis, depuis Sidi Bou Saïd, dans la première boutique-hôtel de Tunisie est une expérience exceptionnelle. C'est ce qu'offre Maison Dédine, située en contrebas de la colline à l'ombre de sa végétation luxuriante. Face à la Grande bleue et au Jbel Bougarnine, à quelques mètres seulement du port de Sidi Bou Saïd, elle se dresse majestueusement. Son architecture atypique rend hommage à son fondateur feu Sâadeddine Sinaoui et au génie de sa belle-fille Sandra Osmani Sinaoui dont la touche apportée lors de la rénovation a su sublimer ce lieu. La domotique vient achever ce chef-d'œuvre en lui conférant



64 Leaders N°117 - Février 2021 N°117 - Février 2021 Leaders 65





dernier, en invitant plusieurs influenceurs de pas moins de 4 pays différents et en accueillant deux voyages de presse. Il en résulte aujourd'hui un nombre de 45 000 abonnés sur Instagram et une notoriété au-delà de nos frontières. C'est ainsi que l'une des chaînes d'hôtellerie de luxe les plus connues au monde, basé au Royaume-Uni, a pris contact avec la Direction pour inclure l'établissement parmi sa sélection exceptionnelle d'hôtels de luxe.

Saveurs & terroir. Voilà encore un autre aspect que Maison Dedine ne traite pas de manière ordinaire, le culinaire est proposé sous forme d'un petit-déjeuner concocté avec les meilleurs produits du terroir: huile d'olive, miel où encore des fromages dénichés chez des artisans fromagers tunisiens, Mahkouka, Madmouja ou M'selli faits maison sont présentés avec la petite histoire qui raconte leur origine séculaire.

L'expérience culinaire est également proposée à travers la table d'hôtes, une cuisine de haute voltige signée par le Chef étoilé de Signature Traiteur, une autre enseigne d'exception gérée par le même groupe.

un modernisme indéniable. Luxe & volupté. Passé le moment magique de la découverte des lieux, le luxe et le confort de cet hôtel se révèlent à ses hôtes en toute finesse, à commencer par une literie de la célèbre marque RKF, fournisseur des plus grands palaces dans le monde. Maison Dedine offre également à ses clients pas moins que la prestigieuse marque Guerlain en produits d'accueil.

Une prestation digne des plus grands hôtels dans le monde. Le soin apporté au moindre petit détail qui favorise le

confort et le bien-être des clients se manifeste dès l'arrivée où l'accueil personnalisé donne le sentiment d'être attendu, la chambre est soigneusement apprêtée de sorte que l'on se sent chez soi dès le premier instant. Aux petits soins, l'équipe de la maison crée pour les clients une atmosphère accueillante et chaleureuse que ces derniers ne manquent pas de saluer après leur séjour.

Une image, une notoriété. Avec tous ces atouts, Maison Dedine ne pourrait passer inaperçue dans le paysage

hôtelier tunisien. Cette jeune Maison a su se forger une notoriété en si peu de temps malgré le contexte difficile dans lequel elle a vu le jour (ouverture en juillet 2019). Elle détient aujourd'hui la note exceptionnelle de 9.9% sur Booking.com, le seul établissement tunisien à avoir ce score que très peu d'établissements dans le monde ont d'ailleurs. C'est aussi dans ce contexte difficile, où le monde de l'hôtellerie s'est replié sur lui-même, que les dirigeants de Maison Dedine ont choisi d'aller de l'avant et mener une campagne de communication retentissante l'été



Saida Taktak

Dir. Qualité & Communication 3,Rue Kennedy - Sidi Bou Said Tel : +216 29 621 000

www.maisondedine.com

f Maison Dedine (d) maisondedine



66 Leaders N°117 • Février 2021 N°117 • Février 2021 Leaders 67 Société ··· Lu pour vous



Les mémoires poignantes de Mohamed Kilani

La gauche n'a pas compris les changements profonds en Tunisie

Cinquante ans après son engagement militant, au début des années 1970, au sein de la gauche tunisienne, Mohamed Kilani se retire sur la pointe des pieds. Secrétaire général du Parti socialiste de gauche (PSG) fondé en 2006 après une scission avec le Parti communiste des ouvriers de Tunisie, conduit par Hamma Hammami, il a préféré passer la main. Sans renoncer à poursuivre le combat intellectuel. Son face-à-face avec Hamma Hammami, qui dure depuis près d'un demisiècle, est loin d'être terminé. L'autre gauche a-t-elle des chances de renaître? A quelles conditions? Ni autoflagellation. ni déni, mais un récit et une analyse.



71 ans, l'enfant de la tribu de Sidi Mhadheb (la Skhira, Sfax), issu d'une famille très pauvre établie à Brahma (dans les environs de Menzel Temime), aura traversé le demi-siècle le plus fécond et bouleversé de la gauche tunisienne. Le récit qu'il livre dans un ouvrage intitulé L'histoire oubliée, mémoires d'un militant patriote, revient sur des moments forts vécus, endurés, et savourés à la fois, par une génération tunisienne avant-gardiste.

L'enfance en plein hameau rural, les premiers pas au kouttab puis à l'école primaire, les années de lycée à Nabeul où il est témoin en 1967 d'un mauvais traitement infligé à une camarade de classe de confession juive, puis son arrivée au lycée Khaznadar au Bardo où il fera son baptême du feu en politique, ont forgé le caractère de Mohamed Kilani. Le décor fondateur planté, on entre dans le vif du sujet.

Elk

Entre lutte dans l'enceinte universitaire, clandestinité, arrestation, torture, prison, reprise du combat, alliances et ruptures et, finalement, la révolution du 14 janvier 2011, la force des convictions était confrontée à la brutalité de la répression, mais aussi aux errances de certains dirigeants narcissiques, pour buter finalement sur le désenchantement, l'aveu d'un échec.

C'est tout ce parcours émaillé de tant de luttes que restitue Mohamed Kilani (Elki pour ses camarades), un militant irréductible, sincère et intègre, nullement privilégié par la chance des parvenus. Comme dans de



nombreux récits de ses compagnons dans la résistance contre la dictature et mémoires de prison, l'âpreté des combats menés est édifiante. Le plus apporté par Mohamed Kilani, c'est d'expliquer à travers les détails fournis les motivations profondes qui animent ces jeunes à dédier toute leur énergie au triomphe de leur idéologie, quitte à en payer le prix fort dans leur chair, sans reconnaissance escomptée.

On apprend beaucoup également sur les transformations continues des mouvements de gauche, les conflits internes et les controverses dogmatiques, l'évolution des lignes politiques et des stratégies, l'émergence des figures de proue et les moments de doute. Cette grande partie du livre de Mohamed Kilani apporte ainsi, au-delà de la personne de l'auteur, un éclairage précieux sur une séquence importante de l'histoire récente de la Tunisie. La condition humaine des souches populaires défavorisées, l'ambition démocratique de la jeunesse, la révolte contre l'impérialisme, et la contestation du pouvoir autoritaire et du parti unique sont mises en exerque dans une évocation détaillée, précise, sans fard.

Dans la chair

Le personnel ne saurait se détacher du politique. On découvre à la lecture de ces mémoires que Mohamed Kilani a connu lui aussi le sort des grands militants et patriotes sincères : la précarité, le sacrifice, l'abnégation et la vie dure subie jusque dans son quotidien et sa famille. Privé de ressources jusqu'à sa sortie de cinq années de prison à Borj Erroumi, puis d'emploi, ou licencié à peine recruté, il devait vivoter grâce à de maigres travaux accomplis ici et là. Le mauvais sort lui fauchera son épouse, le privant, ainsi que ses deux enfants, d'une affection tant réconfortante. Son fils Bayram, chanteur engagé qui sera plus connu sous le nom de Bandir Man, exprimera tout à la fois son deuil et sa révolte, ceux de sa génération.

Ruptures

La seconde partie du livre, analytique, retient, elle aussi, le lecteur en haleine. Que sont devenus ses compagnons de lutte et de prison? Quelle lecture Mohamed Kilani fait-il aujourd'hui de la gauche tunisienne, surtout après le 14 janvier 2011? «La gauche n'a pas compris les changements intervenus dans le pays», écrit-il. «Nous vivons le présent avec les maux de notre propre histoire, poursuit-il. Nous restons obnubilés par deux questions demeurées sans réponse : sommes-nous en train de vivre une révolution ? Et comment poursuivre le combat ?»

Kilani considère que dès les premiers jours, un mauvais virage a été pris. «La gauche, écrit-il, s'était beaucoup enivrée de la révolution et des comités de la révolution. sans chercher à concevoir et mettre en œuvre un programme de transition démocratique. Saisissant cette opportunité, les groupes de l'Islam politique lui ont retiré le tapis sous les pieds et transformé les comités en lique de protection de la révolution, mise sous leur tutelle. Plus que l'absence d'un projet, certaines composantes de la gauche, notamment le Front populaire, sont restées au stade de l'élitisme, alors que le peuple était ailleurs, attendant beaucoup plus.»

L'histoire oubliée, mémoires d'un militant patriote

de Mohamed Kilani

Edition de l'Association Nachaz, collection Mots passants, décembre c2020, 358 pages, 20 DT.



Société ··· Lu pour vous



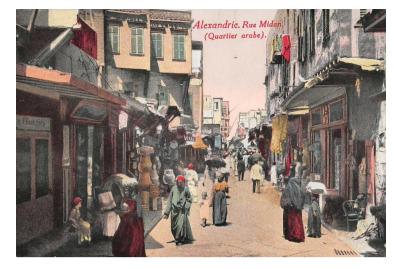
eitoun Felfel, comme on l'appelle dans les souks d'Alexandrie, est un amoureux invétéré, téméraire et irréductible. Là où il pose ses valises, Olivier Poivre d'Arvor (OPDA), qui était jusqu'en août dernier ambassadeur de France à Tunis, se laisse séduire et entre

en passion. De ses deux années passées à Alexandrie, de 1988 à 1990, en tant que directeur du centre culturel français, il tirera, trente ans après, un livre passionnant intitulé Le roman d'Alexandrie (éditions Tchou). OPDA avait alors la trentaine à peine, jeune philosophe, essayiste, féru de théâtre, étouffait en France et cherchait à partir. Le Quai d'Orsay lui offre alors ce qui sera son premier poste à l'étranger. Son destin le conduira ensuite à Prague puis Londres, dans les mêmes fonctions, gagnant en grade, avant de diriger France Culture et d'atterrir à Tunis.

Dans «la principauté de La Marsa», comme dans les états-majors politiques et les palais officiels et partout, on connaît beaucoup plus l'ambassadeur omniprésent, dynamique, très nouveaux codes, réseaux sociaux compris, que l'écrivain. Pourtant, Olivier Poivre d'Arvor est l'auteur de plus d'une douzaine de livres, essentiellement des romans, et co-auteur avec son frère, Patrick Poivre d'Arvor, d'une autre douzaine également. Leur Laurence d'Arabie. un beau livre illustré, restera une référence. Conduisant sa Peugeot 504, fier de son affectation en Egypte, Olivier Poivre d'Arvor se dirigera à Venise pour prendre un bateau, le 25 août 1988, devant le déposer sur l'autre rive. Pourquoi Alexandrie? Découvrez comment le Quai d'Orsay procède aux nominations: une tranche d'humour comme sait le raconter l'auteur. Voilà donc ce jeune représentant de la culture française dans la ville où Napoléon l'avait précédé en 1798 vivre son aventure, savourant chaque instant avec délectation et bonheur.

Carte postale, mémoires, récit de voyage? Tout à la fois, sous une plume alerte, fine, imagée. D'Alexandre le Grand, le fondateur de la ville en l'an 331 avant J.-C., à Mohamed Ali (1805-1849), l'occupation anglaise (1882), l'avènement de Nasser (1952), les nationalisations de 1956, sonnant le départ

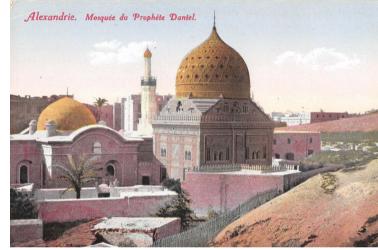
7() Leaders N°117 - Février 2021 N°117 - Février 2021 Leaders 7]



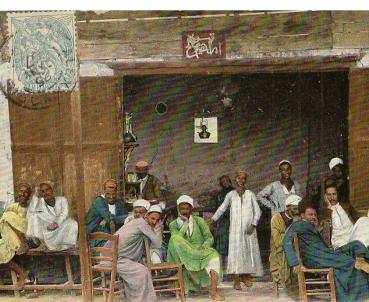












des communautés étrangères, à l'inauguration de l'université francophone Léopold-Sédar-Senghor en 1990, le lecteur est habilement introduit dans l'histoire, sur fond d'Oum Kalthoum et de Farid Latrache. Le récit devient encore plus vivant lorsqu'Olivier Poivre d'Arvor évoque ses amis alexandrins: Omar Shérif, Youssef Chahine, de grandes figures des familles

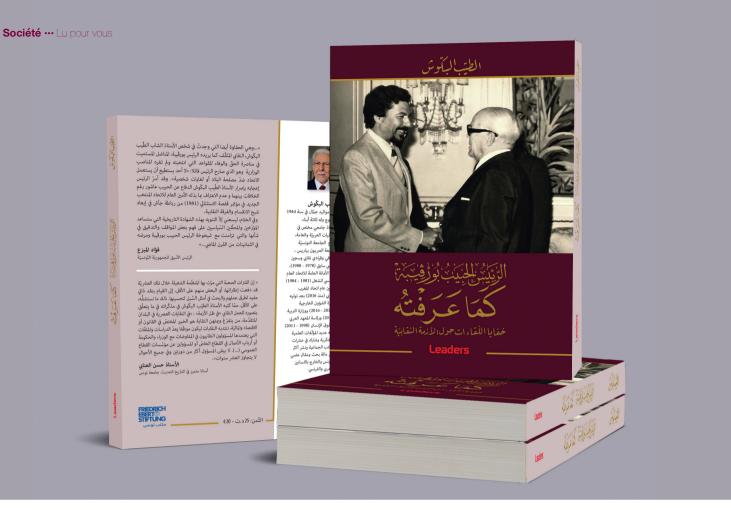
locales, des communautés grecque, arménienne et autres... Du beau monde. Ou encore lorsqu'il raconte ses agapes dans les restaurants de la ville, huppés ou modestes, fruits de mer et kebab. Et surtout en décrivant une société locale plurielle et diverse, avec ses us et coutumes et ses secrets de vie. Un genre nouveau, passionné, passionnant.

Le pied marin, Olivier Poivre d'Arvor aime la mer et humer ses airs. Président du Musée national de la marine, il est nommé depuis décembre dernier ambassadeur des pôles et des enjeux maritimes. Sans se détourner de l'écriture, il a au moins deux nouveaux romans en chantier. En consacrera-t-il à la Tunisie? Fort probablement. Un roman, les mémoires attendront!



Le roman d'Alexandrie de Olivier Poivre d'Arvor Editions Tchou, novembre 2020, 206 pages, 12,95 € TTC

72 Leaders N°117 · Février 2021 Leaders 73



Taieb Baccouche

Face à Bourguiba pour dénouer la crise syndicale : des révélations dans un livre de première main

Verbatim d'entretiens avec Bourguiba, entre 1980 et 1985, en pleine crise syndicale qui avait fortement secoué la Tunisie, Taïeb Baccouche, alors fraîchement sorti de prison, puis élu secrétaire général de l'Ugtt, apporte un témoignage précieux. Dans un livre publié en langue arabe, sous le titre de Bourguiba, tel que je l'ai connu, révélations d'entretiens à propos de la crise syndicale, aux Editions Leaders, il fournit des éclairages de première main sur des évènements encore restés très peu connus.

Un récit fidèle, documenté, des positions décidées dans le feu de l'action, confirmées par l'histoire et une analyse qui garde aujourd'hui toute sa pertinence. Face à Bourguiba, Achour, Mzali et ses camarades de l'Ugtt, Taïeb Baccouche n'avait pas la tâche facile. Dans sa préface, Foued Mebazaa, longtemps ancien ministre et président de la République par intérim (2011), salue «un témoignage historique qui éclaire les chercheurs et les analystes politiques, permettant de comprendre certaines positions et de saisir leurs détails.» Un témoignage

d'autant plus précieux, ajoute-t-il, qu'il coïncide avec l'avancement de l'âge de Bourguiba et sa maladie... »

Les évènements du "jeudi noir" 26 janvier 1978 marquant la plus grave crise entre l'Ugtt et le gouvernement Hédi Nouira n'ont pas encore livré tous leurs secrets. Quarante-trois années après, on en retient surtout le lourd bilan enregistré (46 morts et 325 blessés, selon des sources officielles et 200 morts au moins et 1 000 blessés, selon d'autres estimations). Mais aussi la décapitation de la direction syndicale

conduite par Habib Achour, son arrestation et sa condamnation à une lourde peine de prison. La pente n'était pas facile à remonter. Une direction inféodée au pouvoir était installée. Il fallait la déloger, faire sortir les syndicalistes légitimes de prison, organiser un congrès de l'Ugtt, et faire lever le veto de Bourguiba contre le retour de Habib Achour à la tête de la centrale syndicale.

Un leader syndicaliste était au cœur de la manœuvre : Taïeb Baccouche. Professeur universitaire, secrétaire général de la puissante fédération de l'enseignement supérieur, il était déjà en première ligne du combat syndical depuis des années. Sa contribution à l'élaboration du programme économique et social de l'Ugtt sera significative. Condamné à 6 ans de prison, Baccouche devait soutenir sa thèse d'Etat en linguistique. La Sorbonne avait écrit à Bourquiba pour solliciter l'autorisation d'organiser cette soutenance en prison. Sorbonnard lui-même et fin politicien. Bourquiba saisira cette opportunité pour le libérer, avec un premier contingent de syndicalistes, dans un geste d'apaisement des tensions avec la centrale ouvrière. Et c'est ainsi qu'il obtiendra son passeport, se rendra à Paris et réussira son doctorat.

Bourquiba, Achour et les autres

Dans le même élan de décrispation, la direction légitime de l'Ugtt était invitée à participer à une commission nationale chargée de préparer un congrès extraordinaire de relance. Taïeb Baccouche en sera membre et c'est à ce titre qu'il fera partie de la délégation recue par Bourguiba le 12 novembre 1980. Ce sera alors la première rencontre de toute une série d'entretiens qu'il aura avec le chef de l'Etat jusqu'à 1985. Elu secrétaire général de l'Ugtt, lors du congrès de Gafsa en 1981, il sera alors l'interlocuteur officiel de Carthage, de Mzali à la Kasbah et de divers ministres. Taïeb Baccouche devait se battre également en interne, au sein de son organisation : expliquer, convaincre, rallier, rassembler. Sa tâche n'était guère facile. Surtout avec Habib

Achour, très forte personnalité qui n'était pas facile à gérer.

Entretiens? En fait, échanges feutrés lorsqu'ils ne sont pas animés, négociations sans concessions, plaidoiries jusqu'à satisfaction des revendications. Ce sont, précisément, ces moments forts que Taïeb Baccouche rapporte dans son livre Bourguiba, tel que je l'ai connu, révélations d'entretiens à propos de la crise syndicale. Publié en langue arabe aux Editions Leaders, il y restitue en 28 chapitres, sur 200 pages abondamment illustrées, les propos échangés, les manœuvres déjouées et les avancées accomplies. Négocier, convaincre, sans céder sur l'essentiel

Taïeb Baccouche, en faisant revivre cette séquence importante de l'histoire récente de la Tunisie, lève un coin de voile sur la personnalité de Bourguiba, fin stratège et tacticien, à la recherche d'une sortie de crise, gérant une relation compliquée avec son vieux compagnon, Habib Achour. En chef de l'Etat, il ne voulait pas céder à tout, mais aussi ne pas perdre l'Ugtt. Les scènes rapportées dans le livre relèvent d'une anthologie bourguibienne. On découvre également les traits de caractère de Taïeb Baccouche, inflexible, exigeant, mesuré et acquis au compromis final, sans compromission.

Pas facile de naviguer dans ses eaux, de négocier avec Bourguiba, de rallier Mzali et son équipe aux positions de l'Ugtt et surtout de traiter avec Achour. Au-delà d'un verbatim d'entretiens et d'un récit de séquences successives, Taïeb Baccouche livre dans cet ouvrage, publié avec le soutien de la fondation Friedrich-Ebert, des éléments inédits. Il permet de comprendre le fonctionnement du pouvoir et de sa relation avec l'Ugtt lors d'une crise qui avait failli menacer les fondements de l'Etat. Aujourd'hui encore, ses enseignements demeurent d'actualité et d'utilité.

Bourguiba, tel que je l'ai connu Révélations d'entretiens à propos de la crise syndicale de Taïeb Baccouche Editions Leaders, janvier 2021, 200 pages, 25 DT



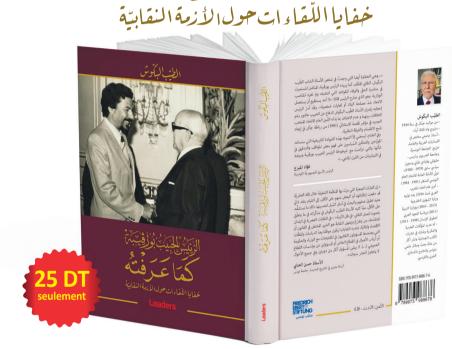
Bio-Express

Taïeb Baccouche

- Secrétaire général de l'Union du Maghreb arabe (UMA, Rabat, depuis 2016)
- Ancien ministre des Affaires étrangères (2015-2016)
- Ancien ministre de l'Education nationale et porte-parole du Conseil des ministres (2011)
- Président de l'Institut arabe des droits de l'Homme (1998-2011)
- Secrétaire général de l'Ugtt (1981- 1984)
- Détenu politique (1978-1980)
- Titulaire d'un doctorat d'Etat en linguistique générale et appliquée (Université de Paris 1 Sorbonne) et d'une agrégation d'arabe
- Professeur et chercheur à l'Université de Tunis (depuis 1969) et professeur des universités (à partir de 1984).
- Auteur de nombreux ouvrages spécialisés, publication et articles scientifiques – plus d'une centaine–traitant quasi exclusivement de linguistique et de droits humains, publiés dans des revues et des encyclopédies internationales.
- Né à Jammel en 1944, marié et père de trois enfants.

74 Leaders N°117 · Février 2021 Leaders 75

الطيبالبكوش



Préface par Foued Mebazaa & Hassan Annabi

Bon de commande

| e) | | | | | |
|------------------------|--------------|-------|---------|-------|------|
| Moins de 10 exemp | plaires | ••••• | x 25 DT | Total | |
| 10 exemplaires et | plus | ••••• | x 20 DT | Total | |
| Nom et prénom ou Raiso | on sociale : | | | | |
| Adresse de livraison | : | | | | |
| | | | | | |
| Code postal | | | | | |
| Tel | | | | | |

www.leadersbooks.com.tn

| e | ioins mo | on règl | ement | au nom | de PR | Factor |
|----|----------|---------|----------|--------|-------|--------|
| ٠, | , | J CD. | CITICITE | uu | | |

Chèque bancaire

Virement

CBB: TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building, Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333 www.leaders.com.tn

Mohamed Triki

Chef scout et gouverneur de Bourguiba



omment se forge le caractère d'un gouverneur sous Bourquiba et réussir dans les régions des plus sensibles au cours de périodes très difficiles. Mohamed Triki, 90 ans, nous en livre la recette. Dans ses mémoires

intitulées L'ultime bataille (Editions Nirvana), il revient sur son parcours personnel, avec une montée en puissance, à l'aube de l'indépendance, dans ce qu'il a appelé en sous-titre : «L'indépendance, l'édification de l'Etat moderne et la restitution de la souveraineté au peuple.»

Sur près de 700 pages, écrites en arabe dans une langue soignée, Triki retrace d'abord son enfance à Sfax pendant la Seconde Guerre mondiale, dans un moule fondateur, le scoutisme et le patriotisme. Les deux gènes façonnent la personnalité de toute une génération de Tunisiens que Bourquiba saura rallier au Néo-Destour et en faire son fer de lance. Scout un jour, scout toujours, Mohamed Triki fera des préceptes de Robert Baden-Powell, le fondateur du mouvement, une règle de vie, assaisonnée au nationalisme tunisien. Il ne cessera

de l'incarner, ce qui lui servira dans sa carrière politique, et sera porté commissaire général des scouts.

Jeune étudiant zeïtounien, engagé au sein de l'Uget et entamant une carrière d'enseignant, il sera appelé par Mongi Slim, à peine nommé alors ministre de l'Intérieur dans le gouvernement des négociations avec la France, pour s'occuper des militants. Taïeb Mehiri, qui lui succédera en avril 1956 et aura la lourde charge de tunisifier les services ainsi que la police et créer la garde nationale, reconduira Triki et l'insèrera parmi le premier noyau de l'administration régionale. Le pied à l'étrier, il est envoyé en 1960 au Kef en qualité de délégué. La guerre d'Algérie se jouait aussi à partir de l'arrière-pays tunisien où le FLN avait installé son QG opérationnel. Le tout jeune déléqué qui sera promu gouverneur devait alors épuiser son génie à gérer la situation, attentivement suivi par Bourquiba qui lui rendait souvent visite.

En mission délicate

Ayant gagné ses galons, Triki fera la tournée des régions frontalières, nommé successivement gouverneur à Kasserine, puis Gafsa, qui s'étendait de Sidi Bouzid au Djérid. L'Algérie avait conquis son indépendance et la Tunisie expérimentait le socialisme destourien, avec son nouveau système de collectivisation et de coopératives. Le rôle du gouverneur, très délicat, sera important.

Mohamed Triki s'en sortira à moindres frais, mais devra, avec l'arrivé de Hédi Nouira, guitter la Fonction publique en 1972 et prendre sa retraite administrative à l'âge de 47 ans. Sans jamais partir définitivement en fait. Le voilà de nouveau rappelé à diverses autres fonctions officielles, puis à la tête des scouts.



C'est ce récit passionnant d'une vie intense que nous livre l'auteur. Un témoignage de première main sur le fonctionnement de l'administration régionale sous Bourquiba et, dans une perspective plus large, les rouages de l'Etat durant près de 40 ans. Les photos publiées en illustration viennent en complément utile.



L'ultime bataille

de Mohamed Triki Editions Nirvana, janvier 2021, 698 pages





https://bit.ly/wininti





Première application mobile omnicanale dans le secteur des assurances en Tunisie

100% en ligne • Payez moins cher • Votre protection à portée de main





LA DÉCLARATION DE SINISTRE AUTOMOBILE EN LIGNE.



SOUSCRIPTION 100%
EN LIGNE DE VOTRE
ASSURANCE AUTOMOBILE ET
MULTIRISOUE HABITATION.



LE PAIEMENT SÉCURISÉ DE VOS ÉCHÉANCES.



LA SIMULATION DE TARIF DE VOTRE ASSURANCE AUTOMOBILE ET MULTIRISQUE HABITATION.



LE SUIVI DE VOS FRAIS DE SANTÉ ET DE VOS SINISTRES.







LA DÉCLARATION DE

La BH Assurance accélère sa transformation digitale à l'aube de son 25ème anniversaire

Il y a tout juste un an, Assurances Salim devenait la **BH Assurance**, une transformation majeure qui a permis de répondre plus efficacement aux exigences des clients.

A la suite de son rebranding, une refonte de son identité visuelle s'est opérée, accompagnée par le lancement d'un nouveau site web : **www.bh-assurance.com**.

Une stratégie de transformation digitale a été mise en œuvre pour mettre en place des fonctionnalités capables de répondre aux besoins des clients, à l'heure du Covid-19 où les attentes ont été fortement ressenties, ce qui constitue un véritable facteur de différenciation pour la compagnie d'assurance. Le secteur de l'assurance rajeuni grâce à **WININTI**

Pour répondre aux problématiques du confinement, **BH Assurance** a accéléré le lancement de **WININTI**, la 1ère application mobile omnicanale dans le secteur de l'assurance en Tunisie permettant à leurs clients de gérer leurs contrats à distance avec une relation client omniprésente.

WININTI permet ainsi, en temps réel, de consulter via l'espace client les différents contrats, de suivre les règlements de sinistre, les remboursements des frais de santé, le portefeuille d'assurance et bien d'autres actions directement en ligne.

Pour la 1ère fois en Tunisie, les internautes ont également la possibilité de recevoir un devis pour les assurances automobile et habitation en quelques minutes et d'y souscrire sans avoir à se déplacer, avec le paiement en ligne et la réception du contrat à leur domicile.

Au bilan de cette année, **BH Assurance** a enregistré des chiffres encourageants malgré les bouleversements engendrés par la crise sanitaire :

- Un taux d'évolution du chiffre d'affaires de 7%
- Près de 40 000 visiteurs enregistrés sur le site web
- Plus de 5 000 comptes clients créés sur WININTI
- Plus de 1 000 clients ont souscrit en ligne, soit 1 client sur 5
- 1 million de dinars de chiffre d'affaires drainé par **WININTI** en moins de 6 mois

Pour aller plus loin dans la démarche de proximité avec ses clients particuliers et professionnels, la **BH Assurance** s'apprête à lancer 2 nouveaux services en 2021 en matière d'assurance santé et voyage.

UN NOUVEL ÉLAN **POUR LE PARTENARIAT** f o in o and a mark www.atb.tn N° Centre de la Relation Client: 70 026 267

-Hommage à...

Moncef Chenoufi

Le savant, l'homme et le manager

La disparition du Professeur Moncef Chenoufi à 87 ans, ancien directeur de l'Ipsi, mardi 5 janvier 2021, a endeuillé le monde intellectuel tunisien, le secteur des médias et celui de la culture. C'est que Si Moncef. comme nous l'appelions affectueusement, brillait dans ces trois domaines par son savoir, sa bonté et son rayonnement. Agrégé de langue arabe et docteur d'État de la Sorbonne, le Professeur Moncef Chenoufi est né à Téboursouk en 1934. Toute sa vie, il est resté fidèle à son village où il a tenu à avoir sa dernière demeure. Cette fidélité à son terroir lui fait diriger avec brio le Festival international de Dougga pendant plus de dix





Par Ridha Najar











a thèse sur « Le problème des origines de l'imprimerie et de la presse arabes en Tunisie dans sa relation avec la renaissance «nahda», 1847-1887» le rapproche de la presse et de l'Ipsi à la tête duquel, en 1973, il succède à Hassine Aleya, premier directeur de l'institution, loyal et honnête serviteur du service public. Ce

poste, à l'Ipsi, il le doit à un auditeur assidu de la radio nationale, Habib Bourguiba, qui suivait une émission sur l'histoire de la presse tunisienne présentée par Moncef Chenoufi et animée par Abdelaziz Riahi. Un jour, Bourquiba y relève une erreur de date sur ses propres débuts en journalisme. Il convoque un Chenoufi apeuré et, loin de le sermonner, lui propose d'assurer lui-même un cours à l'Ipsi sur l'histoire du mouvement national. C'est de là, selon la confidence que m'a faite Moncef Chenoufi lui-même, que vient l'idée des neuf conférences données par Bourquiba à l'Ipsi du 12 octobre au 15 décembre 1973 (en réalité, pour une commodité d'amphithéâtre, les conférences ont été données à la faculté



CARTE JEUNESSE



Avec la carte Jeunesse... jamais votre enfant ne sera à court d'argent.

Par un simple clic sur votre smartphone vous pouvez instantanément alimenter la carte jeunesse de votre enfant via BTMobile, BTNET 24/24 et 7/7.

- Carte pré chargée
- Carte rattachée au compte du parent
- Carte de retrait de tous les distributeurs BT et autres banques
- Carte de paiement auprès de tous les commerçants affiliés au réseau VISA et MasterCard
- Carte permettant le chargement instantané du GSM quel que soit l'opérateur

www.bt.com.tn

Centre de Relation Client Banque de Tunisie **Email: callcenter@bt.com.tn** Tél:81 10 12 12



de Droit). Pour l'anecdote, lors de la conférence inaugurale, Bourguiba a prié Chenoufi de le présenter comme «Professeur» et non comme Président de la République.

Professeur à la faculté des Lettres, Moncef Chenoufi publie de nombreux articles scientifiques en langue arabe aux Annales de la faculté des Lettres et en langue française aux Cahiers de Tunisie. Mais sa principale œuvre demeurera sans doute son édition commentée du livre de Khair-Eddine Pacha «Agwam al-masalik li ma'rifat ahwal al-mamalik (Le plus sûr moyen pour connaître l'état des nations)», un monument de l'histoire de la

Son passage à la tête de l'Ipsi coïncidera avec la meilleure période de l'institution. Il fallait tout réinventer avec le nouveau décret du 30 octobre 1973 fixant les missions et l'organisation d'un nouvel lpsi indépendant: les programmes comme les équipes d'enseignants ou les équipements techniques. Brillant diplomate et négociateur hors pair, Moncef Chenoufi, bénéficiant déjà de la coopération avec la Fondation allemande Friedrich-Naumann, multiplie les partenariats : la France, la Belgique, la Yougoslavie mais également l'Unesco ou l'Union européenne (qui fait don à l'Ipsi de la première salle de PC), C'est lui qui est à l'origine des échanges et des voyages d'études (étudiants et enseignants) avec l'Université Catholique de Louvain (Belgique), l'Université de Belgrade (Yougoslavie) ou l'Algérie. Nos étudiants, outre leurs stages dans les entreprises économiques (eh oui!) et les médias, ont l'occasion de découvrir de nouveaux pays et de côtoyer professeurs et étudiants d'autres horizons. C'est également lui qui fonde en 1982, la Revue Tunisienne de Communication, revue pionnière dans un domaine naissant qui recherchait une reconnaissance et une légitimité dans le champ des sciences sociales. Cette revue, alors à la parution régulière, a permis à de nombreux jeunes chercheurs du Maghreb et de tout le monde arabe de

publier leurs premières recherches et de se faire connaître. L'Ipsi brillait, l'Ipsi rayonnait, l'Ipsi innovait, et derrière ces succès, il y avait un homme, un savoir-faire et une élégance certaine dans les relations humaines et la coopération internationale.

Toutes les générations d'étudiants ont gardé de lui le souvenir d'un homme affable et bon aui leur rendait service de bon cœur. quitte à tordre le cou aux règlements administratifs. Combien en a-t-il couvert lors de la période agitée de l'Université tunisienne dans les années 75-80 ? Trop bon ! C'est ce que je lui reprochais parfois amicalement. Il esquivait d'un sourire désarmant.

Je me souviendrai toujours du jour où, ayant renvoyé toute une classe pour un flagrant retard de 40 minutes, il a gravi avec eux les quatre étages de Montfleury pour me prier gentiment de les accepter. J'ai refusé. Qu'at-il fait ? Il m'a donné entièrement raison devant tous les étudiants stupéfaits. Depuis, je n'ai plus eu de retardataires à mes cours!

Je me souviendrai toujours également de l'hommage qu'il a rendu à André Boyer, enseignant inoubliable de journalisme, en m'envoyant le représenter à ses obsèques en France, ne pouvant pas s'y rendre lui-même.

Chenoufi savait déléguer, mais il réussissait surtout, avec calme et doigté, à apaiser les querelles entre les enseignants et les collègues, à concilier les inconciliables. Et il y en avait des querelles! Entre les chantres de la pratique professionnelle et les défenseurs des théories universitaires, entre les enseignants de langues et les enseignants de journalisme, entre les permanents et les vacataires... De son temps, de prestigieux professeurs des autres facultés ont collaboré et enrichi les équipes et les enseignements de l'Institut : droit, économie, sciences sociales, géographie...

J'ai eu la chance de côtoyer le savant, j'ai aimé l'homme et j'ai eu l'honneur de travailler sous les ordres du directeur-manager tout au long des 17 ans qu'il a passés à la tête

A sa femme, Kmar Bahri, à ses enfants. Badis, Amel, Fatma, Radhia et Achraf, à sa famille élargie, à tous ceux qui l'ont connu à l'Ipsi et dans le monde intellectuel et culturel, nos condoléances les plus attristées.

Paix à son âme.

R.N.

Professeur retraité de l'Ipsi. ancien DG du Capic

Il était douceur

Fin octobre 1973, au deuxième étage du 33 rue du Louvre à Paris, siège du Centre de formation des journalistes (CFJ), dans le bureau que la directrice Claire Richet partageait souvent avec le fondateur du journal Le Monde, Hubert Beuve-Méry. Profitant d'un passage dans la capitale française, Moncef Chenoufi rendait visite à son homologue et voulait s'enquérir des études d'un ieune étudiant tunisien qu'il avait encouragé à postuler au CFJ. Dans le froid et la grisaille de cet hiver parisien, le large sourire affectueux de Si Moncef réchauffait le cœur. Plus de 45 ans après, entre lui et l'étudiant, les relations, cordiales, ne s'étaient quère interrompues.

Ce n'était pas leur unique lien. En 1992, Moncef Chenoufi était sollicité par l'Université du Koweït pour y chapeauter l'enseignement du journalisme et des sciences de l'information. Cédant à l'invitation pressante, il l'acceptera, se disant qu'après tout, il pourrait y aller pour une année, deux au maximum. Dans ce pays qu'il aimera et qui l'aimera, il y passera 16 ans, comme dans un rêve, comme il le confiera aux siens.

Le Koweit, c'est le pays où le jeune étudiant du CFJ, futur journaliste et communicateur, sera affecté auprès de l'ambassade de Tunisie de 1988 à 1990, jusqu'à l'invasion par l'Irak. Rentré de Koweit, il fondera une agence de communication (THCOM), puis, en 2011, Leaders. Dès le premier numéro, Si Moncef prenait un réel plaisir à le

Moncef Chenoufi a souvent été au croisement des carrières. Nous lui devons beaucoup.

CYBER-ASSURANCE



Votre gage de sécurité pour :

- -Couvrir l'impact financier des cyber-attaques
- -Maitriser la gestion de crise suite à une cyber-attaque
- -Assurer le maintien de votre activité



-Hommage à...

Moncer Rouissi

L' intellectuel, l'homme d'Etat et le patriote...



Par Rafaâ Ben Achour

La Tunisie a perdu le 5 janvier 2020 l'un de ses cadres professionnellement les plus compétents et humainement les plus attachants. Il s'agit du très regretté Moncer Rouissi (9 septembre 1940-5 ianvier 2021). Là où il est passé (ministères de la Culture, des Affaires sociales, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de l'Education, ambassade de Tunisie à Paris. Haut comité des droits de l'homme et des libertés fondamentales), il a marqué de son empreinte le département et a noué avec ses collaborateurs des rapports très particuliers de camaraderie, à la fois détendue et respectueuse, sérieuse et studieuse. Il était un travailleur infatigable passant souvent plus de douze heures dans son bureau, même les week-ends, prenant rarement un congé annuel de plus de trois jours.



J'ai personnellement bien connu cet intellectuel, cet homme d'Etat, ce patriote issu d'une famille de grands militants nationalistes en le côtoyant en tant que secrétaire d'Etat

(du 3 janvier 2001 au 5 septembre 2002) auprès du ministre de l'Éducation qu'il

Dès le premier jour, une relation de confiance et d'estime réciproque s'est instaurée entre nous deux. Elle puise ses racines non seulement dans une appartenance universitaire commune. mais également dans des rapports entre nos pères respectifs (Mohamed Fadhel Ben Achour et Moussa Rouissi) et entre mon père et l'oncle maternel de Si Moncer (le grand militant Youssef Rouissi). Notre amitié a évolué au fur des années pour se hisser en véritable fraternité et s'est poursuivie jusqu'au dernier jour.

Nous avons échangé les vœux de bonne année 2021 par téléphone le samedi 2 ianvier et avons convenu de nous rencontrer dimanche (10 janvier). Je devais, lors de cette rencontre programmée, lui remettre mon livre Propos sur la Constitution du 27 janvier 2014 sur lequel j'avais rédigé une dédicace le 4 janvier au soir. Le sort en a voulu autrement. Le lendemain matin, i'apprenais la nouvelle de l'hospitalisation de mon ami. Le soir la nouvelle fatidique m'était communiquée.

Mes relations professionnelles avec le ministre Moncer Rouissi ont été, grâce à son intelligence, harmonieuses, complémentaires et surtout amicales ; ce qui était, absolument exceptionnel. Ailleurs, la plupart de mes autres collègues secrétaires d'Etat avaient des relations distantes, voire conflictuelles, avec leurs ministres. Souvent, réanait entre le ministre et le secrétaire d'Etat une lutte, voire une guerre de position ; le ministre voyant dans le secrétaire d'Etat un concurrent et le secrétaire d'Etat estimant que le

E-Services QNB, une solution qui vous accompagne à chaque instant.



***** QNB

Appelez le 36 00 40 00 ou visitez qnb.com.tn

■ Avec Philippe Seguin



ministre constitue un frein ou une barrière à son avancement.

Ma première rencontre avec Moncer Rouissi, que je ne connaissais que de réputation et à travers ses travaux scientifiques, a été très franche et honnête. Je lui ai clairement expliqué que je n'étais pas au ministère pour l'écarter ou prendre sa place, mais que i'étais là pour lui servir de «première ligne de défense», ce qu'il apprécia grandement à mon sens.

Pendant mes 19 mois passés auprès du ministre, il n'y a jamais eu de clash ou de malentendu entre nous. La suspicion réciproque nous était inconnue. Contrairement à mes collègues dans les autres ministères, j'avais accès à l'ensemble du courrier et non uniquement au courrier qui m'était personnellement différé pour suivi, instruction ou action. Fait exceptionnel, le ministre adressa à tous les services du ministère une circulaire portante définition des compétences du secrétaire d'Etat (qu'il me chargea de rédiger en toute liberté). J'assistais à ses côtés à toutes les réunions, y compris avec les syndicats. Les hauts fonctionnaires du ministère n'avaient pas besoin du feu vert du ministre pour solliciter mon aval, pour collaborer avec moi ou pour recevoir des instructions. De mon côté, je rendais constamment compte au ministre de tout ce que je faisais. Je le

voyais plusieurs fois par jour. Le jour où mes fonctions au ministère de l'Education ont été interrompues, le ministre a tenu. en présence de tous les cadres du ministère, à me rendre un vibrant hommage. C'était le jour de mon cinquantième anniversaire. Dans un courriel qu'il m'adressa le 22 février 2017, Moncer Rouissi, après avoir lu un article que i'avais publié sur Leaders à propos de mon expérience de secrétaire d'État, m'écrit : «J'y retrouve Si Rafaâ...un homme de droiture et d'une très grande intégrité. Je garde le meilleur souvenir de notre fraternelle collaboration et j'étais réellement et sincèrement triste de notre... séparation dont je n'avais été nullement averti, contrairement aux habitudes me concernant. Nous avons accompli ensemble et en très bonne entente une œuvre grandiose et en si peu de temps. Il reste une amitié forte et j'aurai gagné un frère. C'est le plus important. En toute fraternité ». Dans ce message, s'exprime toute la relation spéciale entre nous, et surtout la grandeur de Moncer Rouissi, qui était réellement choqué par ma révocation. En un mot, une confiance réciproque caractérisait nos rapports, et ce n'est pas peu dire.

L'œuvre qu'il accomplit au ministère de l'Education était en effet grandiose. Il avait abattu pendant une courte période (du 23 janvier 2001-25 août 2003) un travail colossal dont la loi d'orientation relative à l'éducation et à l'enseignement scolaire (n°2002 – 80 du 23 juillet 2002), le plan de réforme 2001-2007, le lancement des classes préparatoires, la généralisation progressive de l'approche par compétences, la mise sur pied du projet d'établissement, un programme de remise à niveau de l'école, des collèges et des lycées. La plupart de ces réformes n'ont malheureusement pas fait long feu, les successeurs de Moncer Rouissi n'ayant rien fait pour les poursuivre. Je salue l'œuvre qu'il a accomplie au ministère de l'Education. La loi d'orientation de l'éducation déjà citée, toujours en viqueur, en est le symbole le plus éloquent. A mon avis, Moncer Rouissi a été, et reste à ce jour, le seul ministre de l'Education à avoir porté un vrai projet pour l'éducation. Depuis, les ministres se sont succédé sans laisser de traces.

Notre relation n'a jamais cessé depuis. Elle a duré pendant 20 ans. Nous nous voyions régulièrement, discutions de l'actualité, des lectures de l'un et de l'autre, etc., le plus souvent en présence de son épouse et de notre ami commun Abdallah Labidi.

Moncer Rouissi a rendu à son pays d'immenses services, avec loyauté, discrétion, compétence et un sens aigu de la responsabilité. Il a su se retirer de la scène politique alors qu'il pouvait donner encore plus, mais il n'a iamais renoncé à s'intéresser à la chose publique et à émettre ses opinions sur l'actualité. Au ministère, nous travaillions en vraie famille dans un air détendu, jovial, sérieux et studieux. Avec ses collaborateurs, Moncer Rouissi était un capitaine d'équipe, non un ministre. Avec les nombreux syndicats du ministère, il a très vite su instaurer une relation paisible et confiante. La Tunisie a perdu un grand homme. J'ai perdu un grand ami, un frère. Je ne peux que m'incliner avec respect et tristesse devant sa mémoire.

Je te regretterai toujours cher frère. Tu

R.B.A



LE TIVOLI COMME VOUS NE L'AVEZ JAMAIS VU!



TIVOLI **EXPRESS YOURSELF!**

SsangYongTunisie.Officielle



TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine Tél.: (+216) 70 130 070 - 70 130 060 Fax: (+216) 71 425 253

SFAX - Rte de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax Tél.: (+216) 70 130 020 Fax: (+216) 74 281 020

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse Tél.: (+216) 70 130 040 - 70 130 050 Fax: (+216) 73 343 233

GABES - Rte de Tunis Km 0.5 BP 31 - 6001 Hached Gabès Tél.: (+216) 70 130 090 Fax: (+216) 75 274 151

-Hommage à...

Moncer Rouissi

Le ministre atypique

• Par Dr Ridha Kechrid

Il nous guitte en laissant l'image indélébile d'un ministre atypique, une personnalité exigeante, attachante, un homme engagé, chaleureux, profondément honnête qui a consacré toute son énergie au service des autres. Il est toujours pénible d'avoir à parler d'un homme d'Etat de la stature de Moncer Rouissi, qu'on vient de perdre pour toujours, après avoir eu, durant plus de trente ans, le privilège de le côtover d'abord comme collaborateur puis comme ami.

J'ai connu Si Moncer au ministère des Affaires sociales. il m'avait impressionné par son charisme, ses qualités de meneur d'hommes, de leader qui savait mettre à l'aise son entourage et le poussait à se surpasser.



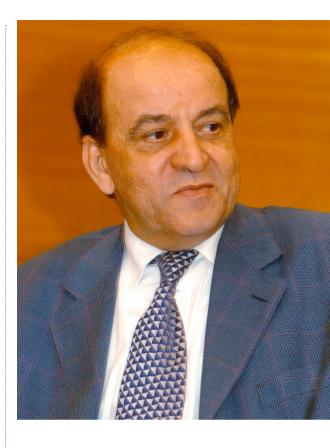
vec le décès de Si Moncer, le pays perd un de ses enfants les plus valeureux: une personnalité académique et politique de premier plan, issu d'une famille patriote militante.

Tous ceux qui l'ont côtoyé saluent son humanisme et sa compétence. Le ministre qu'on appelait affectueusement Si Moncer était beaucoup plus un meneur d'hommes qui savait déléguer et laisser à ses collaborateurs une bonne marge de manœuvre.

Je peux témoigner des principales actions et réalisations enregistrées au cours de son passage à la tête du ministère des Affaires sociales:

• Suivi périodique et rigoureux des équilibres financiers des caisses de sécurité sociale avec la participation d'économistes et d'experts universitaires indépendants. -Elaboration d'un programme de mise à niveau et de renforcement des structures hospitalières publiques: acquisition d'équipements lourds (IRM, scanners performants, équipements de chirurgie cardiovasculaire et de réanimation, stages de perfectionnement à l'étranger au profit des personnels médical et paramédical...). Ce programme avait fait l'objet d'un protocole d'accord conclu entre feu Dali Jazi (Santé) et feu Moncer Rouissi, son financement étant assuré par les caisses de sécurité sociale. Pour Si Moncer, l'objectif primordial était de réduire de manière significative le recours aux soins à l'étranger.

• Avec les partenaires sociaux: normalisation des relations avec l'Ugtt; renforcement et rationalisation de la politique contractuelle instaurée depuis 1973. Les négociations sociales sont devenues périodiques, tous les 3 ans, depuis 1990. Ces rounds de négociations ont abouti à l'amélioration des conditions de travail et à des augmentations de salaires, sous forme de programmes triennaux.



- En vertu d'un accord conclu entre les ministres feu Mohamed Charfi et feu Moncer Rouissi: financement par la Cnss, dans le cadre de son action sociale, d'un programme d'activités culturelles destiné aux élèves et aux étudiants. Ce programme émanait d'une conviction profonde des deux ministres que la multiplication, tout au long du parcours scolaire et universitaire, des moments de contact avec l'art et la culture, contribue à la formation de citoyens épanouis ouverts sur le monde, disposant de compétences utiles pour eux-mêmes et la société.
- Création du Centre de recherches. d'études, de documentation et d'information sur la femme (Credif) dont l'action vise à promouvoir les droits des femmes et soutenir leur présence dans la vie politique, économique, sociale et culturelle, ainsi que d'instaurer l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans tous les domaines.
- Transfert des services médicaux du travail du ministère de la Santé au ministère des Affaires sociales et création de l'Institut



RESIDENCE LA BRISE

Jardins de Carthage

Since 1973

Vous invite à découvrir son nouveau projet "LA BRISE" sis aux jardins de Carthage. Résidence de très HAUT STANDING abritant 17 appartements S+1, S+2 et S+3 ainsi que 2 Duplex et un grand parking sous sol.









Pour plus d'informations, nous contacter au :

simpar@planet.tn www.simpar.tn | f SIMPAR









de santé et de sécurité au travail dont la principale mission consiste à promouvoir la santé et la sécurité sur les lieux du travail et à contribuer à l'élaboration de programmes de prévention des risques professionnels.

- Elaboration d'un programme concernant les personnes handicapées comportant des mesures destinées à assurer la prévention de l'incapacité, la réadaptation et la participation des handicapés à la vie sociale.
- Restructuration et renforcement de l'Institut de promotion des handicapés.
- Plusieurs acquis au profit des familles nécessiteuses, des enfants sans soutien, des personnes âgées
- Démarrage de la construction du Centre de protection des personnes âgées de La Manouba, qui a été conçu comme une structure pilote.
- Renforcement des prestations octroyées par les policliniques de la Cnss en les dotant chacune d'un centre d'hémodialyse.

Tous les cadres du département des Affaires sociales se souviennent des moments forts vécus aux côtés d'un ministre exceptionnel qui a laissé une empreinte indélébile. C'était un travailleur obstiné, méthodique et extrêmement appliqué, mais aussi un chef très attentionné avec ses collaborateurs.

Après son départ du ministère des Affaires sociales, mes relations avec Si Moncer se sont poursuivies, dans le cadre de rencontres périodiques, rassemblant un groupe d'amis fidèles, issus d'horizons divers. C'était l'occasion d'apprécier les qualités de l'homme : humble, affable et convivial, il avait le sens de l'écoute et de la communication, et s'exprimait posément avec une capacité de synthèse impressionnante et un goût prononcé pour l'analyse fine et rigoureuse.

Aux postes de responsabilité successifs, Si Moncer devait parfois opérer des choix difficiles, affrontant les quelques critiques par la persuasion; mais parfois il eut à essuyer le choc des vacheries et des coups bas qu'il traita toujours avec mépris en disant: «l'auteur d'un coup bas est quelqu'un qui n'a rien à dire ».

N°117 • Février 2021 Leaders 9 1

Si Moncer, par ton itinéraire brillant et ton engagement en tant que chercheur, expert international et homme d'Etat dévoué, tu n'as laissé que les meilleures appréciations et de bons souvenirs.

Nous avons toujours admiré ton patriotisme, ton sens du devoir et de la responsabilité et surtout ton amabilité et ton dévouement.

Plus qu'un ministre, Si Moncer était pour moi le frère aîné respecté auprès de qui j'ai toujours trouvé la bonne écoute, le conseil judicieux et le réconfort lors des moments difficiles. Son décès est une perte cruelle non seulement pour sa famille mais également pour ses amis et toutes les personnes qui l'ont côtoyé.

Si Moncer laisse derrière lui le riche bilan d'une vie bien remplie, au service de la Tunisie.

Adieu Si Moncer. Adieu l'homme affable, l'intellectuel, l'esprit libre. Ta vaste culture, tes analyses pertinentes de l'actualité vont nous manquer. Cher Si Moncer, permets-nous de te rendre cet hommage

digne du grand homme que tu étais. Tu nous manques beaucoup. Nous ne t'oublierons jamais.

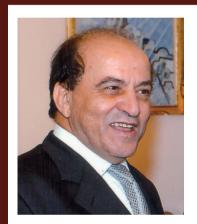
Condoléances les plus attristées à toute la famille Rouissi, à ta chère épouse Hayet, ton valeureux fils Anis, ta bellefille Myriam et tes deux adorables petitesfilles; avec mes meilleurs sentiments de sympathie et de soutien au cours de cette dure épreuve.

Que ton âme repose en paix.

R.K







Il était sourire

C'est par ses amis, les frères Abdelkader et Hamed Zeghal, Abdessalem Kammoun, Mohamed Karboul, Lazhar Karoui Chebbi, Mohamed Karboul et bien d'autres que j'ai le plus connu Si Moncer. Le sociologue, le démographe, le syndicaliste et le porteur d'un nouveau projet avant-gardiste pour la Tunisie était un espoir. Rapidement étouffé par le jeu du palais, il restera fidèle aux siens, préférant se retirer sur la pointe des pieds.

En août 1987, c'était lui qui cherchait pour Ben Ali deux bons candidats aux ministères des Finances et de la Coopération. Il ira consulter son ami Abdessalem Kammoun, alors directeur général de l'INS. Deux noms lui sont alors proposés: Nouri Zorgati aux Finances et Mohamed Ghannouchi à la Coopération. Il le soufflera à Ben Ali qui s'en souviendra fin octobre et les nommera quand il sera désigné Premier ministre. Février 1989, Moncer Rouissi était ministre de la Culture. Un grand artiste peintre, jalousé pour son talent, faisait l'objet de calomnie. Il le nommera chargé de mission au sein de son cabinet et lui confiera une mission qu'il réussira.

Ainsi était Moncer. Tout en sourire.

Taoufik Habaieb







L'eau Cristaline prend sa source naturelle du cœur de nos prestigieuses montagnes.

Sa composition riche en minéraux et en oligo-éléments ainsi que sa forte teneur en calcium et en magnésium vous apportent tous les besoins du quotidien.

L'eau pure Cristaline répond à tous les besoins de la famille.

Le meilleur choix, c'est Cristaline.

ATL Leasing, L'allié de votre succès



ATL LEASING

ATL Leasing, vous offre la possibilité de louer les biens dont vous avez besoin pour votre activité pendant une période pouvant atteindre 84 mois. En fin de période vous en devenez propriétaire.



La Tunisie moderne et patriote en deuil!



Par Hatem Kotrane

Moncer Rouissi n'est plus ! La Tunisie moderne et patriotique est en deuil! La sociologie tunisienne est en deuil! La politique au sens noble du terme est en deuil! Rarement le deuil n'aura fait d'une disparition un lieu de mémoire si idéalement pacifié. La disparition de Moncer Rouissi est pourtant une perte inestimable pour toute la Tunisie, plus particulièrement pour sa famille, sa femme, son fils, ses amis, ses disciples, sa ville natale Tozeur, dont personne n'a autant défendu le patrimoine et mis en valeur les richesses, y compris notamment en préfacant un ouvrage, intitulé Les mille et un contes et récits de Tozeur ou l'aventure du Sud Tunisien.

Ainsi donc, la grande faucheuse a décidé d'enlever à notre affection celui qui fut, avant tout, un être terriblement intelligent et humble à la fois, qui a reçu du ciel des qualités qu'aucun autre universitaire et intellectuel de son époque n'a autant développées, pour donner vie aux idées de grands noms de la pensée qui l'avaient marqué, tels Alain Touraine, Pierre Bourdieu, Raymond Aron, Georges Gurvitch ou Jacques Bergue, le tout en

avec un sens inné de l'humour qui a alimenté chaque instant de sa vie... jusqu'au jour de sa mort. Mais Moncer Rouissi fut surtout un sociologue chevronné, «l'un des cinq plus

grands sociologues que le pays ait connus»,

restant profondément convivial et sociable,

ainsi que rapporté par Jeune Afrique dans une livraison du 21 octobre 2003, un chercheur reconnu qui a cette particularité d'avoir mis ses idées au service de grandes causes de la Tunisie moderne, en pleine mutation, à commencer par la famille, contribuant par ses analyses ciblées, dans la continuité du Code du statut personnel, à lever les obstacles idéologiques et législatifs à une politique de la population, alors appelée planification familiale, qui était une œuvre tout à fait révolutionnaire non seulement au sein du continent africain et des pays arabo-musulmans mais également dans la comparaison avec les pays développés. Faut-il rappeler, à cet égard, par exemple, que la vente de contraceptifs et l'avortement ont été autorisés en Tunisie avant de l'être en

C'est ce même engagement pour la famille moderne qui amènera plus tard l'intellectuel, plongé en 1987 dans la Avec Charles Pasqua



vie politique, à défendre d'autres idéaux comme le maintien et le renforcement d'acquis de la femme et la promotion de sa place dans la société, l'éducation pour tous et, surtout, la formation professionnelle.

D'aucuns seraient tentés aujourd'hui de s'interroger, non sans reproche, comment cet intellectuel de gauche si jaloux de son indépendance d'esprit a-t-il pu se jeter, à corps perdu, dans la politique pure et dure, dès novembre 1987, pour soutenir le projet de changement annoncé par Zine el-Abidine Ben Ali et entraîner avec lui par la suite des intellectuels et militants aussi prestigieux que feu Mohamed Charfi, feu Dali Jazi, Saadoun Zmerli et bien d'autres grandes figures de la défense des droits de l'homme et des libertés?

Une chose est cependant sûre. Là où il est passé, son patriotisme inné hérité

Plus qu'un leasing...

Société ··· Hommage à. Société ··· Hommage à...







d'une famille de militants - dont son père et son oncle, Youssef Rouissi, compagnons d'Habib Bourquiba pendant la lutte de libération nationale -, son engagement social et son expérience de la société civile ont été utilement mis à contribution au service de causes justes, y compris en contribuant à la conclusion, en 1988, d'un « Pacte national » en vue de la construction d'une société démocratique, tolérante, solidaire et plurielle. Ses empreintes ont été, par la suite, réelles en occupant notamment les postes de ministre de la Culture, des Affaires sociales, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de l'Éducation et de la Formation. Partout, il s'est distingué par son action inlassable en vue de valoriser ces secteurs vitaux qu'il a marqués de réformes modernes et de programmes complets et concrets en établissant, en particulier grâce aux services de l'emploi modernisés, une relation étroite entre l'orientation et la formation et l'emploi, tant il était convaincu que l'Etat ne pouvait rester indifférent face aux risques engendrés par les situations de chômage et de sous-emploi. Il était, alors, un des rares ministres à défendre en force l'idée, qui refait aujourd'hui encore surface, à savoir que l'État ne peut rester indifférent à l'égard des inconvénients qu'engendrent,

inéluctablement, les situations de chômage et de sous-emploi. Et quels que soient les mérites de l'économie de marché et le regain d'intérêt dont elle semble bénéficier de nouveau, «le marché du travail ne peut être totalement confié à l'autoréquilation, ni être traité comme le marché libre d'une marchandise quelconque»!

Et que dire de sa présidence du Comité supérieur pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales (Csdhlf) où il a été nommé le 26 janvier 2007. D'aucuns seraient tentés de dire que sa mission à la tête de cet organisme consultatif a été marquée, comme ses prédécesseurs, les regrettés Rachid Driss et Zakaria Ben Mustapha, par un conformisme frileux. Ceux qui, comme le rédacteur de ces quelques lignes, l'y ont accompagné témoignent pourtant que son engagement pour les droits de l'homme et les libertés était réel et que, sous sa présidence, les attributions du Comité ont été renforcées, à la faveur d'une loi n°2008-37 du 16 Juin 2008 qu'il a su défendre et qui était largement en harmonie avec les normes internationales.

Sous sa présidence, le Comité s'est en tout cas employé, avec les moyens, le contexte et la pesanteur politique de l'époque, à faire avancer la cause des droits de l'homme au quotidien, y compris en recueillant et en instruisant les plaintes sur les violations commises et en proposant les mesures et voies en vue de les faire cesser. L'histoire redonnera justice à Moncer Rouissi, ainsi qu'à d'illustres membres dudit Comité qui se sont dépensés sans aucune contrepartie financière et qui avaient, pour la plupart, su témoigner d'une plus grande humanité!

Puissions-nous alors, à ce moment précis où nous rendons ensemble un ultime hommage à Moncer Rouissi, faire perpétuer à jamais le souvenir d'un homme qui fut tout cela à la fois : un grand professeur, un sociologue, un humaniste engagé, un homme d'État profondément patriote et un grand ami!

Professeur de droit



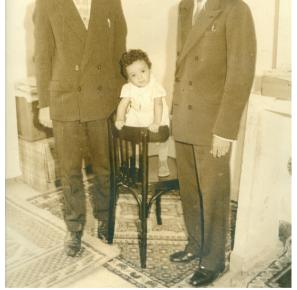


















N°117 • Février 2021 Leaders 97 96 Leaders N°117 • Février 2021

-Hommage à...

Meherzia Labidi

La voix tonitruante d'Ennahdha au Bardo

Première vice-présidente de l'Assemblée nationale constituante (2011-2014) et députée à l'ARP depuis 2020 du parti Ennahdha, Meherzia Labidi, 57 ans, est décédée des suites d'une maladie contractée il y a quelques semaines. Evacuée d'urgence, mi-novembre, en France où elle réside, elle y succombera jeudi 20 ianvier en début de soirée.

orsqu'Ennahdha cherchait. l'été 2011, une icône féminine pour la porter à l'Assemblée nationale constituante, Meherzia Labidi répondait au profil recherché. A 47 ans alors, cette jeune femme, universitaire, maîtrisant le français et l'anglais, en plus de l'arabe littéraire, écrivaine spécialisée dans les religions, mariée à un ingénieur des grandes écoles et mère de deux filles, ne portant pas le hijab mais un foulard noué autour du visage, devait incarner l'image que le parti islamiste cherchait à donner de lui en Tunisie et dans le monde.

> Investie sur la liste Ennahdha dans la circonscription de France 1, elle sera élue le 23 octobre 2011 députée à l'Assemblée nationale constituante. Son parti y arrivait en tête, ce qui lui donnait le droit de propulser au moins l'un de ses élus au poste de premier vice-président, la présidence ayant été affectée, au sein de la Troïka, au chef d'Ettakatol, Dr Mustapha Ben Jaafar. Le pied à l'étrier, Meherzia Labidi est ainsi hissée au perchoir.

Trois ans durant, elle officiera, assurant souvent la présidence des séances plénières. Sa voix tonitruante résonnera

alors sous la coupole du Bardo, tantôt forte, ferme, rigoureuse, ponctuée de coups de marteau, rappelant à l'ordre et imposant le calme, tantôt suave, amadouant les uns et les autres. Coriace, mais affable. Mme Labidi tenait l'Assemblée d'une main forte, au nom de son parti. De par ses fonctions et aussi sa maîtrise des langues, elle accueillera les visiteurs étrangers, seule ou avec le président Ben Jaafar, répondra à des invitations des chancelleries diplomatiques à Tunis et à l'étranger, et portera dans ces enceintes la parole d'Ennahdha.

Peu connue dans les instances d'Ennahdha en France avant 2011, Mme Labidi agissait surtout dans la sphère islamiste de la société civile. Née le 17 décembre 1963 dans la région de Grombalia, elle est diplômée de l'Ecole normale supérieure de Sousse et de l'Ecole supérieure d'interprètes et des traducteurs de la Sorbonne - Paris (spécialité traduction économique et juridique). Titulaire d'un mastère en traduction économique et d'un diplôme d'études approfondies (DEA) en littérature anglaise et en études théâtrales, elle a poursuivi ses études en traduction à l'Institut européen des sciences humaines à Saint-Denis. Ecrivaine et conférencière sur la question de l'éducation dans les sociétés multiculturelles ainsi



que sur les auestions de la femme, de la religion et de la société, elle a publié une série d'ouvrages, pour la plupart avec d'autres écrivains, notamment Laurent Klein, Herveau et Joseph Boyer.

De nouveau sous la coupole

Prenant à bras-le-corps son mandat parlementaire. Meherzia Labidi souhaitera rempiler au Bardo. Elle sera à l'Assemblée des représentants du peuple, en 2014, dans la circonscription de Nabeul 2, sans pour autant retrouver un poste de premier viceprésident. Qu'à cela ne tienne! Nouvelle candidature aux législatives de 2019, Ennahdha l'investira en deuxième position en tant que suppléante immédiate dans la liste conduite par Ahmed Gaaloul. Sans emporter son siège. En attendant une opportunité qui s'offre et cherchant à bénéficier de son concours, Ghannouchi la nommera chargée de mission au sein de son cabinet. La chance lui sourira en mars 2020 lorsque Gaaloul sera nommé ministre de la Jeunesse et des Sports dans le gouvernement Elyès Fakhfakh. Sa suppléante retrouvera de droit les bancs de l'ARP. Pas pour longtemps! Terrassée par la maladie, elle manguera à l'amour de sa vie, son mari Slah, à ses trois enfants.

Allah Yerhamha.



Durant 4 heures Hamza Belloumi entouré de Mokhtar Khalfaoui, Mohamed Boughalleb, Houcem Hamad, Malek Jlassi, Zina Zidi, Hassan Zargouni et Amine Bouneoues décryptent l'actualité : politique, économique, sociale, culturelle et insolite... Rien n'échappe à la vigilance de nos matinaliers!

Le tout dans la bonne humeur!



- Hommage à...

Mohamed Hédi Chérif

L'historien



• Par Abdelhamid Larquèche

Le professeur Mohamed Hédi Chérif, pionnier de l'histoire moderne et contemporaine à l'Université tunisienne, vient de nous quitter discrètement, des suites d'une longue maladie.

Tous ses élèves, disciples et amis reconnaissent en lui le maître rigoureux et l'homme de valeur. Il fait partie de ces pionniers qui ont fondé l'Ecole d'histoire nationale tunisienne et qui ont formé l'essentiel des générations qui constituent le corps de la communauté scientifique tunisienne en histoire moderne et contemporaine depuis des décennies.

hercheur rigoureux et fin connaisseur du territoire de l'historien, le professeur Chérif a contribué de facon qualitative à asseoir les bases d'une écriture historique moderne. Non seulement parce que la modernité fut au centre

de ses préoccupations de chercheur, mais aussi parce qu'il s'est inscrit dans une pensée ouverte et critique qui lui a permis de forger ses outils et concepts au contact de toute la production théorique et conceptuelle du XXe siècle.

Sa thèse monumentale publiée en 1986 sur la société et le pouvoir en Tunisie à l'époque de Hussein bin Ali (1705-1740) constitue un tournant dans l'étude de l'époque précoloniale en Tunisie et au Maghreb. Depuis, il a consacré l'essentiel de ses recherches à la quête des conditions historiques de la genèse de l'entité territoriale tunisienne telle que nous la connaissons aujourd'hui. Partant de grandes interrogations sur le pouvoir politique husseinite et son rôle primordial dans la cristallisation de l'entité politique et humaine qu'était la «Régence de Tunis », sur l'adoption progressive des techniques de la modernité ayant permis au pouvoir et aux groupes ascendants dans les cités et les campagnes d'unifier le pays et de construire une entité centralisée, administrée autour de Tunis et des villes du littoral.

Il a suivi avec attention l'ouverture de la Régence sur le monde méditerranéen et l'Europe et ses implications multiples. Son article « Expansion européenne et difficultés tunisiennes, 1815-1830 », paru dans la revue des Annales en 1970, trace de manière éloquente les nouvelles tendances qui ont amené à l'ankylose de l'économie et de la société et à l'instauration de nouveaux types de rapports entre les deux rives de la Méditerranée

Historien de l'Etat, il est resté sensible au social, historien des élites, il n'a pas manqué de redonner leur place aux classes populaires dans l'histoire nationale, notamment dans une contribution originale publiée en 1971 et intitulée L'organisation des masses populaires par le Néo-Destour en 1937-38. Îl a construit son approche sur la base de la dialectique sociale globale qui montre le mouvement de l'histoire dans sa complexité et dans la diversité de ses formes et nuances.



Un enseignant hors pair

Comme enseignant, il s'est distingué par la clarté de son exposé, le sens de l'effort pédagogique, familiarisant ses étudiants avec les concepts clés de l'histoire nouvelle. la structure et la conjoncture, l'événement et le contexte, les modèles économiques globaux et les particularités des formations sociales spécifiques. Il a su ainsi mettre à contribution tous les modèles explicatifs nouveaux tout en restant attentif à l'expérience historique concrète dans ce qu'elle a de plus spécifique.

Sa longue carrière d'enseignant depuis les lycées de Sousse et de Tunis jusqu'à l'université tunisienne s'étale sur quatre décennies depuis la fin des années 1960. Il a contribué à concevoir des manuels scolaires de qualité et initié des réformes, dont l'instauration du concours de l'agrégation en histoire au milieu des années 1980.

Un homme de valeur

Mais c'est aussi à l'homme que nous rendons hommage, pour ses qualités et les valeurs académiques et humaines qu'il a incarnées sa vie durant.



Écoutez-nous sur :

NABEUL HAMMAMET 100°

CAP BON GRAND TUNIS 104.1











Téléchargez notre application maintenant Sur Google Play!!





(f) @RadioMedTunisie (்) RadioMedTN (▶) Radio Med

(www.radiomedtunisie.com





(+216) 72 32 85 00 (a) (+216) 72 32 85 60 (b) marketing@radiomedtunisie.com

Il a su partager sa vie d'universitaire avec ses étudiants et ses collègues. Une exemplarité qui se lit à travers les groupes qu'il a animés, les débats qu'il a initiés et sa volonté de rapprocher et de créer des foyers de réflexion et de production collectives.

Avec ses étudiants, à qui il a toujours réservé le meilleur accueil, il s'est toujours investi dès le choix du sujet de recherche, jusqu'aux orientations bibliographiques, au choix des méthodes et des problématiques, tout en respectant la liberté du chercheur, établissant ainsi un modèle de rapports épanouissant fondé sur la liberté et la responsabilité. Plusieurs parmi nos historiennes et historiens universitaires formés à son école peuvent en témoigner.

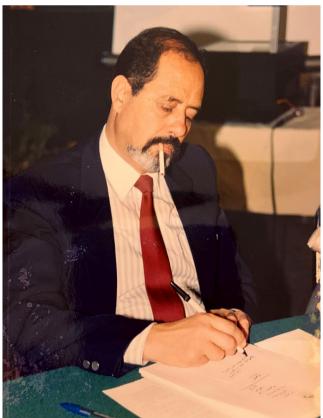
Il a été aussi un homme du devoir et un citoyen au-dessus de tout soupçon. Syndicaliste convaincu, il a été présent dans les moments clés pour défendre l'autonomie de l'Université et les bonnes manières de la gouverner. Il a assumé les fonctions de Doyen de la faculté des Sciences humaines et sociales, soutenu par ses collègues pour contrer la dérive autoritaire à l'Université en 1987.

Avec sa disparition, le pays vient de perdre l'un des esprits les plus éclairés parmi l'élite des bâtisseurs de la Tunisie contemporaine.

> Historien, ancien élève et ami de feu Hamadi Chérif









Où l'on reparle d'une seconde révolution

ans le paysage politique tunisien, la gauche détonne. Qui ose aujourd'hui mobiliser ses partisans dans les rues de Tunis en pleine pandémie, malgré les consignes sanitaires pour s'attaquer «au grand capital» (comme au bon vieux temps de la guerre froide)? La gauche tunisienne, pardi! Qui ose justifier les troubles nocturnes de révolte et réclamer la

libération des pillards arrêtés en flagrant délit ? C'est encore la gauche tunisienne.



• Par Hédi Béhi

Qui ose désigner les forces de sécurité à la vindicte populaire alors qu'elles avaient fait preuve de retenue en protégeant les biens privés et publics tout en évitant les pertes humaines? C'est encore toujours la

Ce qui est remarquable avec ce parti, c'est que ça ose tout. Faute de proposer des idées sensées, on fait feu de tout bois pour parasiter le champ politique, l'essentiel étant de faire parler de soi en bien comme en mal. Chez ces gens-là, il faut s'attendre à tout, y compris de faire endosser au peuple la responsabilité de la défaite historique du parti aux élections législatives au lieu de faire son autocritique. Le parti est tout dans cette réaction. Ce qui nous dispense de tout commentaire. On voit la paille dans l'œil du voisin mais on ne voit pas la poutre dans le sien.

Cette gauche s'est souvent singularisée par la combativité de ses militants, leur populisme, en prônant des solutions très souvent irréalistes. En mal d'imagination et en se réfugiant dans le déni de la réalité, elle a du mal à changer de rhétorique. Faisant rarement dans la nuance, elle s'est recroquevillée sur elle-même et cherche à renouer avec ses vieux démons en prônant implicitement le Grand soir, c'est-à-dire une rupture totale avec toutes les normes sociales en vigueur jusque-là. Cette radicalisation est souvent obtenue en mobilisant la rue, en recourant aussi à la

violence et en retombant dans les mêmes travers qui ont été les siens. Sûre d'elle, elle évite la moindre autocritique. Sa réaction à sa défaite électorale est, à cet égard, significative».

Dans un opuscule publié en 2014 intitulé Pour une refondation de la gauche tunisienne, le professeur Baccar Ghérib estime que «dans sa majorité, la gauche tunisienne demeure prisonnière de grilles de lecture et de visions du monde fossilisées, produisant immanquablement un discours ayant, à l'exclusion de certaines élites urbaines, une très faible prise sur la société tunisienne. Or une coupure fatale entre politiques et intellectuels progressistes, d'une part, et les catégories populaires, de l'autre, ne saurait être "la 'faute du peuple" coupable de ne pas avoir bien voté comme le pensent - et le disent certains.»

Aujourd'hui, la gauche est en déclin. Elle s'est ringardisée, ses meilleurs éléments l'ont quittée. Un homme comme Chokri Belaïd lui manque terriblement. C'était sa seule tête politique, son seul stratège, l'artisan du rapprochement avec Nidaa et celui qui savait se mettre au-dessus des contingences, donner de la perspective à l'action de la gauche.

Il y a quelque chose de tragique dans cette gauche, c'est toute cette énergie qui est dépensée à perte depuis des années pour défendre les mauvaises causes : ses faiblesses ont pour noms : archaïsme, obstination à persévérer dans l'erreur, déréalisation. Elles lui ont fait rater tous les grands rendez-vous avec l'histoire. Je pense à leur refus de faire alliance avec Nidaa Tounès au lendemain des élections de 2014. Ils étaient tout près de sceller un compromis historique. Au dernier moment, ils se sont dérobés, une décision lourde de conséquences pour ce parti et surtout le pays, prise au nom de la pureté révolutionnaire.

Il faut se rendre à l'évidence : le Bon Dieu nous a affligé la gauche la plus bête du monde. Elle aurait pu entrer dans l'histoire par la grande porte, elle a préféré se contenter de sa fonction tribunitienne et une petite place dans la poubelle de l'histoire. Prions pour sa pénitence.

H.B.